

## REGISTRE DES ACTES ADMINISTRATIFS

## DELIBERATIONS

## SEPTEMBRE 2018

DEL_2018_079	AUTORISATION DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION RELATIVE AU PROJET ÉDUCATIF TERRITORIAL (PeDT)	1-16
DEL_2018_080	CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ (CLAS) – MODIFICATION TARIFAIRE	17-18
DEL_2018_081	AUTORISATION DE SIGNATURE – AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION FIGURE2STYLE DU 1ER JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2018	19-22
DEL_2018_082	DÉVELOPPEMENT DURABLE – AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC LA SCIC AUTOPARTAGE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AUTOPARTAGE À CHENÔVE	23-27
DEL_2018_083	ADHÉSION À LA DÉMARCHE GLOBALE "RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE PROTECTION DES DONNÉES" (RGPD) DE DIJON MÉTROPOLE	28-30
DEL_2018_084	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES À QUATRE ASSOCIATIONS	31-32
DEL_2018_085	DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL	33-40
DEL_2018_086	ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DANS LE CADRE DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION PIROUETTE CACAHUÈTE	41-44
DEL_2018_087	ADHÉSION DE LA COMMUNE DE CHENÔVE À L'UNIVERSITÉ POUR TOUS DE BOURGOGNE	45-49
DEL_2018_088	AVANCE SUR SUBVENTION 2019 AU BASKET CLUB DE CHENÔVE	50-51
DEL_2018_089	CERCLE SPORTIF LAÏQUE DE CHENÔVE (CSLC) – AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS – AVANCE SUR LA SUBVENTION 2019	52-54
DEL_2018_090	CONVENTION DE SERVITUDE ENTRE LA VILLE ET LA SOCIÉTÉ BOUYGTEL POUR LES BESOINS DES RÉSEAUX DE RADIOCOMMUNICATION	55-66
DEL_2018_091	RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS POUR L'EXERCICE 2017	67-129



**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_079**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **AUTORISATION DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION RELATIVE AU PROJET ÉDUCATIF TERRITORIAL (PEDT)**

Le projet éducatif territorial (PEdT) a pour objectif de développer des activités de loisirs, de découverte et d'initiation à la fois culturelles et sportives par cycles éducatifs.

Il assure une offre structurée et diversifiée en faisant appel aux ressources du territoire : intervenants extérieurs, équipements sportifs, espaces naturels et culturels, institutions diverses, associations locales...

Il recherche une cohérence entre les différents temps de l'enfant et du jeune ; il contribue à faire vivre le dialogue entre les acteurs éducatifs et à maintenir une dynamique éducative territoriale.

En septembre 2014, dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires, la ville de Chenôve a mis en œuvre un Projet Éducatif Territorial (PEdT), pour la période 2014-2018.

Cette Convention lie la ville de Chenôve à l'État (Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale et Direction Déléguée Départementale de la Cohésion Sociale et Urbaine) et la Caisse d'Allocations Familiales de la Côte-d'Or.

Cet outil de collaboration locale a permis à Chenôve de renforcer des démarches partenariales avec l'ensemble des acteurs éducatifs, de proposer une offre éducative riche et diversifiée à tous les enfants de la commune.

La nouvelle organisation du temps scolaire hebdomadaire sur quatre jours (lundi, mardi, jeudi, vendredi) mise en place à la rentrée scolaire 2018, entraîne des changements dans

l'organisation des activités périscolaires et extrascolaires proposées par la commune de Chenôve dans le cadre de son PEdT.

Cette nouvelle organisation entraîne donc la résiliation de la convention formalisant le projet éducatif territorial en cours, conformément à son article 9, ce, dès la rentrée scolaire 2018. Cette convention lie la ville de Chenôve à l'État (Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale et Direction Déléguée Départementale de la Cohésion Sociale et Urbaine) et la Caisse d'Allocations Familiales de la Côte-d'Or.

Au vu du bilan des quatre années du PEdT, la ville souhaite poursuivre cette dynamique éducative territoriale et s'engager dans un nouveau projet éducatif territorial qui prendra la forme d'un Projet Éducatif Global (PEG) pour les enfants et les jeunes de Chenôve (de 0 à 25 ans) et qui sera mis en œuvre dès septembre 2018, pour une durée de trois ans.

Ce Projet Éducatif Global poursuit et développe les ambitions du précédent PEdT afin de permettre :

- l'émancipation de chaque enfant, adolescent et jeune habitant Chenôve,
- la structuration d'alliances éducatives et une meilleure coordination de tous les acteurs et dispositifs intervenant sur le territoire communal,
- la transmission des valeurs et principes qui constituent le socle de la République et qui contribuent à faire société,
- l'implication des principaux concernés, à savoir les enfants, les jeunes et leur famille à la construction des projets.

Le PEG sera également en cohérence avec le futur Plan Mercredi présenté le 20 juin dernier par le ministre de l'Éducation Nationale dès la rentrée 2018, qui vise notamment à favoriser une meilleure cohérence entre le temps scolaire et périscolaire et de soutenir le développement d'accueils de loisirs de qualité le mercredi.

Par la mise en place d'un nouveau dispositif dès la rentrée 2018 : les « z'ateliers du mercredi » qui s'adressent aux enfants de 6 à 11 ans, proposant chaque trimestre une vingtaine d'activités autour de l'émancipation par la culture, le sport, les activités citoyennes et de loisirs, la ville de Chenôve répond pleinement aux recommandations énoncées dans la « charte de qualité » de ce Plan Mercredi.

Ce Projet Éducatif Global sera formalisé par un document cadre précisant les objectifs et les modalités de mise en œuvre et par une nouvelle convention qui liera la ville aux mêmes partenaires institutionnels que la convention relative au PEdT, pour la période 2018-2021.

Cette convention relative au Projet Éducatif Territorial fera l'objet d'une signature officielle avec les partenaires signataires courant septembre 2018.

Vu le document provisoire du Projet Éducatif Global,

Vu la convention PEdT et son annexe jointes,

Vu la délibération n° DEL\_2018\_067 du 25 juin 2018 relative au nouveau dispositif extrascolaire : les z'ateliers du mercredi,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 septembre 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative au Projet Éducatif Territorial (PEdT) qui lie la commune de Chenôve à l'État (Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale et la Direction Déléguée**



**Départementale de la Cohésion Sociale et Urbaine) et la Caisse d'Allocations Familiales de Côte-d'Or pour une durée de 3 ans,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous actes utiles et accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à la mise en œuvre de cette convention.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Direction Départementale  
de la Cohésion Sociale  
Côte D'Or



## Projet éducatif territorial

Ce document est destiné aux collectivités qui ont opté pour une organisation du temps scolaire sur quatre jours.

### Objectifs partagés par la DDCS, la CAF et la DSDEN de Côte-d'Or

Le Projet éducatif territorial a pour objectif de développer des activités de loisirs, de découverte et d'initiation à la fois culturelles et sportives par cycles éducatifs.

Il assure une offre structurée et diversifiée en faisant appel aux ressources du territoire (intervenants extérieurs, équipements sportifs, espaces naturels et culturels, institutions diverses, associations locales...);

Il recherche une cohérence entre les différents temps de l'enfant et du jeune ; il contribue à faire vivre le dialogue entre les acteurs éducatifs et à maintenir une dynamique éducative territoriale.

Collectivité territoriale porteuse du projet	Ville de Chenôve
Date de présentation du projet	21/09/2018
Durée du PEDT	Le PEDT est signé pour 3 ans avec possibilité de révision chaque année lors du comité de pilotage
Nom du correspondant	ALIZON Coralie
Fonction	Coordinatrice Projet Educatif Global
Adresse	Hôtel de Ville – 2, place Pierre Meunier 21300 CHENOVE
Téléphone	06.66.56.08.38
Courriel	coralie.alizon@ville-chenove.fr

## I. Périmètre et public du PEDT

### *Territoire concerné*

Liste ou nombre des communes concernées :	Commune de Chenôve
Nombres d'habitants :	14 200 habitants
Éducation prioritaire : <b>OUI</b>	Le PEDT intègre des quartiers classés en : <b>QPV</b>

## II. État des lieux

<i>Groupes scolaires</i>	Public et privé
Ecoles maternelles	6 écoles : Bourdenières, En Saint Jacques, Gambetta, Grands Crus, Jules Ferry, Violettes
Ecoles élémentaires	6 écoles : Bourdenières, En Saint Jacques, Gambetta, Grands Crus, Jules Ferry, Violettes
Collèges	2 collèges : Herriot, le Chapitre
Lycées	1 lycée professionnel : Antoine

### *Enfants sur le territoire concerné*

Nombre d'enfants potentiellement concernés :

En école maternelle	753 enfants
En école élémentaire	916 enfants
Collège	562 enfants
Lycée	320 enfants

	Oui / Non	Nombre d'enfants inscrits
Activités périscolaires <sup>1</sup> déjà existantes	Oui	Centres d'accueil : 530 Restaurants scolaires : 798
Activités extrascolaires <sup>2</sup> déjà existantes	Oui	Accueils de loisirs du Mail : 99 Accueils de loisirs du Plateau : 193
Garderie		

- 1 Le temps périscolaire est constitué des heures qui précèdent et suivent la classe durant lesquelles un encadrement est proposé aux enfants scolarisés. Il s'agit de la période d'accueil du matin avant la classe, du temps méridien (de la fin de la matinée de classe au retour en classe l'après-midi comprenant le cas échéant un temps de restauration), de la période d'accueil du soir après la classe.
- 2 Le temps extrascolaire concerne les journées pour lesquelles le temps scolaire est absent : le mercredi (Organisation du Temps Scolaire sur quatre jours), le samedi, le dimanche, les jours fériés et durant les vacances scolaires.

Autres activités / mono-activités : atelier, club...	<b>Les Z'ateliers du Mercredi</b>	<b>197 inscrits</b>
---	---------------------------------------	---------------------

	Oui / Non	Nombre d'inscrits
ALSH adolescents (12-17 ans)	Non	
Accueils jeunes (14-17 ans)	Oui	60

### ***Éléments constitutifs du projet***

Besoins identifiés	<p>Mise en œuvre d'un Projet Educatif Global s'adressant aux enfants et aux jeunes de 0 à 25 ans</p> <p>Nécessité de renforcer les liens entre tous les acteurs éducatifs du territoire afin de donner du sens aux actions.</p>
Objectifs éducatifs	<p>4 axes prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants et permettre leur implication dans le PEG</li> <li>- Agir avec les enfants et les jeunes, pour améliorer leur cadre de vie et leur permettre de le comprendre, de se situer et d'agir à différentes échelles</li> <li>- Répondre aux besoins éducatifs, sociaux et culturels des enfants et des jeunes en portant une attention particulière à l'accueil des publics à besoins spécifiques</li> <li>- Garantir une offre éducative de qualité et cohérente, pensée et construite de manière coordonnée entre les différents acteurs du territoire</li> </ul>
Atouts du territoire et leviers pour la mise en œuvre du PEDT : ressources humaines, ressources matérielles et logistiques, structures d'appui, acteurs locaux, associations locales, espaces naturels et culturels, équipements et autres,...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnel communal diplômé (BPJEPS, BAFD, BAFA, ETAPS, professeurs du conservatoire, ATSEM) ou en cours de formation, ...</li> <li>- Une offre éducative très large et de qualité : un tissu associatif local très riche, des associations et clubs sportifs investis</li> <li>- une exhaustivité d'acteurs éducatifs présents sur le territoire</li> <li>- de multiples infrastructures, de qualité et diversifiées, un niveau d'équipement élevé (bâtiments scolaires, complexe culturel, centre nautique, gymnases, terrains de tennis, stade, boulodrome, centre social, MJC...), des</li> </ul>

	<p>infrastructures identitaires et adaptées à toutes les tranches d'âge</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une facturation des services périscolaires et extrascolaires en faveur des familles selon le quotient familial</li> </ul>
Contraintes du territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- peu de contraintes liées aux déplacements des enfants puisque de nombreuses structures existent à proximité des écoles</li> <li>- la mutualisation des locaux</li> <li>- 1/3 des familles sont des familles monoparentales</li> <li>- 610 enfants de moins de 11 ans sont considérés comme vulnérables (29%)</li> <li>- Le Quartier Politique de la Ville regroupe les 2/3 des situations de pauvreté</li> </ul>
Comment sont prises en compte ces contraintes dans le PEDT ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- des temps d'échanges réguliers entre les différents partenaires sont privilégiés</li> <li>- les coordonnateurs de chaque groupe scolaire garantissent le lien école-périscolaire</li> <li>- points de vigilance à prendre en compte dans le cadre du PEG</li> </ul>
Comment votre organisation prend-elle en compte les spécificités des enfants de moins de 6 ans ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les enfants de 3-4 ans bénéficient d'une structure d'accueil de loisirs spécifique : ALSH du Mail</li> <li>- les enfants de moins de 6 ans sur les temps de pause méridienne sont encadrés par les ATSEM (référentes sur la journée de l'enfant)</li> </ul>
Si des enfants porteurs de handicaps sont inclus dans les écoles de votre territoire, comment leur est-il permis de participer aux activités ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- plusieurs AESH accompagnent les enfants porteurs de handicap inscrits sur les temps de pause méridienne et sur les Z'ateliers du mercredi</li> <li>- une attention particulière est portée aux enfants en situation de handicap en adaptant les activités proposées</li> </ul>

### III. Mise en œuvre du projet éducatif

#### *Ressources humaines*

Personnel mobilisé	Nombre et taux
Nombre et pourcentage de directeurs et d'animateurs d'accueils collectifs de mineurs formés	<p>1 coordonnateur des centres d'accueil et des restaurants scolaires</p> <p>1 coordonnateur d'accueils de loisirs et des Z'ateliers du mercredi</p>

	6 coordonnateurs/directeurs d'accueils collectifs de mineurs : 1 par groupe scolaire 22 ATSEM 27 animateurs 4 associations Des prestataires indépendants 3 MNS 4 ETAPS 4 professeurs du conservatoire
Nombre et pourcentage de directeurs d'accueils collectifs de mineurs qui disposent d'un diplôme professionnel	6 directeurs d'ACM formés
Nombre et pourcentage des animateurs d'accueils collectifs de mineurs qui disposent d'un diplôme professionnel	1 BPJEPS, 2 BPJEPS en cours, 3 BAFD (qui suivront la formation en 2019)

## Partenaires

Partenaires, acteurs chargés de la mise en œuvre des activités proposées dans le cadre du PEDT :

Nom	Statut	Observations (dont existence d'une convention)
Pirouette Cacahuète Figure2Style MJC Prestataires indépendants Clubs sportifs	Association Association Association Indépendants	Convention de prestation Convention de prestation Convention de prestation Pas de convention Conventions de prestation

## Activités proposées dans le cadre du PEDT

(indiquer, si cela est pertinent, le niveau : initiation, perfectionnement, approfondissement et la tranche d'âge concernée) :

Types d'activités		Quelles activités ?
Pratiques physiques et sportives	OUI - NON	Eveil gym, sports collectifs, lutte, capoeira, basket...
Jeux de coopération	OUI - NON	Jeux sportifs et de coopération
Activités artistiques et culturelles	OUI - NON	Arts plastiques, danse, théâtre, couture...
Activités scientifiques	OUI - NON	Découverte de la chimie, expériences scientifiques
Activités basées sur l'utilisation du numérique	OUI - NON	Atelier vidéo
Jeux de stratégie / société	OUI - NON	Jeux de société, jeux

		d'éc
Laïcité, citoyenneté, valeurs de la République	OUI - NON	Projet valeurs de la République
Développement durable	OUI - NON	Atelier jardinage/bricolage, découverte de la nature
Autre(s) activité(s) (préciser)		

Ces activités sont-elles en articulation avec les projets des groupes scolaires ?	OUI
Complémentarité et cohérence entre activités scolaires, périscolaires et extrascolaires	OUI

Comment les avez-vous mises en œuvre ?

Réunion mensuelle entre les coordonnateurs de site et les directeurs d'école pour garantir une réelle complémentarité des dispositifs Ville/Éducation Nationale
---

### **Locaux utilisés**

	Oui / Non et si oui, lesquels ?
Locaux scolaires	Salles polyvalente, motricité, salles de classes, bibliothèques
Autres locaux	ALSH, gymnases, centre culturel du Cèdre,...

### **Structures de pilotage**

Coordination du projet assurée par :

Nom et prénom du responsable	Coralie ALIZON
Fonction	Coordinatrice Projet Educatif Global
Adresse	Hôtel de Ville – 2, place Pierre Meunier 21300 CHENOVE
Téléphone	06.66.56.08.38
Adresse électronique	coralie.alizon@ville-chenove.fr

Composition du comité de pilotage

(élus, professionnels, équipes d'animation, partenaires locaux et associatifs, enseignants, parents...)

Structures de pilotage	Périodicité, commissions spécialisées...
Comité de pilotage : (élus, professionnels, équipes d'animation, partenaires locaux et	3 COPIL par an ayant pour membres : élus, DGS, directeurs des services de la ville, Education Nationale, CAF, services de l'Etat, Département Comités techniques

associatifs, enseignants, parents)	
Comité de suivi : (professionnels, équipes d'animation, partenaires locaux et associatifs, enseignants, parents)	Groupe de travail avec les représentants de parents d'élèves et partenaires associatifs Réunions régulières entre les directeurs d'ASM et les équipes d'animations

### ***Modalités d'information des familles***

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaquettes informatives et fiches d'inscription péri-extrascolaires distribuées à chaque élève</li> <li>- Permanences mises en place dans les écoles de la commune pour le lancement des Z'ateliers du mercredi</li> <li>- Transmission d'informations aux parents d'élèves lors des conseils d'école</li> </ul>
---

## **IV. Évaluation**

### ***Effets attendus***

(connaissances, compétences, comportements, évolution des pratiques sportives ou culturelles, etc)

Périodicité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunions hebdomadaires de concertation entre tous les coordonnateurs du service péri-extrascolaire</li> <li>- Les coordonnateurs doivent garantir la continuité éducative des parcours des enfants</li> </ul>
-------------	--

### ***Indicateurs***

quantitatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Évolution de la participation des enfants aux activités notamment celle du QPV</li> <li>- Évolution de la participation des parents invités sur les temps d'animation</li> </ul>
qualitatifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attractivité des activités, assiduité, absentéisme</li> <li>- Effets sur les enfants : comportements, épanouissement, fatigue, agitation, avertissements</li> <li>- Inclusion des enfants en situation de handicap</li> <li>- Opinions des acteurs (enfants, parents, intervenants, enseignants, élus...)</li> </ul>



## ***Procédures de signature de la convention***

Les projets reçus à la direction départementale de la cohésion sociale<sup>3</sup> (DDCS) sont étudiés en lien avec les services de l'éducation nationale (DSDEN) de Côte-d'Or et la caisse d'allocations familiales (CAF) lors de groupes de travail.

Ils se réunissent régulièrement pour s'assurer que les modalités d'organisation retenues dans le cadre du projet sont propres à garantir la sécurité des enfants et la qualité des activités. Après validation du PEDT, la convention concrétisant le projet, conclue entre la collectivité, le préfet, la caisse d'allocations familiales et l'éducation nationale est communiquée par les services de la DDCS de Côte-d'Or pour signature au responsable de la collectivité qui a produit le PEDT.

Ce dernier retourne à la DDCS tous les exemplaires signés pour transmission aux autres signataires.

Il lui sera fait retour d'une convention signée par tous les partenaires.

3 DDCS de Côte d'Or, service JSVA, 6 rue Chancelier de l'Hospital, 21000 Dijon



## **Convention Projet éducatif territorial Organisation du temps scolaire sur quatre jours dans le premier degré**

Entre,

L'État représenté par la Préfète de la région Bourgogne Franche-Comté, Préfète de la Côte-d'Or, Madame  
Christiane BARRET,

La direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Côte-d'Or, représentée par Madame  
Évelyne GREUSARD, directrice académique des services de l'éducation nationale, directrice des services  
départementaux de l'éducation nationale de la Côte-d'Or ci-après nommée la DASEN, par délégation du  
recteur de l'académie de Dijon,

La Caisse d'Allocations Familiales de Côte-d'Or représentée par son Directeur, M. Christophe SANNER,

La commune....., siège des groupes scolaires cités dans la convention, représentée par....., ci-après  
nommée « la commune de .....»

Et/ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'organisation des activités  
périscolaires et regroupant les communes citées dans la convention, siège des groupes scolaires, représenté  
par....., ci-après nommé « ..... »

## Article 1 : Objet

Le Projet Educatif Territorial a pour objectif de développer des activités de loisirs, de découverte et d'initiation à la fois culturelles et sportives par cycles éducatifs.

Il assure une offre structurée et diversifiée en faisant appel aux ressources du territoire (intervenants extérieurs, équipements sportifs, espaces naturels et culturels, institutions diverses, associations locales...);

Il recherche une cohérence entre les différents temps de l'enfant et du jeune ; il contribue à faire vivre le dialogue entre les acteurs éducatifs et à maintenir une dynamique éducative territoriale.

## Article 2 : Le territoire concerné

Le PEdT concerne les groupes scolaires listés en annexe.

## Article 3 : Présentation du PEdT

Le PEdT objet de la présente convention est joint en annexe.

## Article 4 : Régime réglementaire des accueils de loisirs périscolaires

### **1) Définition de l'accueil de loisirs**

Code de l'action sociale et des familles, Art. R.227-1

L'accueil de loisirs correspond à un effectif de sept mineurs au moins, en dehors d'une famille, pendant au moins quatorze jours consécutifs ou non au cours d'une même année sur le temps extrascolaire ou périscolaire pour une durée minimale de deux heures par journée de fonctionnement ou, **d'une heure minimale par journée de fonctionnement pour l'accueil de loisirs périscolaires organisé dans le cadre d'un projet éducatif territorial conclu en application de l'article [L. 551-1](#) du code de l'éducation.** Il se caractérise par une fréquentation régulière des mineurs inscrits auxquels il offre **une diversité d'activités organisées.**

**L'accueil de loisirs extrascolaire est celui qui se déroule les jours où il n'y a pas école. L'effectif maximum accueilli est de trois cents mineurs.**

**L'accueil de loisirs périscolaire est celui qui se déroule les jours où il y a école. L'effectif maximum accueilli est celui de l'école à laquelle il s'adosse. Lorsque l'accueil se déroule sur plusieurs sites ou lorsqu'il regroupe des enfants de plusieurs écoles, l'effectif maximum accueilli est limité à trois cents.**

### **2) Qualification des personnes encadrant les mineurs**

Code de l'action sociale et des familles, Art. R. 227-12

**Les fonctions d'animation en accueils de loisirs sont exercées :**

- a) Par les titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur ou d'un diplôme, titre ou certificat de qualification figurant sur une liste pouvant tenir compte de la durée de l'accueil, du nombre et de l'âge des mineurs (arrêté du 09/02/2007, modifié).
- b) Par les agents de la fonction publique dans le cadre de leurs missions et relevant des corps ou des cadres d'emploi dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de la jeunesse et des ministres dont ils relèvent.
- c) Par les personnes qui, dans le cadre de la préparation du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur ou de l'un des diplômes ou titres figurant sur la liste mentionnée au premier alinéa, effectuent un stage pratique ou une période de formation (arrêté du 09/02/2007, modifié).
- d) A titre subsidiaire, par des personnes autres que celles mentionnées aux alinéas précédents.

Le nombre des personnes mentionnées aux 1° et 2° ne peut être inférieur à la moitié de l'effectif d'encadrement requis. Celui des personnes mentionnées au 4° ne peut être supérieur à 20 % dudit effectif, ou à une personne lorsque cet effectif est de trois ou quatre.

**Les fonctions de direction des accueils de loisirs sont exercées :**

Code de l'action sociale et des familles R227-14

- a) Par les personnes titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur ou d'un diplôme, titre ou certificat de qualification figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la jeunesse (arrêté du 09/02/2007, modifié).
- b) Par les agents de la fonction publique dans le cadre de leurs missions et relevant des corps ou des cadres d'emploi dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de la jeunesse et des ministres dont ils relèvent (arrêté du 20 mars 2007, modifié).
- c) Par les personnes qui, dans le cadre de la préparation du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur ou de l'un des diplômes ou titres figurant sur la liste mentionnée au 1°, effectuent un stage pratique ou une période de formation.

**Dérogation pour la direction des accueils de loisirs périscolaires « dits permanents » (plus de 80 jours et plus de 80 mineurs) :**

Par dérogation à l'article 1 c de l'arrêté du 13 février 2007 susvisé, le préfet peut permettre aux personnes titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur en accueils collectifs de mineurs (BAFD) d'exercer des fonctions de direction des accueils de loisirs périscolaires organisés pour une durée de plus de quatre-vingts jours et pour un effectif supérieur à quatre-vingts mineurs (arrêté du 20/02/2017).

Les dispositions prévues à l'article 1er du dit arrêté ne peuvent être accordées qu'en cas de difficultés manifestes de recrutement, pour une période fixée par le préfet et qui ne peut excéder trois ans. La demande de dérogation de la personne titulaire du BAFD doit être assortie d'un engagement écrit de son employeur visant à sa

professionnalisation. A l'issue de cette période de trois ans, la dérogation peut être prorogée pendant deux ans si la personne prépare l'un des diplômes, titres ou certificats de qualification figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 9 février 2007 susvisé.

### **3) Norme d'encadrement**

Code de l'action sociale et des familles, Art. R.227-16

Pour l'encadrement des enfants en accueils de loisirs périscolaires, l'effectif minimum des personnes exerçant des fonctions d'animation au sein d'un accueil de loisirs périscolaire est fixé comme suit :

- a) Un animateur pour dix mineurs âgés de moins de six ans
- b) Un animateur pour quatorze mineurs âgés de six ans ou plus.

**L'effectif minimum des personnes exerçant des fonctions d'animation peut être réduit pour les accueils de loisirs périscolaires organisés dans le cadre d'un projet éducatif territorial conclu en application de l'article [L. 551-1](#) du code de l'éducation, sans pouvoir être inférieur à :**

- a) Un animateur pour quatorze mineurs âgés de moins de six ans**
- b) Un animateur pour dix-huit mineurs âgés de six ans ou plus.**

Code de l'action sociale et des familles, Art. R. 227-20

Les personnes prenant part ponctuellement à l'encadrement d'un accueil de loisirs périscolaire ne sont pas comprises dans les effectifs minima mentionnés aux articles [R. 227-15](#) à [R. 227-19](#).

**Toutefois, dans les accueils de loisirs périscolaires organisés dans le cadre d'un projet éducatif territorial conclu en application de l'article [L. 551-1](#) du code de l'éducation, les personnes qui participent ponctuellement avec le ou les animateurs à l'encadrement des activités sont comprises, pendant le temps où elles y participent effectivement et pour l'application de l'article R. 227-12, dans le calcul des taux d'encadrement mentionnés au II de l'article R. 227-16.**

## **Article 5 : Garderies hors du temps scolaire**

La protection des mineurs dans ce type de garde n'est pas confiée au Préfet de département, mais au président du Conseil départemental. Toutefois, les services de l'Etat s'assurent que les modalités d'organisation retenues pour l'accueil des enfants sont propres à garantir leur sécurité (Décret 2013-707 du 2 août 2013).

## **Article 6 : Gouvernance du PEdT**

La commune, siège de ces écoles, ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'organisation des activités périscolaires pour les enfants scolarisés dans les écoles maternelles ou élémentaires ou primaires, s'engage à mettre en place un comité local de pilotage du PEdT associant les partenaires éducatifs concernés sur le territoire.

## Article 7 : Évaluation

Les modalités d'évaluation du PEdT sont fixées dans le PEdT joint en annexe.

## Article 8 : Durée

Le PEdT est signé pour une durée de 3 ans. Des modifications peuvent être apportées, sous réserve d'acceptation par l'ensemble des signataires de la présente convention.

## Article 9 : Dénonciation

Il peut être mis fin à ce PEdT sur la demande des collectivités locales concernées, ou en cas de manquements aux exigences des codes de l'éducation et de l'action sociale et des familles ou de manquements repérés dans sa mise en œuvre par l'un ou l'autre des signataires de la présente convention.

A DIJON, le

La préfète de la région Bourgogne Franche-Comté  
Préfète de la Côte-d'Or,

Christiane BARRET

La directrice académique des services de l'éducation  
nationale, directrice des services départementaux de  
l'éducation nationale de la Côte-d'Or,

Evelyne GREUSARD

Le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales  
de Côte-d'Or

Christophe SANNER

Le maire de la commune ou le président de l'EPCI,

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_080**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ (CLAS) – MODIFICATION TARIFAIRE**

La rentrée scolaire 2018-2019 est marquée à Chenôve par plusieurs évolutions majeures :

- le retour à la semaine de quatre jours dans les écoles maternelles et primaires ;
- la mise en place des « Z'ateliers du mercredi », dispositif municipal répondant aux préconisations du Plan Mercredi élaboré par le ministère de l'Éducation nationale ;
- la mise en œuvre par l'Education nationale du dispositif « devoirs faits » pour les élèves de CM2 ;
- la finalisation du Projet Educatif Global (PEG) intégrant le nouveau Projet Educatif Territorial (PedT) pour les trois prochaines années et élargissant l'ambition éducative aux enfants et aux jeunes de zéro à 25 ans.

Dans ce cadre, il s'est avéré nécessaire d'apporter quelques modifications aux modalités de mise en œuvre du dispositif CLAS : contrat local accompagnement à la scolarité.

En 2017/2018, 150 enfants ont eu recours à ce service d'aide aux devoirs, de soutien méthodologie aux apprentissages et d'ouverture culturelle.

En concertation avec la Caisse d'Allocations familiales, partenaire financier du dispositif, et par souci de cohérence avec le dispositif « devoirs faits », il est donc proposé :

- de positionner les interventions CLAS les lundi et jeudi soir, pour les élèves du CP au CM1 concernés ;
- de confier l'animation des ateliers CLAS à des partenaires associatifs, la coordination générale du dispositif restant de la responsabilité de la ville (direction

de l'éducation) :

- de modifier les conditions tarifaires et la participation des familles : ainsi, il est proposé de supprimer le forfait mensuel actuellement fixé à 4,75 euros par enfant (montant dégressif en fonction du nombre d'enfants inscrits par famille), outre le forfait mensuel minoré dans le cas d'un mois avec vacances scolaires, et de leur substituer un droit d'inscription annuel de 10 euros par enfant. Ce montant annuel correspondant aux frais de gestion administrative des dossiers d'inscription permettrait de maintenir la subvention de la CAF au dispositif CLAS.

Vu notamment la délibération n°2017-004 du 13 février 2017 relative au contrat d'accompagnement à la scolarité (CLAS),

Vu l'avis de la Commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 septembre 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'adopter les tarifs du dispositif CLAS à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018 tels que définis ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : **Thierry FALCONNET**  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_081**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **AUTORISATION DE SIGNATURE – AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION FIGURE2STYLE DU 1ER JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Fidèle à sa politique volontariste de soutien aux associations, la ville de Chenôve a autorisé par délibération en date du 29 juin 2015, la signature d'une convention d'objectifs pluriannuelle avec l'Association Figure2Style.

Il est rappelé que la ville a alors renouvelé son engagement et son soutien financier auprès de l'association à travers le versement d'une subvention annuelle permettant à l'association de mettre en œuvre un programme d'actions organisé autour des axes suivants :

- Le développement de l'activité artistique « Ecole de Danse » ;
- La participation à l'animation culturelle de la centralité ;

D'une durée de 3 ans, la convention fut signée le 1<sup>er</sup> octobre 2015 et couvrait la période du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2018. La précédente convention pluriannuelle étant arrivée à son terme, il convient dès lors de fixer un cadre provisoire du 1<sup>er</sup> Juillet 2018 au 31 décembre 2018.

Conformément à l'article 10 de la convention d'objectifs relatif à l'évaluation, la nouvelle convention devra prendre en compte les conclusions de l'évaluation globale des actions conduites par l'association dans chacun des champs définis.

Or, il apparaît que l'évaluation des actions de l'association Figure2Style et la réflexion qui en

découle au regard de l'intérêt général local ne peut avoir lieu qu'à l'issue d'une période supplémentaire du 30 juin 2018 au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé de conclure un avenant prorogeant la durée de la convention au 31 décembre 2018, étant précisé que le reste des dispositions de la convention reste inchangé.

Dans ces conditions, le montant de la subvention corrélative correspondra au solde dû au titre des actions menées sur l'année 2018, soit 9 000 euros, à verser au 1<sup>er</sup> octobre 2018 conformément à l'article 5 de la convention d'objectifs.

Vu la convention d'objectifs pluriannuelle 2015-2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du mercredi 12 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du jeudi 13 septembre 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant n° 1 à la convention d'objectifs susvisée conformément aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



**Avenant n°1**  
**A la convention d'objectifs pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre la Ville de**  
**Chenôve et l'association Figure2Style**

Entre la commune de Chenôve

2 place Pierre Meunier – 21300 Chenôve

Tél. : 03.80.51.55.00

Code APE : 751A – N° SIRET : 212 101 661 000 16

Représentée par son maire Monsieur Thierry FALCONNET, mandaté à cet effet par délibération en date du 24 septembre 2018,

Et

L'association Figures 2 Style (F.2.S)

9 esplanade de la République

21300 Chenôve

Code APE : 8559B N°de SIRET : 441 283 488 00043

Représentée par son président Monsieur Mounir EZZOUBI, mandaté à cet effet par décision du Conseil d'Administration en date du 15/03/2018 et désignée sous le terme **F.2.S**

**Il est préalablement exposé ce qui suit**

Fidèle à sa politique volontariste de soutien aux associations, la ville de Chenôve a autorisé par délibération en date du 29 Juin 2015, la signature d'une convention d'objectifs pluriannuelle avec l'Association Figures de Style. Il est rappelé que la ville a alors renouvelé son engagement et son soutien financier auprès de l'association à travers le versement d'une subvention annuelle permettant à l'association de mettre en oeuvre un programme d'actions organisé autour des axes suivants : le développement de l'activité artistique « Ecole de Danse » et la participation à l'animation culturelle de la centralité ;

D'une durée de 3 ans, la convention fut signée le 1er octobre 2015 et couvrait la période du 1er juillet 2015 au 30 juin 2018. La précédente convention pluriannuelle étant arrivée à son terme, il convient dès lors de fixer un cadre provisoire du 1er Juillet 2018 au 31 décembre 2018

Conformément à l'article 10 de la convention d'objectifs relatif à l'évaluation, la nouvelle convention devra prendre en compte les conclusions de l'évaluation globale des actions conduites par l'association dans chacun des champs définis.

Or, il apparaît que l'évaluation des actions de l'association Figure 2 Style et la réflexion qui en découle au regard de l'intérêt général local ne peut avoir lieu qu'à l'issue d'une période supplémentaire du 30 juin 2018 au 31 décembre 2018.

Le présent avenant n°1 est établi en ce sens.

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1 – Prolongation de la durée**

La durée de la convention fixée dans son article 2 est prolongé jusqu'au 31 décembre 2018, afin de permettre une meilleure évaluation des actions données.

**Article 2 – Subvention**

Dans ces conditions, le montant de la subvention corrélative correspondra au solde dû au titre des actions menées sur l'année 2018, soit 9 000 euros, à verser au 1<sup>er</sup> octobre 2018 conformément à l'article 5 de la convention d'objectifs.

**Article 3 – Autres dispositions**

Toutes les autres dispositions prévues aux articles de la convention d'objectifs pluriannuelle du 1<sup>er</sup> octobre 2015 demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux,  
A Chenôve,  
Le

Le Maire de Chenôve

Monsieur Thierry FALCONNET

Le Président de l'association  
Figure 2 Styles  
Monsieur Mounir EZOUBI

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_082**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE – AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC LA SCIC AUTOPARTAGE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AUTOPARTAGE À CHENÔVE**

Complémentaire aux réseaux de transports collectifs classiques, l'autopartage est une solution de mobilité alternative permettant aux utilisateurs de bénéficier d'un véhicule partagé en libre-service. Le développement de l'autopartage participe également à la diminution de la place de la voiture en ville et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre en rationalisant l'usage de l'automobile.

En cohérence avec le Plan Climat Énergie Territorial métropolitain et les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLUi-HD, la ville de Chenôve souhaite s'engager dans le développement d'alternatives à la voiture individuelle en participant à l'essor des mobilités partagées.

La convention avec la SCIC Autopartage Bourgogne-Franche-Comté, dont le projet est joint à la présente délibération, définit les conditions et les modalités de mise en œuvre d'un véhicule en autopartage sur un emplacement de parking de la Place Pierre Meunier à proximité du pôle multimodal "Chenôve Centre".

Ce nouveau service permet aux particuliers qui n'ont pas besoin d'un véhicule tous les jours de bénéficier de manière occasionnelle d'une voiture partagée accessible 24h/24 en libre-service. Après inscription, la réservation du véhicule se fait sur internet, via l'application mobile ou par téléphone. Le coût de chaque location est calculé à l'heure et au kilomètre. Une fois le trajet terminé, le véhicule doit être ramené à son emplacement initial.

Il est précisé que :

- compte tenu du caractère expérimental de ce service, la SCIC Autopartage Bourgogne-Franche-Comté sera exonérée du paiement de la redevance pour l'occupation du domaine public,
- en contrepartie de sa participation financière à hauteur de 6 000 euros TTC, la collectivité bénéficiera, pour ses besoins propres, d'un crédit d'utilisation du service d'autopartage correspondant à environ 80 h et 700 km mensuels pendant 12 mois (les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2018).

Considérant le précédent exposé,

Vu le projet de convention joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre la SCIC Autopartage Bourgogne-Franche-Comté et la ville de Chenôve conformément aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous actes et effectuer toutes formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



**citiz**

Envoyé en préfecture le 27/09/2018  
Reçu en préfecture le 27/09/2018  
Affiché le 27/09/2018  
ID : 021-212101661-20180924-DEL\_2018\_082-DE

**BOURGOGNE  
FRANCHE-COMTÉ**

## **CONVENTION DE PARTENARIAT N° 20180603 POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AUTOPARTAGE A CHENOVE**

### ENTRE LES SOUSSIGNES

La **commune de Chenôve**, représentée par son Maire, Monsieur Thierry Falconnet, en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 24 septembre 2018, dont le siège social est situé place Pierre Meunier - 21300 **Chenôve**, agissant en qualité de Maire, ci-après désignée par : La Ville de Chenôve, et

La **SCIC AUTOPARTAGE BOURGOGNE FRANCHE COMTE**, exploitant de la marque Citiz en Bourgogne-Franche-Comté, domiciliée 10 Rue Pablo Picasso - 25000 BESANCON, représentée par son directeur général, Monsieur Jean-Baptiste SCHMIDER, ci-après dénommée « CITIZ »

### **Il est exposé et convenu ce qui suit :**

#### Préambule

L'autopartage est une solution de mobilité alternative complémentaire des modes de déplacements doux et du transport public qui permet à des utilisateurs de bénéficier d'un véhicule partagé en libre-service. L'autopartage permet notamment de réduire l'emprise de la voiture en ville et de diminuer les émissions de gaz à effet de serre en rationalisant l'usage de l'automobile. Dans les villes moyennes, l'implantation du service se fait par un engagement d'utilisation par les services des villes et des communautés de communes.

La Ville de Chenôve, en cohérence avec les objectifs du Plan Climat Energie métropolitain et du Plan d'Aménagement et de Développement Durable du PLUi-HD de la métropole, est engagée dans le développement de l'intermodalité et des modes de déplacement alternatifs. L'autopartage participe également à sa politique de développement des mobilités douces puisque la généralisation de cette pratique peut favoriser un meilleur partage de la voirie entre ses différents usagers.

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention régit les conditions d'occupation du domaine public et d'aide au démarrage de l'activité d'autopartage sur le territoire de Chenôve.

#### ARTICLE 2 : CREATION ET AMENAGEMENT DE LA STATION D'AUTOPARTAGE

La Ville de Chenôve met à disposition de CITIZ un emplacement de stationnement sur le parking de la place Pierre Meunier, à proximité de l'hôtel de ville et de l'arrêt de Tramway « Chenôve Centre », le terminus de la ligne 2 du Tramway.

La Ville de Chenôve fournit le panneau d'interdiction de stationner à poser ainsi que le matériel nécessaire pour la réalisation d'un marquage horizontal (croix de Saint-André sur chaque place et mention « autopartage » en bout de place).

CITIZ fournit un totem d'information pour la station d'autopartage.

Compte-tenu de l'intérêt général poursuivi par CITIZ par la mise en place d'un service d'autopartage, la Ville de Chenôve se charge de réaliser le marquage horizontal et poser le panneau de police et le totem à titre gracieux.

Chaque projet de création de nouvelle station sera soumis au préalable à l'approbation de la Ville de Chenôve et fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

### ARTICLE 3 : MISE EN PLACE DU SERVICE ET ENTRETIEN DES STATIONS D'AUTOPARTAGE

CITIZ se charge de la gestion du service, de l'entretien des véhicules d'autopartage ainsi que des totems.

CITIZ s'engage à démonter ses équipements dans le cas de cessation de son activité. La remise en état du domaine public est à la charge de la Ville de Chenôve.

Le stationnement de tout autre véhicule qu'un véhicule d'autopartage sur un emplacement réservé à l'autopartage sera réputé être stationnement gênant et fera l'objet d'une mise en fourrière.

### ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE CITIZ ET DE LA VILLE DE CHENOVE

CITIZ s'engage :

- à n'utiliser que l'espace mis à sa disposition ;
- à prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas dégrader l'espace mis à sa disposition ;
- à ne créer aucune entrave à la circulation publique ;
- à ne créer aucun trouble à l'ordre et à la tranquillité publique ;
- à prendre à sa charge tous les dommages qui pourraient être causés aux personnes et au domaine public du fait de la simple présence de ces véhicules et des équipements annexes.
- à communiquer auprès des habitants et des acteurs économiques sur ce nouveau service ;
- à présenter ce nouveau service aux agents de la ville de Chenôve et à former les agents responsables de la réservation du véhicule.

La Ville de Chenôve s'engage :

- à mettre en œuvre les conditions nécessaires au bon fonctionnement du service dans l'espace public et, notamment, financer l'installation de la station : signalétique horizontale et verticale ;
- à nommer un référent en son sein ;
- à être une utilisatrice exemplaire de l'autopartage dans le cadre de l'activité courante des services municipaux ;
- à promouvoir l'autopartage auprès de ses agents et de ses élus,
- à appuyer Citiz Autopartage pour ses actions de communication auprès des habitants et des acteurs économiques.

### ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIERES

Conditions financières relatives à la Ville de Chenôve :

La Ville de Chenôve souscrit un abonnement de 12 mois à dater de l'installation du véhicule pour un montant de 6 000 € TTC (5 000 € HT) incluant 192 € HT de frais d'abonnement et 4 808 € HT de crédit d'utilisation au tarif professionnel en vigueur à valoir sur la voiture Citiz de Chenôve. Ce montant est payé à la date effective de mise en service du véhicule.

Tous les 6 mois, CITIZ adressera à la Ville de Chenôve un bilan d'utilisation. Si celui-ci présente une différence à la hausse entre les consommations déjà incluses dans l'abonnement et les consommations réalisées, CITIZ adressera à la Ville de Chenôve une facture complémentaire. Le tarif professionnel (Fréquence) sera appliqué, minoré de 10%.

La ville de Chenôve contractualisant avec CITIZ à titre d'expérimentation de ce service pour la population et pour ses agents, CITIZ est exonéré du paiement de la redevance pour occupation du domaine public.

### ARTICLE 6 : SOUTIEN A LA PROMOTION ET LA COMMUNICATION

CITIZ pourra solliciter le soutien de la Ville de Chenôve pour la communication et la promotion du service d'autopartage, par exemple : inauguration, journaux locaux et municipaux, aide à la diffusion d'imprimés, mise à disposition de salles pour des réunions d'information...

### ARTICLE 7 : DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention dans les termes relatifs à l'occupation du domaine public est consentie pour une durée de 1 an, à partir de la date effective de mise en service du véhicule.



CITIZ s'engage à fournir à la Ville de Chenôve un bilan détaillé semestriel (chiffres d'affaires, bilan d'exploitation, rapport présentant le nombre de locations, le nombre d'utilisateurs...).

#### ARTICLE 8 : DENONCIATION – RESILIATION

La présente convention peut être résiliée avant l'arrivée à son terme, sur demande de l'une des deux parties, par lettre recommandée avec accusé de réception avec un délai de préavis de 2 mois minimum.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

#### ARTICLE 9 : INCESSIBILITE DES DROITS

Toute cession des droits résultant de la présente convention, ou sous-location est interdite.

#### ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application et de l'interprétation de la convention qui n'aura pas pu trouver de règlement amiable relève de la compétence de tout tribunal compétent.

#### ARTICLE 11 : DOCUMENT ANNEXE

Demeurent annexés à la présente convention :

- les Conditions Générales de Location Citiz en vigueur
- le descriptif du fonctionnement Citiz : réservations, matériel embarqué ...

Fait à Chenôve, en trois exemplaires, le .....

Le Maire de Chenôve  
Thierry Falconnet

Le directeur de la SCIC  
AUTOPARTAGE BFC  
Jean-Baptiste SCHMIDER

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_083**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **ADHÉSION À LA DÉMARCHE GLOBALE "RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE PROTECTION DES DONNÉES" (RGPD) DE DIJON MÉTROPOLE**

Le 27 avril 2016, le parlement européen et le Conseil de l'Union Européenne ont adopté la « *General Data Protection Regulation* » ou « Règlement Général de Protection des Données » (RGPD) qui est entré en vigueur le 25 mai 2018 en France et dans les autres pays de l'Union Européenne.

Le 14 mai dernier, l'Assemblée Nationale a adopté définitivement le projet de loi relatif à la protection des données personnelles, lequel adapte le droit français en vue de l'entrée en vigueur du RGPD.

Il s'agit d'une nouvelle réglementation ayant pour but de renforcer les dispositifs légaux des entités qui collectent ou qui traitent les données personnelles des citoyens européens et ce, quelle que soit leur localisation géographique.

Ce nouveau règlement a, notamment, pour objectifs de renforcer les droits des personnes et de responsabiliser les acteurs traitant les données. Il concerne la protection, le stockage, le traitement et la diffusion des données personnelles des citoyens européens.

Les données personnelles incluent toutes les informations qui permettent d'identifier, de manière directe ou indirecte, la personne à laquelle elles se rapportent.

S'agissant des collectivités territoriales, le RGPD oblige à tenir un registre de données personnelles qui remplacera l'actuelle déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) mais avec une inversion de la charge de la preuve :

jusqu'à présent, la CNIL devait démontrer les manquements et le responsable du traitement des données disposait d'un délai pour régulariser sa situation. Désormais, ce sera à la collectivité de démontrer qu'elle est en conformité.

Un Délégué à la Protection des Données (DPD) ou « *Data Protection Officer* » (DPO) doit être désigné dans chaque collectivité « sur la base de ses qualités professionnelles et, en particulier, de ses connaissances spécialisées du droit et des pratiques en matière de protection des données et de sa capacité à accomplir ses missions » (article 37.5 du règlement européen). Il doit opérer une démarche active de mise en conformité et s'en porte garant mais il n'est pas responsable de la conformité au RGPD à la place du responsable du traitement ou du sous-traitant. « Chef d'orchestre » de la conformité en matière de protection des données, il est principalement chargé d'informer et de conseiller la collectivité, de contrôler le respect du règlement et de coopérer avec l'autorité de contrôle.

La désignation d'un DPD est obligatoire en 2018 pour les collectivités qui peuvent le désigner en interne ou en externe. Cette désignation se fait grâce à un formulaire en ligne sur le site web de la CNIL.

Face à une réglementation complexe et exigeante, Dijon Métropole propose de mutualiser la démarche RGPD avec les 24 communes du territoire en désignant un DPD unique dont elle supportera les coûts pour l'ensemble des collectivités.

Dijon Métropole a fait le choix d'externaliser cette mission de DPD en la confiant à un spécialiste des questions de sécurité des systèmes d'information.

Le DPD retenu par Dijon Métropole est Monsieur Alain BLANC, directeur technique régional de l'agence lyonnaise de la société OVERLAP, qui participe aux travaux de plusieurs associations et groupes de travail dans le domaine de la protection des données à caractère personnel : l'Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel (AFCDP), l'association des *Data Protection Officers* (ADPO) et la *Confederation of European Protection Organisations* (CEDPO).

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'adhérer à la démarche RGPD globale de Dijon Métropole aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous actes et effectuer toutes formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par :  Thierry FALCONNET  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_084**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES À QUATRE ASSOCIATIONS**

Depuis le vote du budget supplémentaire 2018, quatre demandes de subventions exceptionnelles ont été déposées par des associations. Il s'agit de :

- Les Diables Bleus de Bourgogne pour l'installation d'étagères dans le local qui est mis à leur disposition à la Maison de la vie associative. Il est proposé d'attribuer une subvention de 150 €.
- L'association départementale des Pionniers de France – Les amis de Chaux pour la mise aux normes du système d'alarme incendie du centre de vacances à Chaux. Cet équipement accueillant de jeunes Cheneveliers pendant les vacances, il est proposé d'accorder une aide de 1 500 €, soit 10 % du coût prévisionnel des travaux.
- L'association Visite des malades dans les établissements hospitaliers (VMEH) pour laquelle il est proposé d'apporter un soutien de 100 €.
- La Société des Membres de la Légion d'Honneur (section de Côte-d'Or) sollicite une subvention de 150 € pour l'acquisition du drapeau.

Ces subventions, d'un montant total de 1 900 €, seraient financées par prélèvement sur la provision non affectée votée au budget primitif 2018.

Vu les demandes de subvention des Diables Bleus de Bourgogne, de l'association départementale des Pionniers de France, de l'association Visite des malades dans les

établissements hospitaliers (VMEH) et de la section Côte d'Or de la Société des Membres de la Légion d'Honneur.

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du jeudi 13 septembre 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'attribuer les subventions telles que proposées dans le tableau ci-dessous :**

Les Diables Bleus	150 €
Association départementale des Pionniers de France	1 500 €
Visite des malades dans les établissements hospitaliers (VMEH)	100 €
Section Côte-d'Or de la Société des Membres de la Légion d'Honneur	150 €

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
 29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALGONNET  
 Date : 26/09/2018  
 Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
 L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_085**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le tableau joint en annexe,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Envoyé en préfecture le 27/09/2018

Reçu en préfecture le 27/09/2018

Affiché le 27/09/2018

ID : 021-212101661-20180924-DEL\_2018\_085-DE

**SLO**

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales





## DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL

(y compris subdélégations aux adjoints)

Conseil Municipal du 24 septembre 2018

### FIXATION DE TARIFS DELIBERATION N° 62/2015 2°

DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	
13/06/2018	DEC_2018_12	Tarifs séjours sportifs été 2018	
29/06/2018	DEC_2018_13	Gratuité pour 30 enfants relevant du dispositif du CLAS (Contrat local d'Accompagnement à la Solidarité) et 4 encadrants pour spectacle TRACKS le 06/07/2018 à 20 h	
07/09/2018	DEC_2018_19	Nouveaux tarifs de location d'utilisation de ligne d'eau au Centre Nautique à compter du 3 septembre 2018 suite à changement des rythmes scolaires	

### MARCHES PUBLICS - DELIBERATIONS N°62/2015 4° ET N°24-2016

#### MARCHES PUBLICS NEGOCIES SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE PREALABLES

DATE DE SIGNATURE	TITULAIRE	OBJET	MONTANT HT EN EUROS (dépense)
13/02/2018	ASSOCIATION SOUND'ACTION	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 - LE CEDRE Contrat de cession pour DJ FRESHHH le 07 juillet 2018 à 15h - Festival Bonb'Hip Hop - Entrée gratuite	721,33
15/06/2018	TED NOMAD	Avenant n°1 convention prestations TED NOMAD Gymnase Gambetta façade Ouest du 25 au 30 juin 2018 - Défraiements repas et hébergement	578,10 (montant net)

21/06/2018	SYNDICAT MIXTE ORCHESTRE VICTOR HUGO FRANCHE-COMTE	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 - LE CEDRE Avenant n°1 au Contrat de cession Concert du 28 janvier 2018 Orchestre Victor Hugo Franche Comté - Prise en charge supplémentaire du transport collectif	565,00 (montant net)
25/06/2018	ASSOCIATION FUNKY LADIES CREW	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 - LE CEDRE Contrat de cession spectacle "Images" du 3 juillet 2018 à 20h - Festival Bonb'Hip Hop - Entrée payante	5 792,00 (montant net)
25/06/2018	COMPAGNIE ZAHRBAT	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 - LE CEDRE Contrat de cession du spectacle "Tracks" du 06 07 2018 à 20h - Festival Bonb'Hip Hop - Entrée payante	3 600,00
27/06/2018	FLORIAN BERNIER	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE FRANCOIS MITTERRAND Convention de prêt d'exposition et de photos "Curiosités sous-marines" du 10 juillet au 02 septembre 2018	200,00 (montant net)
09/07/2018	COMPAGNIE CLAIR OBSCUR	FETE DE LA PRESSEE SEPTEMBRE 2018 pour une journée de prestations le 16 septembre 2018	1 600,00 (montant net)
24/07/2018	FRAC BOURGOGNE	EXPOSITION HALL DU CEDRE 2018-2019 Contrat de prêt de l'œuvre "Stairs, Gentle" de Rita McBride du 04 septembre au 19 octobre 2018	0,00
<b>MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE</b>			
<b>DATE DE NOTIFICATION</b>	<b>TITULAIRE</b>	<b>OBJET</b>	<b>MONTANT HT EN EUROS (dépense)</b>
		<b>MARCHES DE FOURNITURES</b>	
26/07/2018	LIBRAIRIE GRANGIER HISLER (21000)	Fourniture et livraison de livres scolaires, parascolaires et de matériel pédagogique pour les écoles et les services périscolaires (4 ans)	Minimum garanti sur durée de l'accord-cadre : 25 000,00 Maximum sur durée de l'accord-cadre : 50 000,00
		<b>MARCHES DE SERVICES</b>	

		<b>MARCHES DE TRAVAUX</b>	
24/08/2018	LE QUERE (21300)	Hôtel de ville – Remplacement de menuiseries extérieures	57 526,00
<b>MARCHES FORMALISES - CENTRALE D'ACHATS</b>			
<b>DATE DE NOTIFICATION</b>	<b>TITULAIRE</b>	<b>OBJET</b>	<b>MONTANT HT EN EUROS (dépense)</b>
		<b>MARCHES DE FOURNITURES</b>	
		Fourniture de services de télécommunications de la centrale d'achat de Dijon Métropole (2 ans) :	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum
02/08/2018	ORANGE (57013)	Lot n° 1 : Téléphone fixe : lignes analogiques isolées, lignes numériques T0, trafic entrant et trafic sortant - Accès internet non garanti (ADSL et FTTH)	
02/08/2018	LINKT (69004)	Lot n° 2 : Téléphone fixe : lignes numériques T2, trafic entrant et trafic sortant - Accès internet garanti, réseau d'interconnexion VPN/IP	
		<b>MARCHES DE SERVICES</b>	
		<b>MARCHES DE TRAVAUX</b>	
<b>DECISIONS DE DECLARATION SANS SUITE</b>			
<b>DATE DE NOTIFICATION</b>	<b>OBJET</b>		
<b>LOUAGE DE CHOSES - DELIBERATION N° 62/2015 5°</b>			
<b>DATE DE SIGNATURE</b>	<b>COCONTRACTANT</b>	<b>OBJET</b>	<b>MONTANT EN EUROS (recette)</b>
		<b>CULTURE</b>	
04/06/2018	LABEL LN	Location salle du Cèdre spectacle "MASHA et MISHKA" 26 Janvier 2019	2 300,00
05/07/2018	ASSOCIATION FIGURES2STYLE	Location salle du Cèdre gala annuel 24 et 25 juillet 2018	460,00
09/07/2018	COMPAGNIE TAXI BROUSSE	Convention de résidence de la compagnie Taxi Brousse du 16 au 20 Juillet 2018 pour création du spectacle "l'Utopie des arbres" le 24 janvier 2019	0,00

17/07/2018	SCENIZZ	Location salle du Cèdre spectacle de "Caroline Vigneaux" 11 mai 2019	2 900,00
17/07/2018	SCENIZZ	Location salle du Cèdre concert de "Guillaume Meurice et The Disruptives" 13 avril 2019	2 000,00
17/07/2018	SCENIZZ	Location salle du Cèdre concert de "HOSHI" 11 avril 2019	2 300,00
17/07/2018	SCENIZZ	Location salle du Cèdre spectacle de "SELLIG" 02 février 2019	1 800,00
18/07/2018	DEC_2018_18	Mise à disposition de la MJC à titre gracieux de locaux et terrain	0,00
18/07/2018	NG PROD	Location salle du Cèdre concert de "HYPHEN HYPHEN" 03 novembre 2018	1 900,00
07/08/2018	PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	Location salle du Cèdre spectacle "Lettres à Nour" le 18 septembre 2018	2 200,00
		<b>MVA</b>	
29/01/2018	LES DONNEURS DE SANG - MME AGNES FLEUROT	Don du sang - Salle des Fêtes - le 18/06/18	0,00
29/01/2018	LES DONNEURS DE SANG - MME AGNES FLEUROT	Don du sang - Salle des Fêtes - le 13/08/18	0,00
30/01/2018	MME NADIA CHAHID	Mariage - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle) - le 04/07/18	200,00
31/01/2018	MME HELENE DE AMORIM	Baptême - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle) - du 30/06/18 au 01/07/18	390,00
27/02/2018	INDEPENDANTE CHENOVE - MME CHANTAL VANDENEYNDÉ	Loto - Salle des Fêtes - le 08/07/18	0,00
29/03/2018	LA CHENEVELIERE - MME GINETTE MOUREY	Journée Champêtre / buffet animation - Maison du Plateau - le 05/07/18	30,00
30/03/2018	M. ALAIN HARTMANN	Anniversaire - Hôtel des Sociétés (Caveau + Vaisselle) - du 30/06/18 au 01/07/18	327,00
27/04/2018	WISLA-KRAKOWIAK - M. PATRICE BAUDRY	Gala / Bal Folk - Salle des Fêtes - le 16/06/18	150,00
11/05/2018	COMITE DIJON COURONNE - MME SABINE CHAPUIS	Réunion légionnaires - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle) - le 28/06/18	85,00
15/05/2018	MME EMILIE SOICHET	Mariage - Maison du plateau - du 16/06/18 au 17/06/18	137,00
16/05/2018	M. PATRICE ROYER	Repas de quartier - Maison du plateau - le 23/06/18	0,00

16/05/2018	ORALIA SICOV - M. GUILLET	AG Copropriété LA BUISSONNIERE - Hôtel des Sociétés (RDC) - le 26/06/18	
16/05/2018	ORALIA SICOV - M. SYLVAIN MERCIER	AG Copropriété LES VILLAS DU MAIL - Hôtel des Sociétés (RDC) - le 05/07/18	110,00
23/05/2018	MME JOSIANE CARON	Anniversaire - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle) - du 25/08/18 au 26/08/18	390,00
24/05/2018	M. FLORIAN BUIGUES	Baptême - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle) - du 16/06/18 au 17/06/18	390,00
31/05/2018	CITYA - MME TIFFANY BREDIN	AG Copropriété GIROFLEES - Hôtel des Sociétés (RDC) - le 21/06/18	110,00
04/06/2018	OMS - M. BERNARD PINARD	Remise de récompenses aux clubs sportifs - Salle des Fêtes - le 29/06/18	0,00
12/06/2018	Cabinet SOULARD - MME CAROLINE BOUVIGNIES	AG Copropriété CLOS DU ROY - Hôtel des Sociétés (RDC) - le 14/06/18	110,00
12/06/2018	CITYA GESSY-VERNE IMMOBILIER - M. CHARLES GUIGNON	AG Copropriété 1 rue Maney et Jacques Pérignon - Hôtel des Sociétés (RDC) - le 25/06/18	110,00
12/06/2018	CITYA GESSY-VERNE IMMOBILIER - M. CHARLES GUIGNON	AG Copropriété LES MAZIERES - Hôtel des Sociétés (RDC) - le 27/06/18	110,00
26/06/2018	AGENCE REPUBLIQUE - M. FABRICE HENRY	AG Copropriété 1 rue Pierre Curie - Hôtel des Sociétés (RDC) - le 03/07/18	110,00
26/06/2018	M. ou MME EDOUARD et JOCELYNE NAHMANI	Fête pour une naissance - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle) - du 17/08/18 au 18/08/18	390,00
11/07/2018	M. NAZIR MASRI	Mariage - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle) - du 03/08/18 au 04/08/18	390,00
17/08/2018	PAROISSE DE CHENÔVE - PERE LUC LALIRE	Repas de la paroisse de Chenôve - Hôtel des Sociétés (Caveau) - du 17/08/18 au 18/08/18	88,00
<b>CREATION MODIFICATION SUPPRESSION REGIES COMPTABLES COMMUNALES - DELIBERATION N°62/2015 7°</b>			
09/07/2018	DEC_2018_15	Modification régie Bibliothèque : produits des droits d'inscription ne sont plus encaissés dans la régie d'avance et de recettes suite à gratuité	
09/07/2018	DEC_2018_16	Modification régie Accueil Liberté : nouveau site situé au 11 bis rue A. Thibaut 21300 Chenôve pour percevoir les produits à compter du 02 juillet 2018	
09/07/2018	DEC_2018_17	Modification régie Culture : produits à compter du 1er septembre 2018 , mode de recouvrement, montant de l'encaisse, et information sur les dates de fermeture	

ACTIONS EN JUSTICE - DELIBERATION N°62/2015 16°			
DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	REPRESENTANT DE LA COMMUNE
29/06/2018	DEC_2018_11	Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la commune dans le cadre d'une requête présentée le 18 décembre 2017 par M et Mme FALI suite à la chute de leur fils, auprès du tribunal administratif et l'intervention de la caisse Primaire d'Assurance Maladie présentée le 3 janvier 2018	Maître Katia SEVIN Avocate au barreau de Dijon
06/07/2018	DEC_2018_14	Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la commune dans le cadre d'une assignation en date du 12 janvier 2018 présentée par les sociétés ESPACE PREMIUM et ESPACE PREMIUM SPORT pour annulation de deux titres de recettes relatifs à la TLPE (taxe locale sur la publicité extérieure)	Maître Béatrice ARNOULD Avocate au barreau de Lyon

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_086**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DANS LE CADRE DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION PIROUETTE CACAHUÈTE**

Association d'éducation à l'environnement, Pirouette Cacahuète a pour objectif d'inciter les enfants, les adultes et les familles à prendre conscience et être acteur de leur cadre de vie en animant des temps de rencontres ou des lieux dans un esprit ludique, concret et participatif.

Pour la période 2016-2018, une convention d'objectifs a été signée le 26 février 2016 entre la ville et l'association afin de répondre aux enjeux et aux préoccupations de la Municipalité qui souhaite promouvoir la participation des habitants à la définition et à la conduite des actions qu'elle engage sur le territoire communal notamment en matière de développement durable et de cohésion sociale et urbaine.

Il est rappelé que, dans le cadre de cette convention d'objectifs, une subvention de 40.000 euros a été attribuée en 2018 à l'association Pirouette Cacahuète pour la mise en œuvre de leur programme d'action.

Soutenu au titre de la programmation 2018 du contrat de ville, le "Café Pirouette" est une des actions conduites par l'association sur le quartier du Mail. Ouvert aux habitants de Chenôve et de l'agglomération dijonnaise, le "Café Pirouette" offre aux familles un lieu de rencontre et d'échange convivial et permet de développer des ateliers ou de conduire des interventions sur l'espace public en lien avec l'éducation et la sensibilisation à l'environnement.

Afin de permettre à l'association Pirouette Cacahuète de renforcer les actions conduites dans le cadre du "Café Pirouette", il est proposé d'attribuer à l'association une subvention complémentaire exceptionnelle de 5 000 euros. Il est précisé que cette somme de 5 000 euros fera l'objet d'une valorisation au titre de la Dotation Politique de la Ville 2018.

Pour l'année 2018, le coût prévisionnel de fonctionnement du "Café Pirouette" d'un montant de 22.880 € serait financé comme suit :

- État (politique de la ville) : 4 000 €,
- Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté (politique de la ville) : 7 000 €
- Ville de Chenôve : 11 880 €

Pour l'année 2018, la participation de la Ville de Chenôve de 11 880 € se décompose comme suit :

- droit commun : 6 880 €,
- subvention exceptionnelle (valorisation DPV 2018) : 5 000 €.

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser l'attribution d'une subvention exceptionnelle dans le cadre de la convention d'objectifs pluriannuelle entre la Ville de Chenôve et l'Association Pirouette Cacahuète conformément aux conditions exposées, et l'avenant corrélatif,**

**ARTICLE 2 : De compléter à cet effet lors de la prochaine décision modificative l'enveloppe dédiée aux associations,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

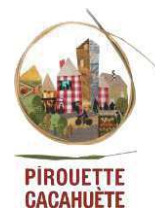
Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales





## **AVENANT N°2 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE ENTRE LA VILLE DE CHENOVE ET L'ASSOCIATION PIROUETTE CACAHUÈTE**

### **ENTRE**

Entre la Ville de Chenôve  
2, place Pierre Meunier 21303 Chenôve  
Tél : 03 80 51 55 00  
Code APE : 751 A- N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16  
Représentée par son Maire M. Thierry FALCONNET, mandaté à cet effet par délibération en date du 24 septembre 2018,  
Et désigné sous le terme **la Ville de Chenôve**  
D'une part,

### **ET**

L'association Pirouette Cacahuète  
Siège social Immeuble Dyonisos – 1 rue Jean Monnet – 21300 Chenôve,  
Tél : 03 80 45 92 23  
N° Siret : 452714900 00050, ape : 9499Z  
Représentée par Cécile ARTALE, Directrice,  
Et désigné sous le terme **l'Association**  
D'autre part,

### **PREAMBULE**

Afin de permettre à l'association Pirouette Cacahuète de renforcer les actions conduites dans le cadre du "Café Pirouette", il est proposé d'attribuer à l'association une subvention complémentaire exceptionnelle de 5 000 euros.

Il convient de modifier en conséquence les termes de la convention d'objectifs pluriannuelle signée le 26 février 2016 comme suit :

### **IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## **Article 1<sup>er</sup> – Modification de l'article 5 de la convention d'objectifs pluriannuelle**

Le montant de la contribution financière pour l'année 2018 est complété par une subvention exceptionnelle de 5 000 euros.

## **Article 2 – Répartition du financement**

Pour l'année 2018, le coût prévisionnel de fonctionnement du "Café Pirouette" d'un montant de 22.880 € est financé comme suit :

- État (politique de la ville) : 4 000 €,
- Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté (politique de la ville) : 7 000 €
- Ville de Chenôve : 11 880 €

Pour l'année 2018, la participation de la Ville de Chenôve de 11 880 € se décompose comme suit :

- droit commun : 6 880 €,
- subvention exceptionnelle (valorisation DPV 2018) : 5 000 €.

## **Article 3 - Autres dispositions**

Toutes les autres dispositions prévues aux articles de la convention d'objectifs pluriannuelle du 26 février 2016 demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux  
A Chenôve, le

Le Maire de Chenôve,

La Directrice de l'Association,

Thierry FALCONNET

Cécile ARTALE

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_087**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **ADHÉSION DE LA COMMUNE DE CHENÔVE À L'UNIVERSITÉ POUR TOUS DE BOURGOGNE**

L'Université pour Tous de Bourgogne (UTB) est un service de l'Université de Bourgogne qui a pour objectif de partager les savoirs et de les rendre accessibles au plus grand nombre. Elle s'adresse, sans considération d'âge ni de diplôme, à toute personne désirant développer sa culture et ses connaissances, et permet à chaque inscrit :

- d'assister à plus de 80 cours réservés aux auditeurs de l'UTB,
- d'assister aux cours de formation initiale dispensés sur le campus,
- de participer aux colloques et expositions organisés sur le campus,
- d'avoir accès aux restaurants universitaires et aux cafétérias sur le campus.

S'agissant des habitants de Chenôve, ils ont été respectivement 48 et 42 à s'inscrire comme auditeurs à l'UTB durant les deux dernières années universitaires.

Pour suivre les cours proposés par l'UTB, ils ont dû acquitter un droit d'inscription global et forfaitaire (97€ à la rentrée 2017) auquel a pu s'ajouter un supplément pour leur participation à un cours à effectif limité (cours de langue ou atelier : de 31 € à 90 €).

Si le droit d'inscription de 99€ à la rentrée 2018 apparaît plutôt modéré, il représente néanmoins une charge importante pour les Cheneveliers à faible revenu et peut même constituer un obstacle pour certains d'entre eux.

Aussi, afin de réduire le coût des inscriptions à l'UTB pour les résidents non imposables (avant déduction), une prise en charge financière octroyée par la Ville de Chenôve à l'Université de Bourgogne pourrait s'exercer au choix :

- par une participation à hauteur de 50 % sur les droits d'inscription uniquement (soit pour 2018 : 49,50 €/inscrit éligible)
- par une participation à hauteur de 50 % sur les frais d'inscription globaux incluant les suppléments (cours de langues et/ou ateliers).

De manière à mesurer l'impact de ce nouveau dispositif, il est proposé dans un premier temps au Conseil municipal de retenir la première solution et de signer avec l'Université de Bourgogne la convention permettant aux auditeurs non imposables (avant déduction) habitant Chenôve de bénéficier d'une réduction de 50 % sur le montant de l'inscription générale sans suppléments.

Le montant de l'aide financière de la commune s'élèverait donc pour chaque bénéficiaire à 50% du montant de l'inscription générale proposée par l'UTB.

La convention serait conclue pour l'année universitaire 2018-2019 à l'issue de laquelle une évaluation du dispositif permettra d'envisager les modalités d'une reconduction.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du jeudi 13 septembre 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre la ville de Chenôve et l'Université de Bourgogne aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par :  Thierry FALCONNET  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

## MAIRIE DE CHENOVE

### Convention d'adhésion à l'U

Envoyé en préfecture le 27/09/2018  
Reçu en préfecture le 27/09/2018  
Affiché le 27/09/2018  
ID : 021-212101661-20180924-DEL\_2018\_087-DE

Entre, d'une part, La **Ville de Chenôve** représentée par Monsieur Thierry FALCONNET, Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 24 septembre 2018.

Et, d'autre part, **L'Université de Bourgogne** représentée par Monsieur Alain BONNIN, Président, agissant au nom et pour le compte de l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel en vertu du Conseil d'Administration en date du 4 mars 2016.

Considérant la volonté des parties de réduire le coût des inscriptions à l'Université pour Tous des résidents de CHENOVE, à faible revenu, par l'octroi d'une prise en charge de 50% des frais d'inscription de la Ville de CHENOVE à l'Université de Bourgogne,

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 : Objet du partenariat**

La prise en charge octroyée par la Ville de Chenôve à l'Université de Bourgogne, est destinée à compléter à hauteur de 50% les droits d'inscription des habitants de Chenôve non imposables sur le revenu et qui fréquentent l'Université pour Tous de Bourgogne.

#### **Article 2 : Montant de l'aide financière**

La prise en charge s'élève à 50 % sur les droits d'inscription uniquement.

#### **Article 3 : Procédure de dénombrement**

L'Université de Bourgogne se charge de l'instruction des dossiers des étudiants susceptibles de bénéficier d'une aide (justificatifs de domiciliation sur Chenôve, avis de non-imposition...) et en rend compte à la Ville de Chenôve.

A cet effet, l'Université de Bourgogne s'engage à produire, pour le 31 mai de l'année universitaire considérée, un état des inscriptions des personnes ayant bénéficiées du dispositif financier.

#### **Article 4 : Modalités de versement de la subvention**

Sur présentation d'une facture émise par l'Université de Bourgogne, la ville de Chenôve adressera la prise en charge par virement à :

Agent-comptable de l'université de Bourgogne,  
Compte TP Dijon Trésorerie Générale n° 10071 21000 00001003920 10

**Article 5 : Durée de la convention**

La convention est conclue pour l'année universitaire 2018-2019 à l'issue de laquelle une évaluation du dispositif permettra d'envisager les modalités d'une reconduction.

**Article 6 : Dispositions diverses**

L'Université de Bourgogne s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Ville de Chenôve, sur la brochure de l'Université.

Fait à Chenôve, le

*En deux exemplaires originaux*

**Pour l'Université de Bourgogne**

**Le Président,**

**Alain BONNIN**



**Pour la Commune de Chenôve**

**Le Maire,**

**Thierry FALCONNET**

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_088**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **AVANCE SUR SUBVENTION 2019 AU BASKET CLUB DE CHENÔVE**

Le Basket Club de Chenôve (BCC), fort de plus de 300 licenciés, est un lieu incontournable de socialisation, de mixité sociale et d'apprentissage à la citoyenneté sur le territoire de Chenôve.

Suite à la demande écrite du président du BCC en date du 19 juillet 2018 et en application de la convention d'objectifs et de moyens du 4 janvier 2016 et de son avenant n°1 relatif aux avances, il est proposé d'accorder à cette association une avance de 12 000 € sur la subvention 2019 afin de tenir compte de ses besoins de trésorerie pour la période de septembre 2018 à juin 2019, alors que les budgets locaux s'exécutent sur l'année civile.

La somme correspondante a été prévue dans l'enveloppe 2018 des subventions aux associations.

Vu la demande écrite du président du BCC en date du 19 juillet 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 septembre 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'attribuer une avance de 12 000 € sur la subvention 2019 au Basket**



**Club de Chenôve dans les conditions définies ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_089**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **CERCLE SPORTIF LAÏQUE DE CHENÔVE (CSLC) – AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS – AVANCE SUR LA SUBVENTION 2019**

Le Cercle Sportif Laïque de Chenôve rencontre des difficultés récurrentes de gouvernance. En effet, ce club qui compte près de 240 adhérents dont beaucoup de jeunes issus du quartier politique de la ville, a changé ses instances dirigeantes à plusieurs reprises ces deux dernières saisons.

Le dernier président en date a démissionné le 27 juillet 2018.

Ce club compte des dirigeants potentiels de bonne volonté, qui apparaissent sur les documents officiels de la Préfecture comme étant les personnes en capacité d'avoir la charge de la gestion du club. Ils ont d'ailleurs prévu de convoquer une assemblée générale extraordinaire très rapidement afin de mettre en place un comité directeur provisoire.

Il faut que ces derniers se structurent, renforcent leur nombre et surtout qu'ils puissent avoir les moyens d'engager la nouvelle saison sportive en toute sérénité.

Actuellement, les finances du club sont largement insuffisantes pour débiter la saison en termes de matériels, équipements et moyens de fonctionnement (déplacements, arbitrage...).

C'est pourquoi, il est proposé d'accorder au CSLC une avance de 5 000 euros, comme prévu dans l'avenant n° 1 joint à cette délibération, sur la subvention de fonctionnement 2019. Au vu de la demande de subvention 2019 déposée par le club et les critères d'attribution en vigueur, celle-ci devrait s'élever à environ 12 000 €.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 septembre 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'adopter l'avenant n° 1 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Ville de Chenôve et le Cercle Sportif Laïque de Chenôve,**

**ARTICLE 2 : D'attribuer une avance de 5 000 € sur la subvention 2019 au Cercle Sportif Laïque de Chenôve dans les conditions définies ci-dessus,**

**ARTICLE 3 : D'inscrire la somme de 5 000 € sur l'enveloppe dédiée aux subventions aux associations lors de la prochaine décision modificative,**

**ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : **Thierry FALCONNET**  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

**CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS**  
**VILLE DE CHENOVE – CERCLE SPORTIF LAIQUE DE CHENOVE**  
**2018**  
**AVENANT N° 1**

Entre :

**La ville de Chenôve**, représentée par son maire Monsieur Thierry FALCONNET en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal du 24 septembre 2018,

D'une part

Et :

**L'association Cercle Sportif Laïque de Chenôve**, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, déclarée en préfecture le 22/02/1946 de Dijon sous le numéro 00165 dont les statuts ont été publiés au J.O. le 28/03/1946, modifiés en date du 10/02/2017, dont le siège social est situé à Chenôve, Maison des Sports 15 rue de Marsannay, représentée par Monsieur

D'autre part,

Le présent avenant complète l'article 3 de la convention passée entre la ville de Chenôve et le Cercle Sportif Laïque de Chenôve le 24 septembre 2018 comme suit :

En cas de difficultés ponctuelles de trésorerie, il pourra être consenti et versé à l'association une avance sur la subvention dite de fonctionnement au cours de l'exercice précédant l'année d'attribution.

Fait à Chenôve, le

Pour la commune de Chenôve

Pour l'association

Cercle Sportif Laïque de Chenôve

Le Maire

Le Président

Thierry FALCONNET

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_090**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **CONVENTION DE SERVITUDE ENTRE LA VILLE ET LA SOCIÉTÉ BOUYGTEL POUR LES BESOINS DES RÉSEAUX DE RADIOCOMMUNICATION**

La commune de Chenôve a été contactée par la société BOUYGTEL en vue d'autoriser les droits liés à l'implantation de fourreaux permettant le passage de câbles optiques et d'équipements techniques, sur une propriété communale sise sur la Commune de Longvic cadastrée BB 44.

Ainsi, en application de l'article L 48 du Code des Postes et Communications Electroniques, les droits consentis à la société permettraient d'assurer des services fixes de communications électroniques ouverts au public.

La convention de servitude jointe en annexe à la présente délibération précise les droits et obligations des parties.

Ladite société a pour activité l'établissement et l'exploitation des réseaux de radiocommunication. Le contrat serait en conséquence conclu pour la durée de la licence d'exploitation de réseau de télécommunication attribuée à BOUYGTEL, à savoir jusqu'au 8 décembre 2024.

Il est précisé que la société planterait les installations et équipements techniques à ses frais exclusifs et procéderait à toute remise en état nécessaire.

La ville conserverait la propriété et la jouissance des parcelles concernées mais consentirait tous droits de passages nécessaires et s'interdirait toute intervention de nature à nuire aux ouvrages.

La servitude donnerait lieu à une indemnité forfaitaire, contrepartie à l'occupation.

Vu le projet de convention de servitude et ses annexes,

Vu l'avis de la Commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de servitude conformément aux conditions exposées, et à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous actes et d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

## CONVENTION DE SERVITUDE

Entre :

**La Commune de chenôve**, Propriétaire, demeurant au 2 Place Pierre Meunier, 21300 Chenôve, Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET, Maire, mandaté à cet effet par délibération du 24 septembre 2018.

Identifiée sous le numéro SIREN: 212 101 661

**Ci-après dénommée "Propriétaire du Fonds Servant"**

Et :

**BOUYGUES TELECOM**, Société anonyme au capital de 712 588 399, 56 Euros, immatriculée sous le numéro unique d'identification 397 480 930 au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, dont le siège social est situé au 37-39 rue Boissière 75116 PARIS, représentée par Fabrice WANEGUE, Responsable de la Direction Déploiement et Exploitation Fixe et Infrastructures, dûment habilité à l'effet des présentes,

**Ci-après dénommée « BOUYGTEL »,**

**Ci-après dénommées ensemble les « Parties ».**

Préalablement à l'objet des présentes, il a été rappelé ce qui suit :

- **BOUYGTEL** a notamment pour objet social d'établir et d'exploiter des réseaux de radiocommunication.
- Pour les besoins de l'exploitation de son réseau, **BOUYGTEL** doit procéder à la mise en place, sous et/ou sur le sol des terrains, de fourreaux permettant le passage de câbles optiques et d'équipements techniques ci-après définis.
- En application de l'article L 48 du Code des Postes et des Communications Electroniques, **BOUYGTEL** bénéficie d'une servitude légale sur le sol et dans le sous-sol des propriétés non bâties,
- **BOUYGTEL** souhaite ainsi bénéficier d'une convention de servitude de passage sur le terrain nu ou la propriété de la commune **de chenôve**.
- **La commune de chenôve** est propriétaire sur la commune de **LONGVIC**, d'une parcelle de terrain cadastrée section **000 BB 44**.

Ceci étant exposé, les Parties conviennent et arrêtent ce qui suit :

### **Article 1 Terminologie**

Les termes suivants employés dans la présente servitude de passage sont définis comme suit :

1. Convention de Servitude : désigne la charge imposée au Propriétaire du Fonds Servant sur les Emprises objet des présentes pour l'usage et l'utilité de BOUYGTEL comprenant la présente servitude, ses annexes et les avenants éventuels,
2. Emprise : désigne la partie de terrain ou de propriété appartenant au Propriétaire du Fonds Servant et sur laquelle ce dernier concède à BOUYGTEL une servitude de passage,
3. Equipements Techniques : désigne les équipements techniques propriété de BOUYGTEL dont les spécifications techniques sont définies en annexe 1 de la Convention de Servitude, et notamment les câbles optiques, chambres de tirage, autres chambres techniques, connecteurs, ...

4. Installations : désigne le réseau de fourreaux + chambres propriété de BOUYGTEL, installé dans les conditions de la Convention de Servitude et destiné à recevoir des Equipements Techniques,

## **Article 2      *Objet***

La présente Convention de Servitude a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles le Propriétaire du Fonds Servant concède à BOUYGTEL, de manière expresse et irrévocable, une servitude de passage sur les Emprises, telles que définies sur le plan figurant en annexe 1, afin d'implanter les Installations et Equipements Techniques permettant d'assurer des services fixes de communications électroniques ouverts au public.

## **Article 3      *Modalités d'exercice de la Servitude***

La Convention de Servitude donne droit à BOUYGTEL, et à toute personne dûment accréditée par elle, d'établir à demeure sur le sol et/ou dans le sous-sol des Emprises du Propriétaire du Fonds Servant, des Installations permettant le passage et l'installation d'Equipements Techniques tel qu'indiqué dans le dossier technique en annexe 1 de la présente Convention de Servitude, le tout dans le respect des autorisations requises pour l'exercice de l'activité de Communications.

BOUYGTEL fera réaliser et poser, à ses frais exclusifs, les Installations et Equipements Techniques mentionnés ci-après.

## **Article 4      *Etat des lieux***

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les Parties lors de la mise à disposition de l'Emprise objet de la Convention de Servitude (état des lieux d'entrée), et à l'occasion du retrait des Equipements Techniques (état des lieux de sortie).

## **Article 5      *Obligations du Propriétaire du Fonds Servant***

Cette Convention de Servitude dispose pour l'essentiel que le Propriétaire du Fonds Servant conserve la pleine propriété des Emprises et s'engage cependant à :

- ne procéder, sauf accord préalable de BOUYGTEL, à aucune construction, plantation d'arbres, ou modification du profil des Emprises dans la bande de servitude dont la largeur est fonction du diamètre de l'ouvrage indiqué dans le dossier technique en annexe 1 de la présente Convention,
- s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des Installations et Equipements Techniques,
- en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de la parcelle objet des présentes, dénoncer au nouvel "ayant-droit" les servitudes dont elles sont grevées par la présente Convention de Servitude et à lui rendre expressément opposable ladite Convention de Servitude.
- en cas de changement d'exploitant de la parcelle objet des présentes, lui dénoncer les servitudes spécifiées en l'obligeant à les respecter, notamment en ce qui concerne le libre accès.

## **Article 6      *Obligations de BOUYGTEL***

BOUYGTEL aura la pleine et entière jouissance des droits cédés à partir de ce jour et s'engage à :

- remettre en état les Emprises à la suite des travaux de pose des Installations et Equipements Techniques et de toute intervention ultérieure, étant formellement précisé qu'après la réalisation des travaux, le Propriétaire du Fonds Servant conservera la libre disposition des Emprises en objet, sous réserve du respect de ses obligations au titre de l'article 5 visé ci-dessus.
- prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas gêner l'utilisation des parcelles traversées,



- avertir le Propriétaire du Fonds Servant des interventions, sauf en cas d'urgence.

#### **Article 7      Transfert du domaine**

Le Propriétaire du Fonds Servant s'engage à rappeler dans tout acte entraînant le transfert du terrain d'un domaine à un autre, l'existence de la Convention de Servitude.

Le Propriétaire du Fonds Servant s'engage à prévenir BOUYGTEL de toute décision de transfert du terrain dès qu'IL en aura connaissance.

#### **Article 8      Durée**

La Convention de Servitude entre en vigueur à la date de sa signature. Les lieux seront mis à disposition de BOUYGTEL à cette même date.

Elle est conclue pour la durée de la licence d'exploitation de réseau de Communication attribuée à BOUYGTEL, à savoir jusqu'au 08 Décembre 2024.

Six mois avant l'expiration des présentes, il appartiendra à BOUYGTEL de demander, s'il le souhaite, et sous réserve d'être titulaire de l'autorisation d'exploitation de réseau de télécommunication, le renouvellement de la présente convention.

Dans l'hypothèse de la cession de ladite Convention de Servitude dans les conditions fixées à l'article 12-2, la durée deviendra automatiquement celle de la licence, y compris celle de son renouvellement éventuel, accordée au cessionnaire.

#### **Article 9      Assurances**

1. BOUYGTEL s'engage à souscrire auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurances, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant :
  - sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses Installations et Equipements Techniques, de son personnel,
  - les dommages subis par ses propres Installations et Equipements Techniques.
2. BOUYGTEL renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre le Propriétaire du Fonds Servant et ses assureurs pour tous dommages causés aux Installations et aux Equipements Techniques de BOUYGTEL.
3. BOUYGTEL produira au Propriétaire du Fonds Servant les attestations d'assurance correspondantes sur simple demande de ce dernier.

#### **Article 10      Indemnité - Travaux - Réparations – Responsabilités - Restitution des Emprises**

##### **1 .      Indemnité d'occupation**

La présente servitude donne lieu à une indemnité d'occupation sous forme d'une redevance forfaitaire annuelle fixée à \_\_\_\_\_ par mètre linéaire, soit un total de \_\_\_\_\_ conformément à la réglementation en vigueur.

##### **2.      Travaux et Réparations effectués par BOUYGTEL dans les Emprises - Responsabilités**

Le Propriétaire du Fonds Servant accepte que BOUYGTEL implante les installations et les Equipements Techniques décrits en annexe 1 et réalise à ses frais exclusifs dans les Emprises les travaux conformément au plan joint en annexe 1.

BOUYGTEL devra procéder ou faire procéder à la mise en œuvre de ses Installations et de ses Equipements Techniques en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art.

BOUYGTEL fera son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives nécessaires. Le Propriétaire du Fonds Servant délivrera néanmoins à BOUYGTEL tout accord lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires à l'obtention de ces autorisations administratives, dans les formes prévues en annexe 3 de la Convention de Servitude.

BOUYGTEL assumera toutes les charges, réparations et impositions afférentes aux Installations et aux Equipements Techniques.

BOUYGTEL prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs ou indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Préalablement à la réalisation de travaux complémentaires à ceux prévus en annexe 1, BOUYGTEL communiquera au Propriétaire du Fonds Servant leur descriptif. Le Propriétaire du Fonds Servant pourra demander des modifications sans cependant remettre en cause la réalisation même des travaux indispensables à l'exercice de l'activité de BOUYGTEL.

### 3- Travaux effectués par le Propriétaire du Fonds Servant

En cas de travaux affectant les lieux mis à disposition et conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des Equipements Techniques de BOUYGTEL, le Propriétaire du Fonds Servant en avertira ce dernier par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de douze (12) mois avant le début des travaux, en lui précisant, à titre indicatif, leur durée. Ce préavis ne s'applique pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure.

Le Propriétaire du Fonds Servant fera ses meilleurs efforts pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à BOUYGTEL de transférer et de continuer à exploiter ses Equipements Techniques dans les meilleures conditions.

Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour BOUYGTEL ne serait trouvée, BOUYGTEL se réserve le droit de résilier la Convention de Servitude sans contrepartie.

### 4- Restitution des Emprises mis à disposition

Les Installations et Equipements Techniques installés par BOUYGTEL sont et demeurent sa propriété.

A l'expiration de la Convention de Servitude pour quelque cause que ce soit, BOUYGTEL reprendra tout ou partie des Equipements Techniques. A première requête du Propriétaire du Fonds Servant, dans le mois de l'expiration de la Convention, BOUYGTEL remettra les Emprises en leur état primitif, tel que décrit dans l'état des lieux d'entrée.

## **Article 11 Libre accès aux Emprises**

BOUYGTEL et ses préposés dûment accrédités par elle, auront à tout moment libre accès aux Emprises, pour les besoins de la mise en œuvre, de la maintenance et de l'entretien des Installations et des Equipements Techniques, conformément aux dispositions figurant dans la fiche « Informations Pratiques » (annexe 2).

Le Propriétaire du Fonds Servant avertira BOUYGTEL de tout changement des conditions d'accès dans les plus brefs délais.

Le Propriétaire du Fonds Servant ne pourra intervenir sur les Installations et/ou sur les Equipements Techniques de BOUYGTEL, hormis le cas d'urgence dûment justifié à BOUYGTEL.

## **Article 12 Cession**

1 - BOUYGTEL s'interdit expressément de céder tout ou partie des droits issus de la Convention de Servitude, sauf autorisation préalable écrite du Propriétaire du Fonds Servant.

2 - Néanmoins, le Propriétaire du Fonds Servant autorise expressément BOUYGTEL à céder tout ou partie des droits issus de la Convention de Servitude à toute société du groupe BOUYGUES, à toute société

étant amenée à détenir une part significative des actifs d'exploitation du réseau de radiotéléphonie GSM, et à tout autre opérateur assurant des services fixes de communications électroniques ouverts au public.

### **Article 13 Confidentialité et secret professionnel - C.N.I.L :**

Les Parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la Convention de Servitude et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques.

Conformément à la loi « Informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, il est précisé que le Propriétaire du Fonds Servant est habilité à obtenir communication des informations nominatives fournies dans le cadre de la Convention de Servitude et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications à BOUYGTEL. Ces informations sont exclusivement utilisées pour l'exploitation du réseau de radiotéléphonie cellulaire numérique.

### **Article 14 Election de domicile**

Le Propriétaire du Fonds Servant et BOUYGTEL élisent domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Toute notification à effectuer dans le cadre de la présente Convention de Servitude sera faite par écrit adressé par recommandé avec accusé réception ou remise en main propre contre récépissé aux adresses susvisées.

Toute modification fera l'objet d'une notification dans les plus brefs délais.

### **Article 15 Litiges - Attribution de juridiction**

Dans le cas de litige survenant entre les Parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal administratif du lieu de situation de la parcelle.

### **Article 16 Documents contractuels**

La Convention de Servitude est composée des documents suivants :

1. La présente Convention de Servitude,
2. Le dossier technique comprenant les plans des Emprises et des travaux d'implantation des Installations et Equipements Techniques (annexe 1),
3. La fiche « Informations Pratiques » (annexe 2),
4. L'autorisation de travaux (annexe 3),

### **Article 17 Avenants**

Toute modification apportée à la Convention de Servitude devra faire l'objet d'un avenant écrit.

**Fait à LONGVIC en trois exemplaires originaux, dont un pour le Propriétaire du Fonds Servant et deux pour BOUYGTEL**

Le

**Pour le Propriétaire du Fonds Servant**

**Pour BOUYGTEL**

**M. Thierry FALCONNET, maire**

**M. Fabrice WANEGUE, responsable DEFI**

## DOSSIER TECHNIQUE

### OBJET

Création d'un génie civil entre le site MSC de DIJON, et le domaine public.

### PROJET

Création d'une adduction sur le site MSC de Dijon

### LIEU D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Commune de LONGVIC (21600)  
Parcelles 000 BB 44

### NATURE DES TRAVAUX

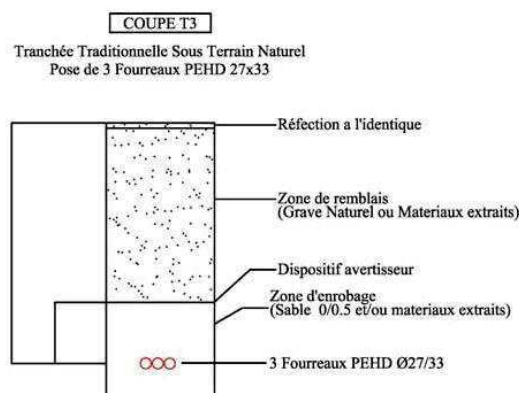
Enfouissement de 3 fourreaux de type PVC 33/40 (mm) destinés à recevoir des câbles à fibre optique.

### DETAIL DES TRAVAUX

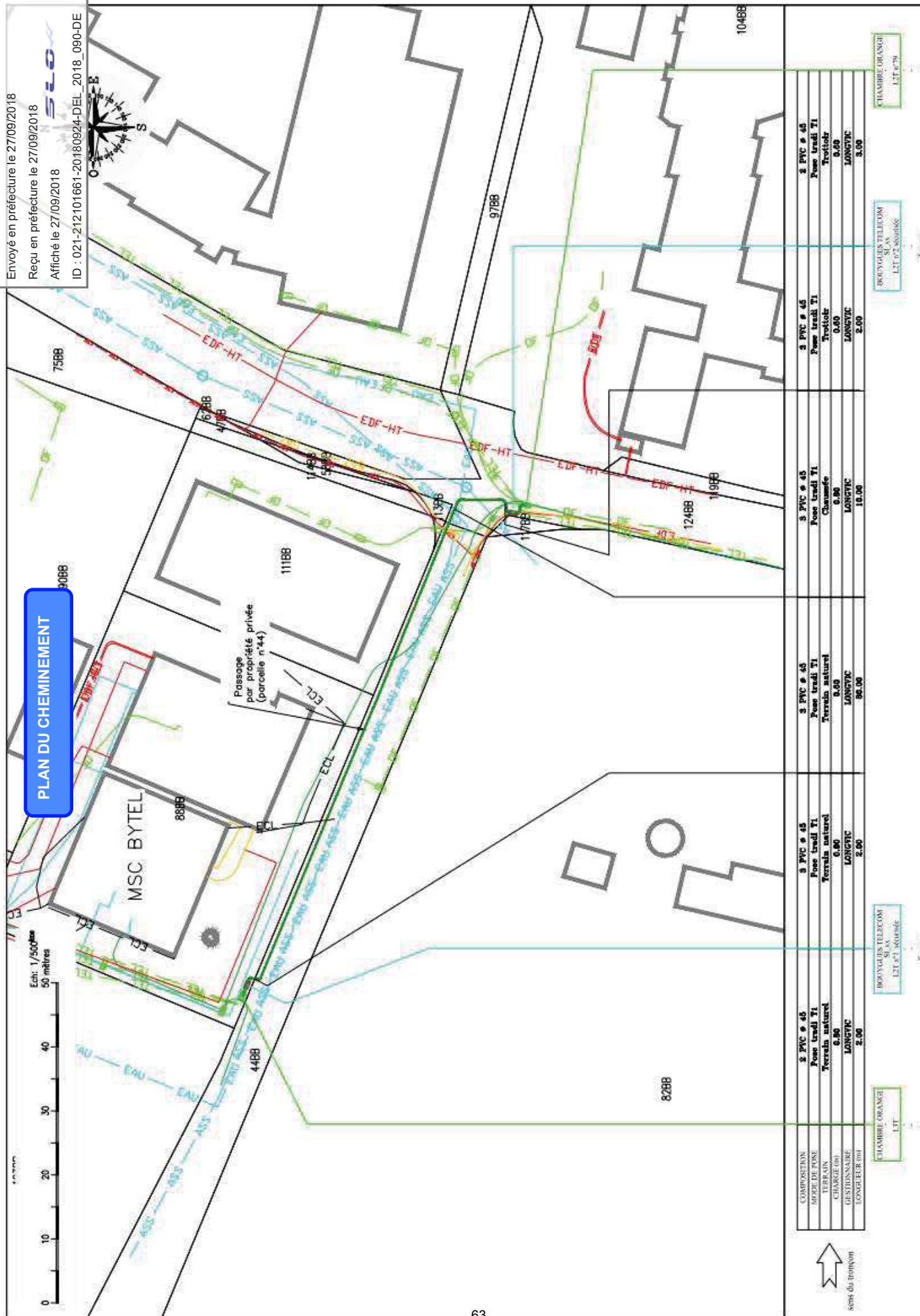
**Génie civil** : réalisation d'une tranchée sur une longueur de 350ml environ.

→ Tranchée traditionnelle : Largeur = 0.40m  
Profondeur = 0.80m

→ Le terrain fera l'objet d'une remise en l'état après travaux.



PLAN DU CHEMINEMENT



↑  
sens du tronçon

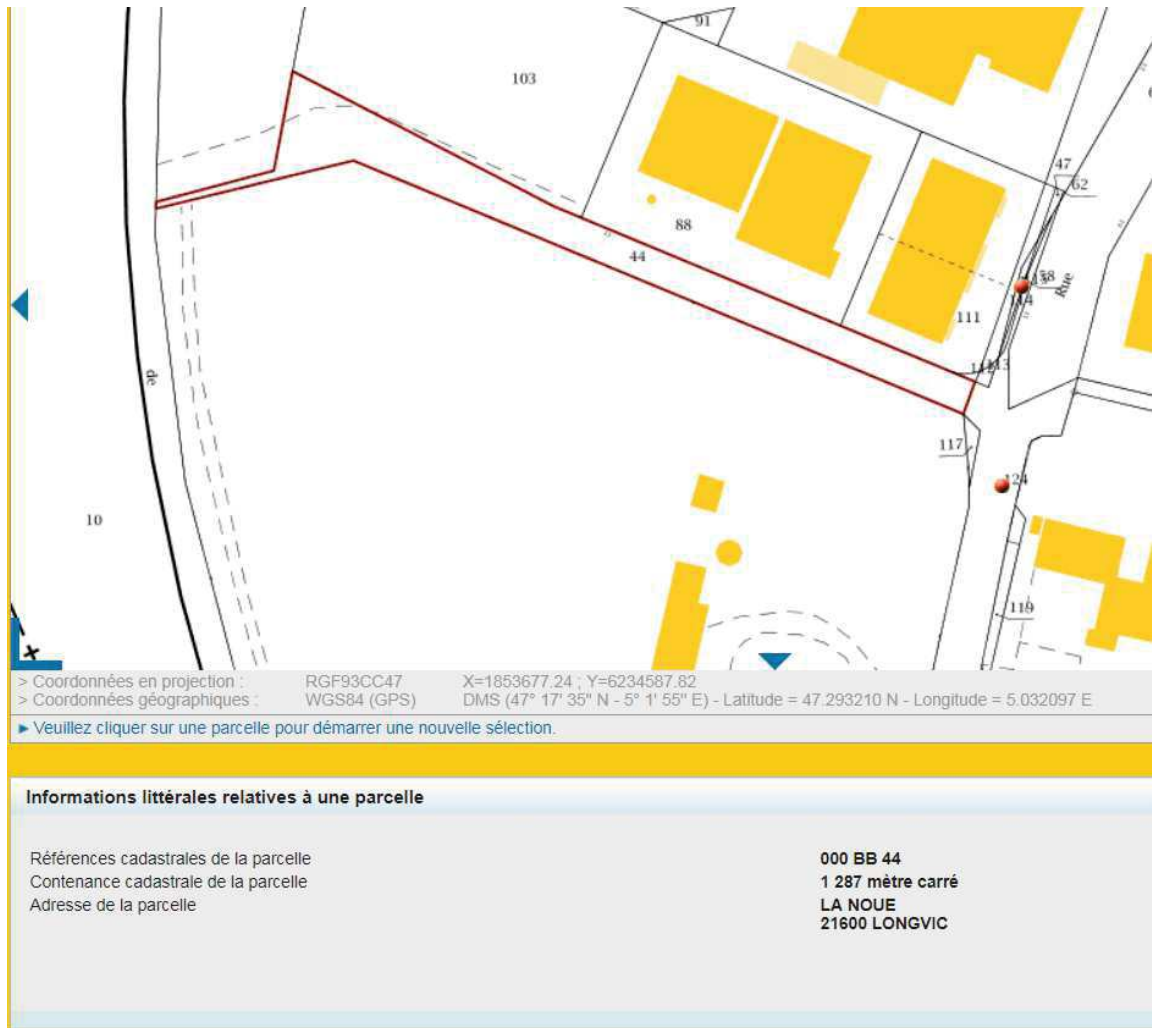
COMPOSITION	3 PVC ø 45	3 PVC ø 45	3 PVC ø 45	3 PVC ø 45
MODE DE POSE	Pose traid T1	Pose traid T1	Pose traid T1	Pose traid T1
TERRAIN	Terrain naturel	Terrain naturel	Terrain naturel	Terrain
CHARGE (m)	0.00	0.00	0.00	Trottoir
GESTIONNAIRE	LONGVIC	LONGVIC	LONGVIC	LONGVIC
LONGUEUR (m)	2.00	96.00	10.00	2.00

CHAMBRÉ ORANGE  
 L2T 0'79

BOUYGUES TELECOM  
 SLAS  
 L2T 0'2 5500565

135533





## INFORMATIONS PRATIQUES

### ❶ Conditions d'accès

- Sans préavis 24h/24h

### ❷ Interlocuteurs

- **BOUYGTEL :**

BOUYGUES TELECOM

Service DEFI - Gestion du Patrimoine Fibre Optique

LE TECHNOPOLE

13-15, avenue du Maréchal Juin

92366 MEUDON LA FORÊT

Tel : 01.39.45.41.04

- **Le Propriétaire de la noue :**

**Ville de chenôve**

2 Place Pierre Meunier

21300 Chenôve 18130 LANTAN

Tel : 03.80.51.55.00

Port : 06.60.34.27.65

## AUTORISATION DE TRAVAUX

**Ville de chenôve**

2 Place Pierre Meunier

21300 Chenôve 18130 LANTAN

### **BOUYGUES TELECOM TECHNOPOLE**

A l'attention de M. Christophe CHEVRIER

Service DEFI

13-15 Avenue du Maréchal Juin

92366 MEUDON LA FORET CEDEX

Chenôve, le

**Objet : Autorisation Travaux sur Parcelle cadastrale section 000 BB 44 – Adresse :  
La Noue 21600 Longvic**

Monsieur,

Conformément à la Convention de Servitude signée le ....., nous vous confirmons, par la présente lettre, notre accord pour l'exécution des travaux nécessaires à l'implantation de vos Installations et Equipements Techniques sur les parcelles référencées ci-dessus.

Cette autorisation vaut également accord de notre part afin que BOUYGTEL accomplisse toutes les démarches administratives afférentes à ces travaux.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour la Commune,  
Le maire

Thierry FALCONNET



**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_091**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS POUR L'EXERCICE 2017**

Conformément à l'article L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale assurent la collecte et le traitement des déchets des ménages,

La ville de Chenôve a transféré l'ensemble de la compétence de la collecte et du traitement des déchets ménagers et assimilés à Dijon Métropole.

Par ailleurs, le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 précise le contenu du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets qui doit être présenté, conformément à l'article L.2224-17-1 du CGCT, à l'assemblée délibérante de Dijon Métropole lors de l'examen de son compte administratif au plus tard le 30 juin de chaque année.

L'objectif de ce rapport est de faciliter à la fois le débat au sein de l'assemblée délibérante et de favoriser l'information des usagers.

En conformité avec l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce document intégré dans le rapport annuel d'activités de Dijon Métropole et adressé aux Maires de chaque commune membre de l'établissement avant le 30 septembre de chaque année, fait ensuite l'objet d'une communication au Conseil municipal.

Le rapport annuel 2017 relatif au prix et à la qualité du service public d'élimination des déchets présente le bilan des tonnages collectés ainsi que les indicateurs financiers liés à

cette activité. Il est consultable sur le site web de Dijon Métropole, dans la catégorie « Kiosque ».

Vous trouverez, en annexe de la présente délibération, une synthèse de ce rapport 2017.

Vu les articles L.2224-13, L.2224-17-1 et L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets,

Vu la note de synthèse jointe en annexe,

Vu le rapport annuel joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la communication du rapport annuel 2017 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de Dijon Métropole.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : Thierry FALGONNET  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



# RAPPORT ANNUEL 2017

sur le prix et la qualité  
du service public  
en matière d'élimination  
des déchets



Envoyé en préfecture le 27/09/2018

Reçu en préfecture le 27/09/2018

Affiché le 27/09/2018



ID : 021-212101661-20180924-DEL\_2018\_091-DE

Temps forts 2017 .....	1
Les objectifs à horizon 2020 .....	5
Dijon métropole .....	11
Le service public .....	17
Indicateurs financiers.....	41
Annexes .....	47

Envoyé en préfecture le 27/09/2018

Reçu en préfecture le 27/09/2018

Affiché le 27/09/2018



ID : 021-212101661-20180924-DEL\_2018\_091-DE

---

# Temps forts 2017

---





## ZÉRO DÉCHET

### ***BÉA JOHNSON, PAPESSE DE LA VIE SANS DÉCHETS, EN VISITE À DIJON***

---

Béa Johnson, auteur du best-seller « Zéro Déchet, comment j'ai réalisé 40% d'économie en réduisant mes déchets à moins de 1 litre par an » était à Dijon le samedi 23 septembre 2017, pour une conférence à guichet fermé sur le sujet, à l'université de Bourgogne.

Philosophie, trucs et astuces, et prochains défis, Béa Johnson a aussi répondu aux questions du public.



## CONTRAT D'OBJECTIFS DÉCHETS ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE

### ***DIJON MÉTROPOLE S'ENGAGE AVEC L'ADEME***

---



Le 17 mars 2017, Dijon métropole a signé un Contrat d'Objectifs Déchets et Économie Circulaire (CODEC) avec l'ADEME Bourgogne-Franche-Comté, pour mettre en place un plan d'actions sur 3 ans. La collectivité s'engage ainsi à réduire de 10% sa production de déchets entre 2010 et 2020 et à atteindre un taux de valorisation matière et organique de 55% d'ici 2020.



## JARDINAGE AU NATUREL

### *UNE JOURNÉE POUR S'INITIER*

---



Afin de s'initier aux pratiques du jardinage au naturel, 2 journées thématiques ont été organisées en avril et en octobre 2017, sur les 5 déchetteries du territoire. Exposition, conseils, astuces, et échanges avec les ambassadeurs du tri, et les associations Arborescence et Pirouette Cacahuète ont permis d'en apprendre plus sur les techniques de tonte alternative, de paillage, de mulching, d'alternatives aux pesticides. Chaque participant a pu repartir avec du compost ou du broyat.

## BIODÉCHETS DES PROFESSIONNELS

### *UNE COLLECTE QUI MONTE, QUI MONTE*

---



Depuis mai 2017, dans le cadre d'un test, les professionnels du territoire de Dijon métropole ont la possibilité de faire collecter leurs biodéchets (restes de repas, restes de préparation de repas).

Ainsi, une trentaine de structures ont adhéré à la démarche avec environ 10 tonnes de biodéchets collectés sur le premier mois, contre près de 16 tonnes collectées en décembre 2017, soit une augmentation de près de 45%.

Au total, ce sont un peu plus de 114 tonnes qui ont été collectées et compostées sur l'année.

# VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

## ***RENOUVELLEMENT DE LA CERTIFICATION ISO 50 001 POUR L'UVE***

---

Dans un souci d'amélioration continue et d'optimisation de la performance énergétique, Dijon métropole a mis en place un Système de Management de l'Énergie selon la norme ISO 50 001.

Le site de l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) a été certifié en mai 2014 et a passé, avec succès, son premier audit de renouvellement en mai 2017.



---

# Les objectifs à horizon 2020

---



# RÉDUIRE LA QUANTITÉ DE DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

La loi sur la transition énergétique pour la croissance verte vise à dépasser le modèle économique linéaire en appelant à une consommation sobre et responsable des ressources, une production moindre des déchets avec un recyclage et une valorisation de ceux-ci en matière première, basculant ainsi vers une **économie circulaire**.

Dans ce cadre, un des premiers objectifs fixé par la loi est de réduire de 10% la quantité de déchets ménagers et assimilés (DMA<sup>1</sup>) produit par habitant, entre 2010 et 2020. Dijon métropole s'inscrit dans cette transition et, depuis 2010, les efforts produits par chacun ont permis une baisse de plus de 30 kg de DMA par habitant.

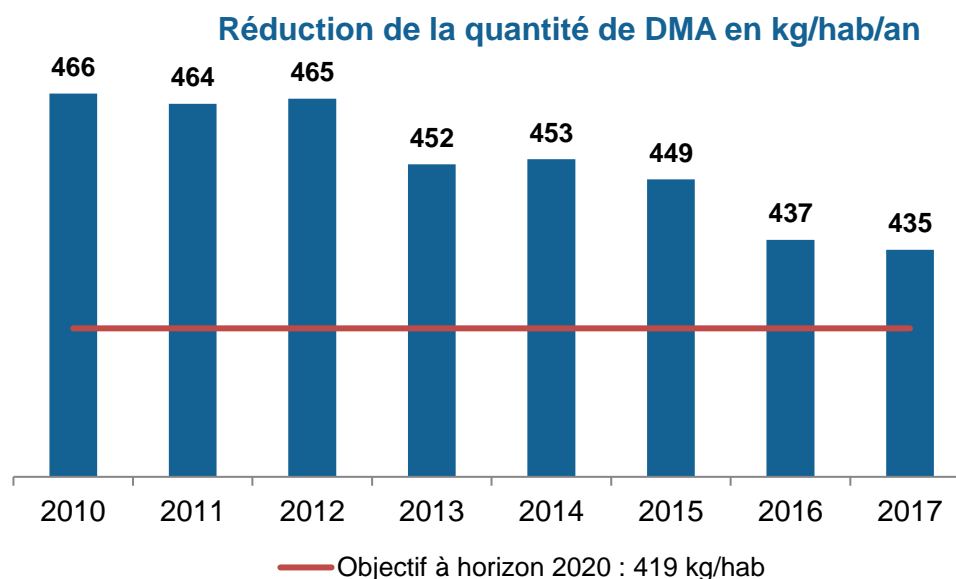
Avec un objectif de 419 kg/hab. en 2020, **plus de la moitié du chemin a déjà été fait dont la plus grosse partie, sur les 3 dernières années alors Continuons dans cette voie !**

## 419 kg/hab

Objectif en quantité de DMA\* par habitant que Dijon métropole s'est fixé à l'horizon 2020

## 435 kg/hab

Quantité de DMA\* par habitant de Dijon métropole en 2017



\*

<sup>1</sup> DMA : Déchets Ménagers et Assimilés (hors gravats) sur la base de la population SINOE

## AUGMENTER LE RECYCLAGE ET LA VALORISATION

De la même façon que pour la prévention des déchets, dans un objectif de basculement vers une économie circulaire, la loi de transition énergétique fixe des objectifs de valorisation des déchets non dangereux non inertes sous forme de matière et organique : 55% en 2020 et 65% en 2025.

En 2017, ce taux atteint les 53%, en tenant compte des mâchefers (y compris les inertes valorisés)<sup>2</sup> et des ferrailles issues de l'incinération des déchets.

**55 %**

Taux de valorisation matière et organique que Dijon métropole veut atteindre en 2020

**53 %**

Taux de valorisation matière et organique de Dijon métropole en 2017 avec mâchefers

**38 % sans mâchefers**

Ce taux de valorisation prend également en compte la valorisation des déchets organiques c'est-à-dire les déchets verts mais aussi les biodéchets issus des ordures ménagères résiduelles. La loi de transition énergétique préconise en effet la généralisation du tri à la source de ces déchets, pour tous les producteurs avant 2025.

Dijon métropole se mobilise sur cette question et propose, en test depuis la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2017, une collecte des biodéchets des professionnels et des collectivités avec près d'une trentaine de structures concernées (mairies, grandes surfaces, restaurations collectives et scolaires, hôtels, restaurants, établissements de santé...). Sur ces quelques mois de mise en œuvre, plus de 110 tonnes de biodéchets ont déjà été pris en charge et valorisées en compostage.

Si le test devait être pérennisé, la montée en puissance de cette collecte contribuerait à atteindre l'objectif réglementaire sur les prochaines années.



*Unité de compostage BIODEPE à SPOY*

<sup>2</sup> Les mâchefers sont les résidus solides issus de la combustion des déchets ménagers. Après une phase de maturation, et s'ils répondent à certaines exigences réglementaires, ils peuvent être valorisés en techniques routières.

## AUGMENTER LA VALORISATION ÉNERGÉTIQUE ET DIMINUER LES GAZ À EFFET DE SERRE

La loi fixe comme objectifs la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40% entre 1990 et 2030 et la division par quatre de celles-ci entre 1990 et 2050.

**94 251**  
tCO<sub>2</sub>e

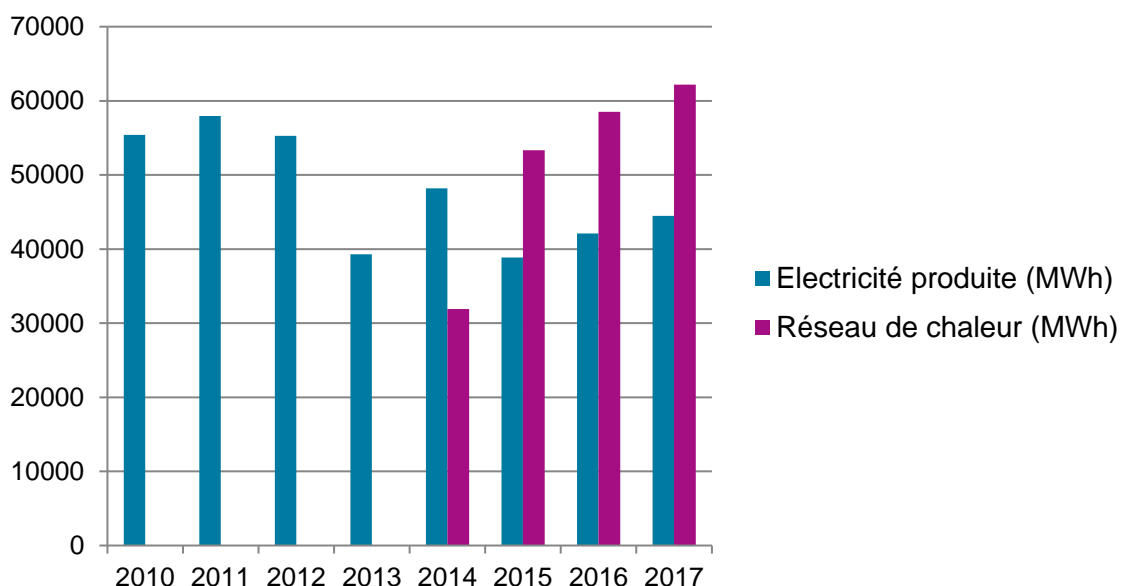
Objectif en tCO<sub>2</sub>e que Dijon métropole s'est fixé à l'horizon 2020

**104 266**  
tCO<sub>2</sub>e

Quantité de tCO<sub>2</sub>e de Dijon métropole en 2014

La gestion des déchets est un des principaux postes producteurs de gaz à effet de serre de Dijon métropole. La réduction du contenu carbone de l'énergie produite par la production de chaleur et d'électricité lors de l'incinération des ordures ménagères est primordiale. Depuis plusieurs années, la production de ces énergies est croissante.

**Production d'électricité et de chaleur de l'UVE**





# LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Selon l'ADEME, chaque français jette environ 20 kg par an de produits alimentaires non consommés, dont 7 kg de produits encore emballés. Au-delà de ces chiffres, les enjeux environnementaux, économiques et éthiques sont particulièrement importants.

Ainsi depuis 2016, en plus du guide « Stop au gaspillage alimentaire » et du Livret de recette des chefs ([www.trionsnosdechets-dijon.fr](http://www.trionsnosdechets-dijon.fr)), Dijon métropole propose, en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Or et l'ADEME Bourgogne-Franche-Comté, un kit de communication du « Gourmet Bag » et offre 100 boîtes à chaque restaurateur participant. Grâce à ce système, à ce jour, 60 restaurants proposent à leur client de remporter leurs restes alimentaires. La liste des restaurants concernés est disponible sur [www.metropole-dijon.fr](http://www.metropole-dijon.fr) et [www.gourmetbag.fr](http://www.gourmetbag.fr).

Par ailleurs, dans le cadre de la journée nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire (14 octobre), la Ville de Dijon, les commerçants du marché et des associations (Rézo'Fet'Art, Unis-Cité, la Banque alimentaire, le chantier d'insertion Pré Vert, Fruimalin) ont organisé une opération Disco Soupe. Les passants se sont régalez avec des coupes de bettes, de carottes et de navets, issus des invendus, le tout sur une musique entraînante.

Le 21 septembre 2017, ce sont les étudiants ingénieurs d'Agro Sup Dijon, en partenariat avec le CROUS de Dijon et l'Université de Bourgogne qui se sont mobilisés pour organiser une Disco smoothies. 2 000 smoothies ont ainsi été distribués et les étudiants se sont régalez tout en se sensibilisant à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

L'opération Disco Soupe, samedi 14 octobre 2017



Envoyé en préfecture le 27/09/2018

Reçu en préfecture le 27/09/2018

Affiché le 27/09/2018



ID : 021-212101661-20180924-DEL\_2018\_091-DE



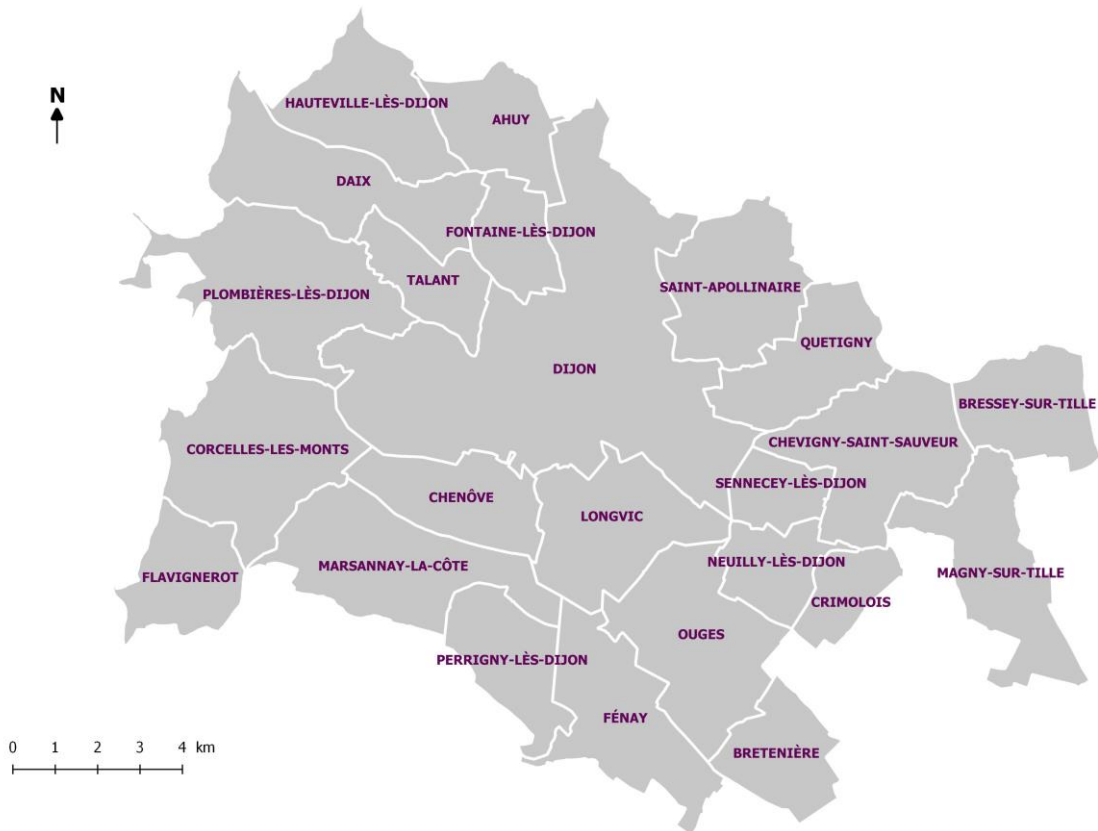
---

# Dijon métropole

---



## LE TERRITOIRE



**256 113 habitants**

Nombre d'habitants de Dijon métropole

**24 communes  
adhérentes**

Nombre de communes adhérentes de  
Dijon métropole

**73 %**

Taux d'habitat vertical de Dijon métropole

### Périmètre d'intervention

Dijon métropole a la compétence d'élimination et de valorisation des déchets des ménages pour ses 24 communes membres. D'autres collectivités lui ont confié, via un marché, la collecte et/ou le traitement de leurs déchets ménagers ou assimilés.

## LES MISSIONS ET COMPÉTENCES

### Organiser, gérer

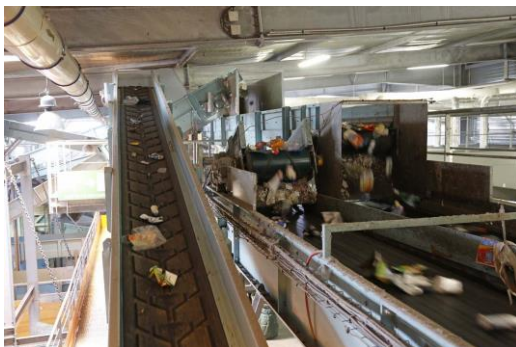
Dijon métropole dispose des compétences prévention, collecte, tri et traitement des déchets. La gestion multifilière des déchets du territoire représente un point essentiel pour la collectivité et pour la qualité de vie de ses habitants. Dijon métropole assure en régie la gestion de plusieurs sites de traitement de déchets tels que l'usine d'incinération des ordures ménagères ou encore le centre d'enfouissement technique. La collecte et le tri des déchets sont réalisés par un prestataire de services, Dièze.

### Former, informer

En 2017, le service de collecte des déchets a réalisé de nombreuses actions de communication en lien avec la collecte, le tri et la réduction des déchets. Sept ambassadeurs du tri sont régulièrement présents sur le terrain. Parmi les missions, ils animent des ateliers auprès des écoles, sensibilisent les habitants à la qualité du tri en porte-à-porte, forment à l'utilisation des composteurs et organisent diverses manifestations tout au long de l'année.



### Collecter, traiter, valoriser



La collecte, le traitement et la valorisation des déchets sont assurés par Dijon métropole pour les 256 113 habitants (population INSEE) des 24 communes qui la composent.

Plus de 120 000 tonnes de déchets de Dijon métropole sont collectées et rejoignent les filières de traitement afin d'être, le plus possible, valorisées ou recyclées.



## Partager, développer

La participation de Dijon métropole aux différents réseaux régionaux et nationaux (ADEME, AMORCE, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, le Centre National du Recyclage) permet un partage d'expériences facilité avec d'autres territoires.

## Le service de collecte

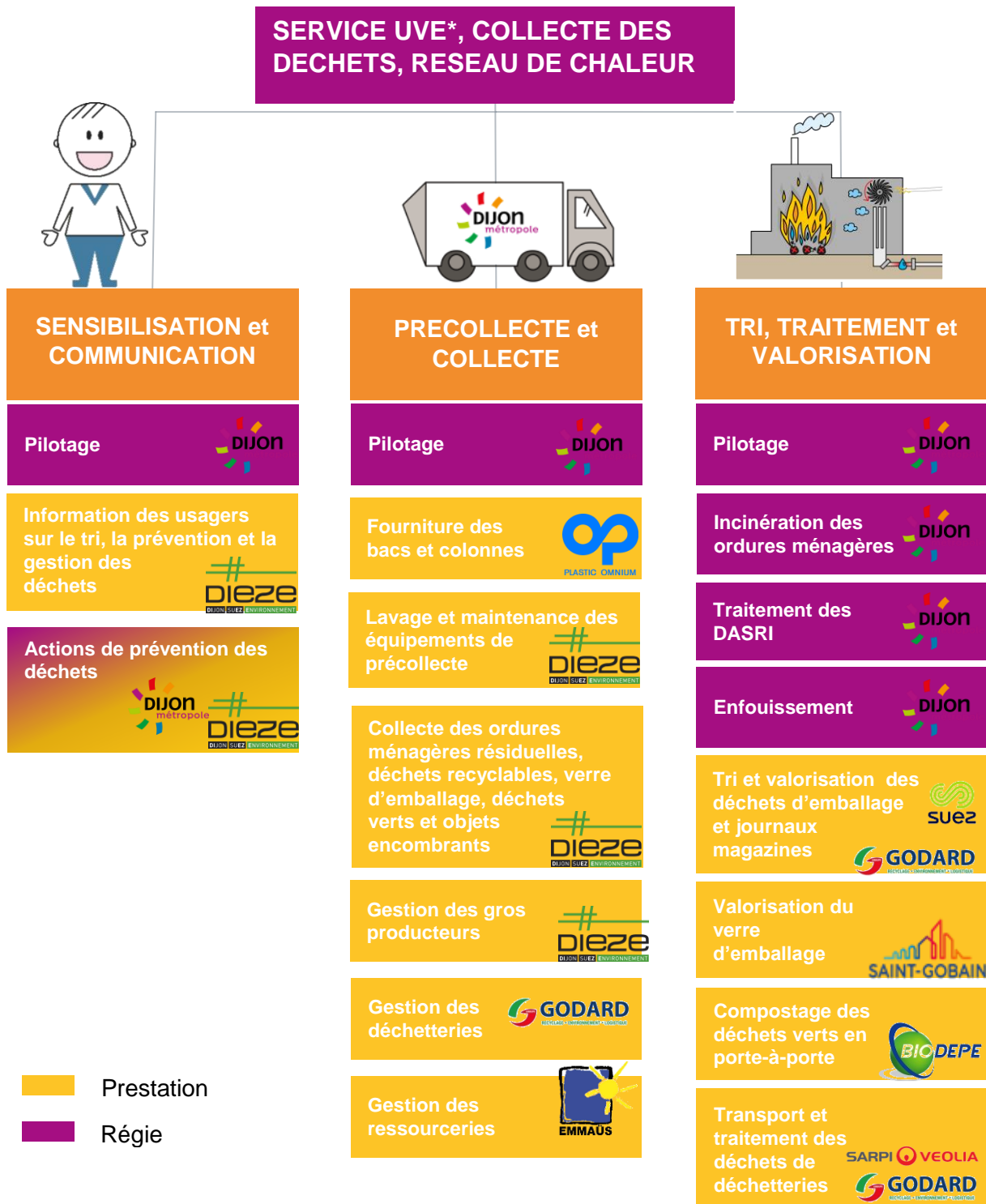
- La mise à disposition des bacs de collecte, leur maintenance et réparation
- La mise à disposition de composteurs individuels ou partagés
- La collecte en porte-à-porte et en apport volontaire des ordures ménagères résiduelles
- La collecte en porte-à-porte et en apport volontaire des emballages ménagers recyclables
- La collecte en porte-à-porte et en apport volontaire du verre d'emballage
- La collecte des cartons d'emballage des commerces
- La collecte des objets encombrants
- La collecte en porte-à-porte des déchets verts sur abonnement
- L'accès gratuit aux cinq déchetteries communautaires
- La collecte des sapins en porte-à-porte

## Les principales filières de traitement

Une fois collectés, les déchets rejoignent différentes filières de traitement, notamment :

- L'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) (cogénération avec production d'électricité et de chaleur) et chaîne de traitement des Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI)
- Le centre de tri avec séparation par catégories de matériaux recyclables (cartons, bouteilles en plastique, aluminium, acier, papiers, emballages pour liquides alimentaires) et orientation vers les filières de recyclage
- Les plateformes de compostage des déchets verts
- Le centre d'enfouissement technique pour les déchets ultimes

# LE SERVICE DE COLLECTE ET DE VALORISATION DES DÉCHETS



## 49 employés

relevant de la fonction publique

### Formation des agents

Dans le cadre du plan de formation 2016-2019, diverses formations ont été proposées aux agents de Dijon métropole.

De la formation personnelle à la formation professionnalisante, en passant par la préparation aux concours ou examens, 46 agents ont été concernés en 2017.

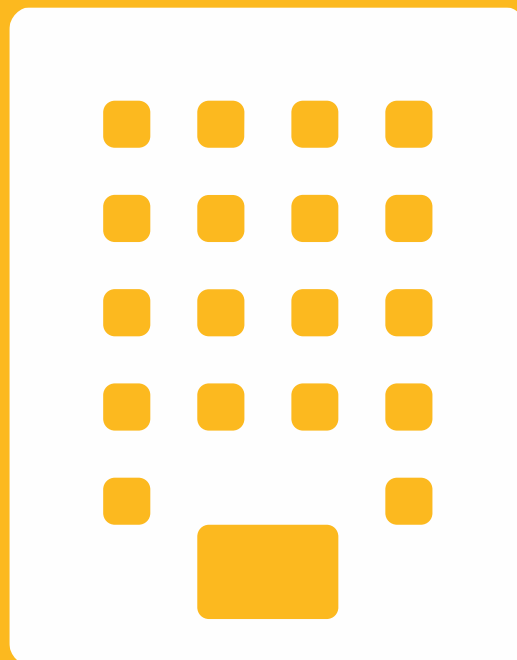
Les thèmes abordés varient d'une formation à l'autre. En 2017 les domaines concernés étaient la sécurité, l'informatique et systèmes d'information, le développement personnel, le social, la santé, les finances et la gestion financières, le génie technique ou encore l'environnement.



---

# Le service public

---





## INFORMER ET DONNER LES CLÉS POUR AGIR



### Site internet



### Campagnes d'affichage

**127 098** visiteurs

sur le site internet

**www.trionsnosdechets-dijon.fr**

Soit une progression de **82%** par rapport à 2016

**7** ambassadeurs du tri

pour des actions d'accompagnement en matière de tri et de réduction des déchets

**85** animations

### Ambassadeurs du tri

## UNE QUESTION PRATIQUE SUR VOS DÉCHETS ?

Pour toute demande, un seul n° de téléphone :

**0 800 12 12 11**

Service & appel  
gratuits

En 2017, **17 795** appels ont été reçus par le centre d'appel.



## S'informer et se sensibiliser

Les ambassadeurs du tri et de la prévention des déchets réalisent des animations afin de sensibiliser les usagers aux gestes de réduction et de tri des déchets au quotidien et les informer sur le recyclage des déchets, notamment à l'aide de jeux ludiques. En 2017, **85 animations** ont été organisées pour un total de près de **10 000 personnes sensibilisées**.

La prévention passe par la promotion des éco-gestes à la maison et au bureau et l'éco-consommation pour réduire nos déchets. Sensibiliser les jeunes à la réduction des déchets est un des axes du plan d'actions. Ainsi des établissements scolaires sont accompagnés dans leur pratique de tri et de réduction des déchets comme le CROUS de Dijon, le lycée Eiffel et des écoles élémentaires. Un diagnostic sur les pratiques de lutte contre le gaspillage alimentaire a également été réalisé au sein de la cuisine centrale de Dijon et un échantillon de restaurants scolaires afin de définir des axes de travail sur 2018-2019.

La sensibilisation au tri des déchets recyclables passe par des interventions en porte-à-porte via la distribution de flyers en complément du discours des ambassadeurs. Les tablettes que ces derniers utilisent leur permettent de traiter en direct les interventions et de promouvoir le site internet « trions nos déchets ». La qualité du tri est vérifiée par secteur et permet de cibler leurs actions de sensibilisation.

Les ambassadeurs ont été invités à participer à des journées à thèmes telles que : le village goût nutrition santé, la fête de la biodiversité, la disco smoothie, le village de la réparation...



## Réduire la quantité de nos déchets !

Afin de prolonger la durée de vie des produits, le réemploi, la réparation, la location et l'usage collectif sont mis en avant : un annuaire en ligne de la « 2<sup>ème</sup> vie des objets » est disponible sur le site « trions nos déchets » de Dijon métropole. Des événements sont organisés pour faire connaître les métiers de la réparation. Un marché de Noël du réemploi a lieu chaque année. Par ailleurs, Dijon métropole a signé une convention avec Recyclade, association qui collecte, valorise et vend les objets destinés à être jetés.



Un autre objectif consiste à réduire et détourner le flux de textiles présent dans les ordures ménagères en privilégiant leur valorisation via des filières de réemploi ou de recyclage. On dénombre désormais **99 points de collecte** sur le territoire.



À ce jour, 30% des boîtes aux lettres sont équipées de Stop Pub ce qui est supérieur à la moyenne nationale qui est à 15,2%.

Des actions en direction des professionnels sont également engagées. Pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, 51 commerçants et artisans ont adhéré à l'opération « Mon commerce, ma ville, mon environnement » (4 sur Quetigny et 47 sur Dijon). De plus, en partenariat avec les chambres consulaires et l'ADEME, l'action d'Écologie Industrielle et Territoriale a été définie et débutera en 2018.

## Mieux gérer nos déchets verts

Détourner les biodéchets des ordures ménagères passe par le développement du compostage individuel et du compostage partagé. Depuis fin 2000, Dijon métropole a lancé une opération de promotion du compostage dénommée « Composter, c'est facile » : mise à disposition de composteurs de 400L et de 600L en échange d'une caution. Depuis 2015, la métropole développe le dispositif en pied d'immeuble, au sein d'un quartier, ou au cœur de jardins partagés.

Diverses actions ont été menées dans l'optique de diminuer la production de déchets verts ainsi que l'utilisation de produits phytosanitaires via la promotion des pratiques de jardinage au naturel. Depuis 2012, les sapins de Noël sont également collectés et broyés afin d'être réutilisés en paillage aux pieds des plantations des espaces verts communaux.

Des ateliers en déchetteries sur « Comment valoriser les déchets verts au jardin ? » ont été animés par les associations Pirouette Cacahuète et Arborescence lors de la Semaine Européenne du Développement Durable ainsi que lors de divers événements (Apidays, Fête de la nature...).

**132 heures**  
d'animation  
consacrées à la  
sensibilisation au  
jardinage naturel



**667 heures**  
d'animation  
consacrées au  
compostage



**52 sites**  
de compostage partagé

**257**  
nouveaux  
composteurs en  
habitat individuel

**26%**  
des habitats  
individuels  
possèdent un  
composteur



## PRÉCOLLECTE

### Pour la collecte en porte-à-porte



**Ordures  
ménagères  
résiduelles**

**Déchets  
recyclables**

**Verre  
d'emballage**

**Déchets  
verts**

### Les dispositifs de collecte en porte-à-porte

**148 369 bacs**

sur le territoire  
de Dijon métropole

**7 203**

bacs livrés

**65 518 bacs ordures  
ménagères résiduelles**

**9 811**

bacs réparés

**58 630 bacs déchets  
recyclables**

**19 871 bacs verre  
d'emballage**

**3 714**

bacs recyclés

**4 350 bacs déchets verts**

Ainsi que **94 bacs** de collecte des biodéchets auprès  
des établissements produisant plus de 10 tonnes par an

## Pour la collecte en apport volontaire



**Centre-ville**

**Bailleurs**

**Verre  
d'emballage**

### Les dispositifs de collecte en apport volontaire

**592 bornes**

sur le territoire

**183 bornes ordures  
ménagères résiduelles**

**120 bornes déchets  
recyclables**

**289 bornes verre  
d'emballage**

**17**

bornes supplémentaires installées

**203** bornes de surface

**133** bornes semi-enterrées

**256** bornes enterrées

### AIDEZ-NOUS À AMÉLIORER NOTRE SERVICE

Pour nous aider à maintenir la propreté de votre rue et faciliter le travail des opérateurs, veuillez ne pas laisser de débris aux pieds des bornes et respecter les consignes de tri.

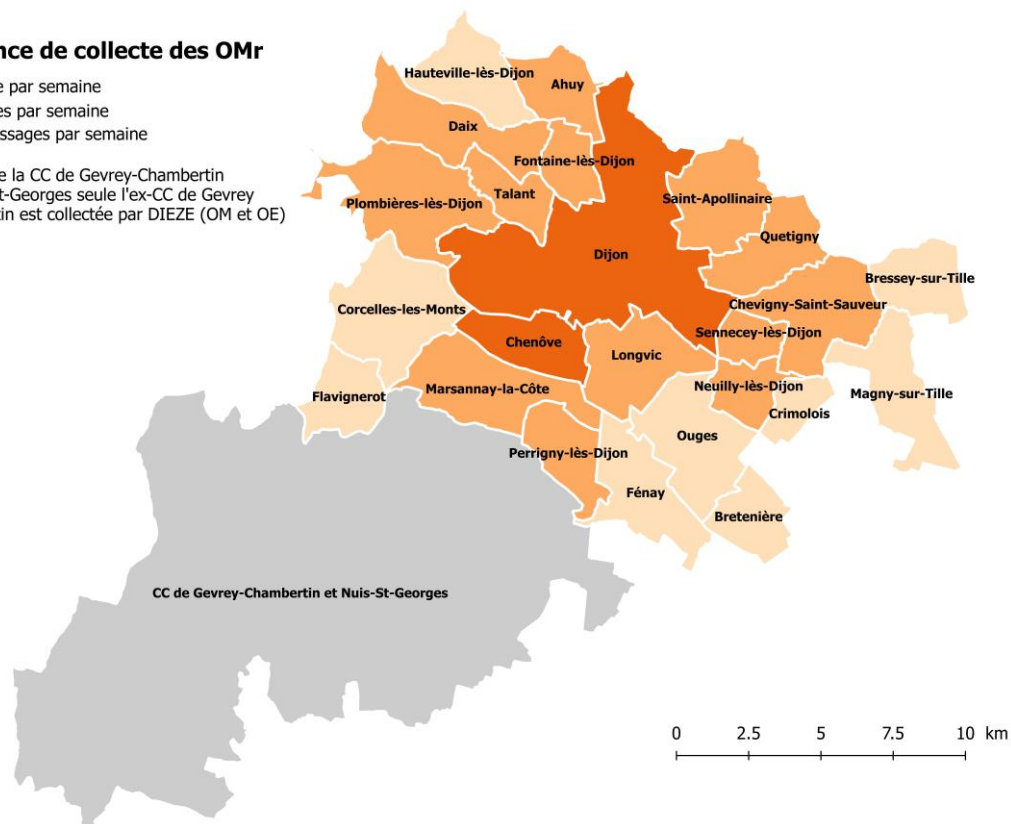


# COLLECTE

## Fréquence de collecte des OMr

- 1 passage par semaine
- 2 passages par semaine
- 2 ou 3 passages par semaine

Au sein de la CC de Gevrey-Chambertin & Nuits-St-Georges seule l'ex-CC de Gevrey Chambertin est collectée par DIEZE (OM et OE)



La collecte des **déchets recyclables** est effectuée à raison d'un passage par semaine, sauf à Corcelles-les-Monts et Flavignerot où elle a lieu tous les quinze jours.

## Les moyens matériels de Dijon métropole

Dijon métropole est propriétaire des locaux et des bennes de collecte des ordures ménagères (46 véhicules) mis à disposition du prestataire de collecte.

La distance parcourue en 2017 par les bennes est de 770 176 km. Cela représente une diminution d'1,3% de kilomètres parcourus par rapport à l'année 2016.



## Performances de Dijon métropole en 2017

**86 300 t**

Total des ordures ménagères et assimilées<sup>4</sup> de Dijon métropole collectées

**- 5 354 t**

Baisse des tonnages d'ordures ménagères et assimilées collectées par rapport à 2010

**338,8 kg/hab.**

Production d'ordures ménagères et assimilées par habitant (moyenne nationale ADEME à 339 kg/hab./an)

**- 9,8 %**

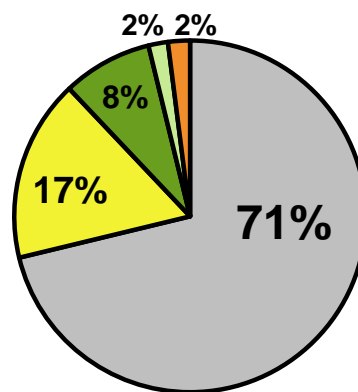
Baisse de la quantité d'ordures ménagères et assimilées collectées par habitant par rapport à 2010



<sup>4</sup> Ordures Ménagères et Assimilées : ordures ménagères résiduelles, déchets recyclables, papiers/cartons de déchetteries et verre d'emballage – Population SINOE

## Répartition des tonnages des déchets ménagers et assimilés<sup>5</sup> collectés (hors déchetterie)

**89 585 t**  
 Total des déchets ménagers et assimilés collectés sur le territoire de Dijon métropole

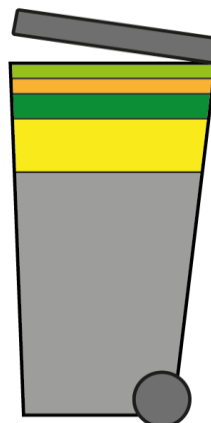


- Ordures ménagères résiduelles
- Déchets recyclables (avec cartons des commerces)
- Verre d'emballage
- Déchets organiques (déchets verts et biodéchets)
- Objets encombrants



## Production de déchets ménagers et assimilés collectés par habitant et par an

- Déchets organiques  
■ 6,3 kg/hab.
- Objets encombrants  
■ 7,1 kg/hab.
- Verre d'emballage  
■ 29,0 kg/hab.
- Déchets recyclables  
■ 58,8 kg/hab.
- Ordures ménagères résiduelles  
■ 250,5 kg/hab.



<sup>5</sup> Déchets ménagers collectés et assimilés : ordures ménagères résiduelles, déchets recyclables (avec cartons des commerciaux), verre d'emballage, objets encombrants, déchets organiques (déchets verts et biodéchets) – Population SINOE

## Ordures ménagères résiduelles

**63 804 t**

Total des ordures ménagères  
résiduelles collectées sur Dijon  
métropole

**250,5 kg/hab.**

Production d'ordures ménagères  
résiduelles par habitant

**- 0,8%**

Baisse de la quantité d'ordures  
ménagères résiduelles par habitant,  
par rapport à 2016



68 946 t  
**2010**



65 621 t  
**2013**



64 071 t  
**2015**



63 804 t  
**2017**

### AIDEZ-NOUS À AMÉLIORER NOTRE SERVICE

Le personnel de collecte rencontre des difficultés lors des ramassages. Votre civisme peut l'aider en :

- Déposant vos ordures ménagères résiduelles dans des sacs avant de les mettre dans les bacs
- Évitant toute présentation en vrac (sans sac et sans bac)
- Indiquant quand votre bac est cassé
- Demandant un rendez-vous pour tout objet encombrant
- Présentant les déchets conformes à la collecte (déchets verts, gravats, DEEE<sup>6</sup> et déchets dangereux des ménages doivent être emmenés en déchetterie)

### Collecte des déchets des professionnels



Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la redevance spéciale pour les gros producteurs d'ordures ménagères résiduelles s'applique lorsque le producteur produit un volume hebdomadaire compris entre 1 200 et 30 000 litres.

Elle comprend la mise à disposition de bacs (de 120l à 660l), les collectes hebdomadaires et le traitement des déchets.

En 2017, 508 contrats lient des professionnels avec Dijon métropole pour la gestion de leurs déchets.

<sup>6</sup> DEEE : Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques



## Déchets recyclables (hors cartons des commerces et collectes en déchetteries)

**13 768 t**

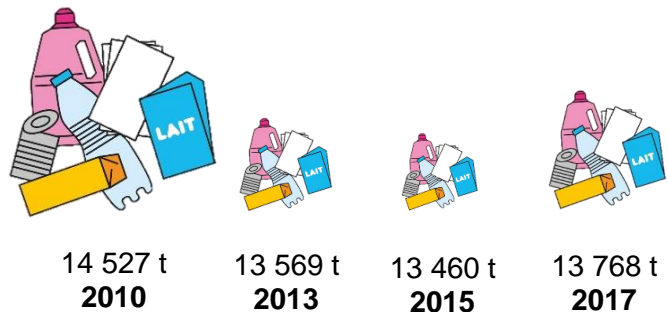
Total de déchets recyclables collectés sur Dijon métropole

**54,0 kg/hab.**

Production de déchets recyclables par habitant

**+ 0,8 %**

Hausse de la quantité de déchets recyclables par habitant, par rapport à 2016



## À DÉPOSER EN VRAC, PAS DANS UN SAC !



Les déchets recyclables doivent être placés dans le bac à couvercle jaune ou le point tri.  
 Ils comportent :

**Les bouteilles et flacons plastiques**, y compris les bouteilles d'huile alimentaire  
**Les cartons**, boîtes et suremballages, briques alimentaires, vidés et présentés à plat  
**Les papiers**, cahiers, annuaires – **Les journaux, revues, magazines** (sans le film plastique)

**Les emballages métalliques**



**ATTENTION !**

**Pas de pot de yaourt ni de crème, sac et film plastique, gobelet, barquette plastique ou polystyrène !**



## Verre d'emballage

**7 398 t**

Total de verre d'emballage collecté sur Dijon métropole

**29,0 kg/hab.**

Production de verre d'emballage par habitant

**+ 0,5 %**

Hausse de la quantité de verre d'emballage par habitant, par rapport à 2016



### À DÉPOSER EN VRAC, PAS DANS UN SAC !

Pots en verre, bouteilles en verre et bocaux en verre.

**ATTENTION !** pas de bouchons, couvercles, capsules, ampoules, vaisselle et objets décoratifs en porcelaine ou en cristal, verres à boire, miroirs !

## Objets encombrants

**1 808 t**

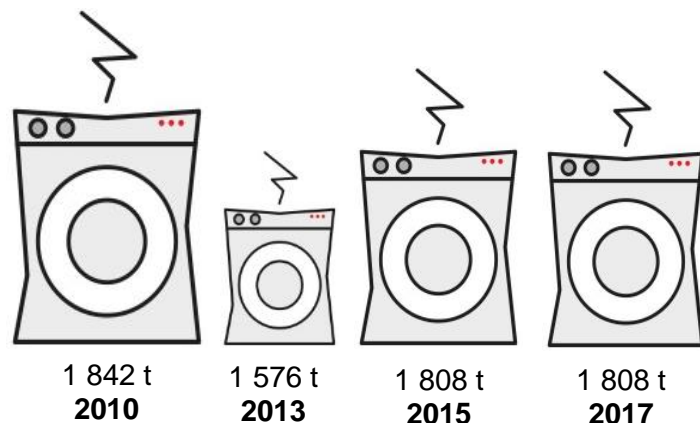
Total des objets encombrants collectés sur Dijon métropole

**7,1 kg/hab.**

Production d'objets encombrants par habitant

**- 5,9 %**

Baisse de la quantité d'objets encombrants par habitant par rapport à 2016



### DEEE & Ferraille

En 2017, 61 tonnes de DEEE et 9 tonnes de ferraille ont été collectées et valorisées via la collecte des encombrants

### QUELS OBJETS ENCOMBRANTS ?

Il s'agit des déchets qui, en raison de leur poids et de leur volume, ne peuvent pas être pris en charge par les collectes traditionnelles. Ce sont notamment **les meubles, les matelas, les gros appareils ménagers...** Les habitants de Dijon métropole disposent d'un service de collecte en porte-à-porte sur rendez-vous pris via le numéro vert ou le site internet [www.trionsnosdechets-dijon.fr](http://www.trionsnosdechets-dijon.fr)

## Déchets verts (hors collecte des sapins de Noël et collecte en déchetteries)

**1 487 t**

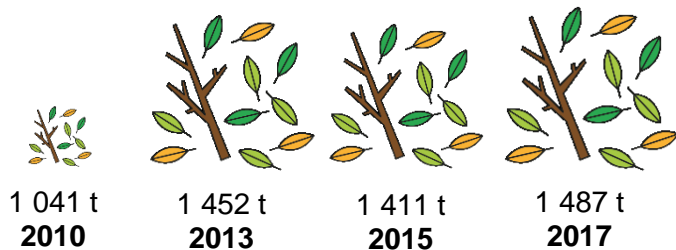
Total de déchets verts collectés sur Dijon métropole

**5,8 kg/hab.**

Production de déchets verts par habitant

**- 10,6 %**

Baisse de la quantité de déchets verts par habitant par rapport à 2016



### Une convention pour une collecte spécifique

Chaque foyer souhaitant bénéficier de la collecte des déchets verts doit **souscrire à un abonnement** pour 46 € comprenant 37 semaines de collecte hebdomadaire.

Cela comprend : **1 bac de 240 L, la collecte des déchets verts une fois par semaine et leur traitement.**

Lors de l'année 2017, 3 913 usagers ont bénéficié de ce service, ce qui représente une augmentation de 178 conventions par rapport à 2016.

### QUELS DÉCHETS VERTS ?

Tontes de pelouse, feuilles mortes, fleurs fanées, tailles de haies et branches ayant un diamètre inférieur à 10 cm.



En plus des déchets verts collectés sur abonnement, **près de 70 tonnes de sapins de Noël**, collectés en porte-à-porte et en déchetterie, ont été valorisées en 2017.

Les conifères ont été broyés et transformés en paillage pour les espaces verts des communes de Dijon métropole.

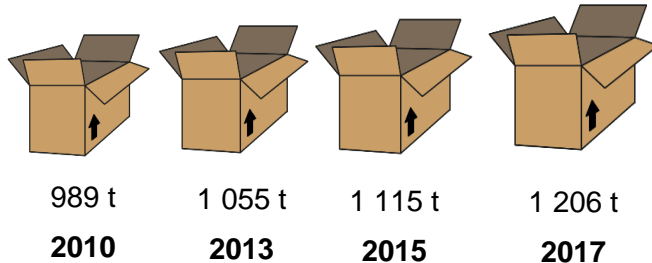
## Cartons des commerces

**1 206 t**

Total de cartons des commerces collectés sur Dijon métropole

**+ 3,9 %**

Hausse de la quantité de cartons des commerces collectée par rapport à 2016



### À DÉPOSER EN VRAC, PAS DANS UN SAC !

Les cartons d'emballage non souillés ou imprimés, démontés et pliés, sont collectés une fois par semaine dans les zones d'activité et deux fois par semaine en centre-ville de Dijon.



#### ATTENTION !

**Pas de cartons mouillés, souillés par des graisses ou de la peinture, de polystyrène, de classeurs et de papier peint !**

## Biodéchets des gros producteurs

**114 t**

Total de biodéchets des gros producteurs collectés sur Dijon métropole



114 t

2017

### ZOOM SUR LA COLLECTE DES BIODÉCHETS

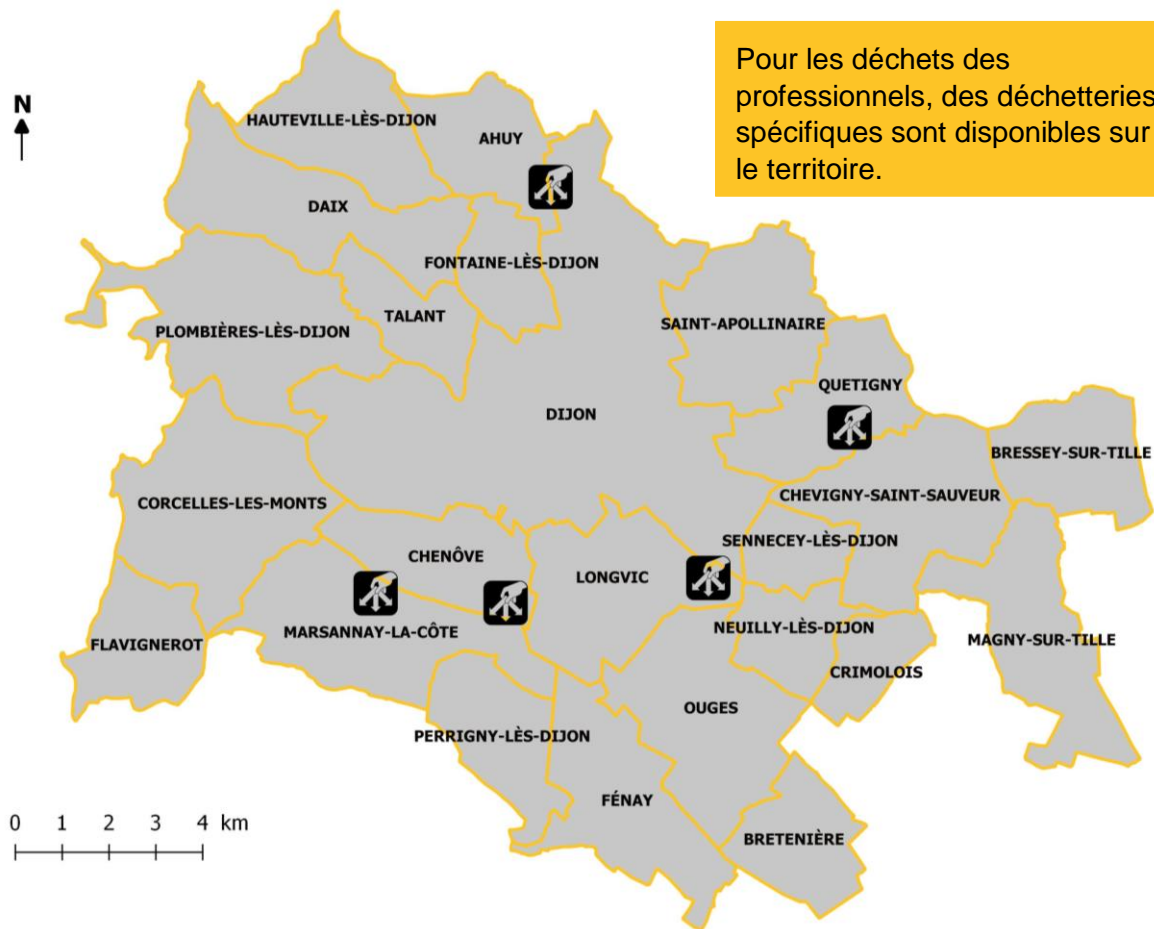


En mai 2017, Dijon métropole a mis en place un test d'une collecte de biodéchets auprès de professionnels volontaires.

Cette collecte spécifique concerne les établissements volontaires, soit 29 gros producteurs.

Un accompagnement a été réalisé auprès des usagers du service et des mesures ont été prises afin d'éviter toutes nuisances.

# DÉCHETTERIES DES PARTICULIERS



Pour les déchets des professionnels, des déchetteries spécifiques sont disponibles sur le territoire.

**Chenôve** Rue de Longvic  
 Tél : 03 80 58 87 32  
**Dijon** Rue Alexander Fleming  
 Tél : 03 80 23 94 94  
**Longvic** Rue Jules Guesde  
 Tél : 03 80 68 03 91  
**Quetigny** Bd de la Croix Saint Martin  
 Tél : 03 80 71 03 13

**Marsannay-la-Côte**  
 Chemin rural n°15  
 dit « Chemin aux Vaches »  
 Tél : 06 77 12 63 12

## Hiver (du 01/11 au 30/04) :

Lundi – Vendredi : 9-12h et 14-18h  
 Samedi : 9-13h et 14-18h  
 Dimanche : 9-12h

## Été (du 01/05 au 31/10) :

Lundi – Vendredi : 9-13h et 14-19h  
 Samedi : 9-19h  
 Dimanche : 9-13h

## Hiver (du 01/11 au 30/04) :

Lundi – Vendredi : 9-12h et 14-17h  
 Samedi : 9-13h et 14-17h  
 Dimanche : 9-12h

## Été (du 01/05 au 31/10) :

Lundi – Vendredi : 9-13h et 14-18h  
 Samedi : 9-18h  
 Dimanche : 9-13h

**Fermetures : 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> mai et 25 décembre**



**32 634 t**

Total des déchets (hors verre) des particuliers collectés en déchetteries

**455 078**

Nombre de visites en déchetteries

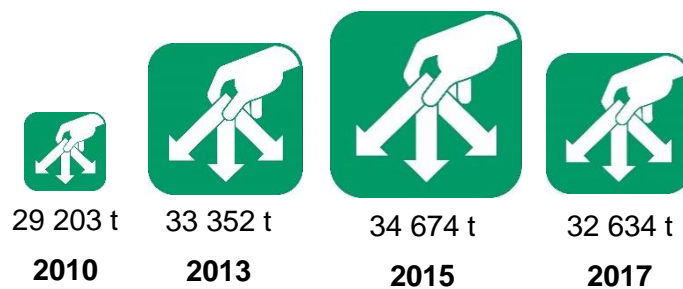
**- 1,6 %**

Baisse de la fréquentation depuis 2016

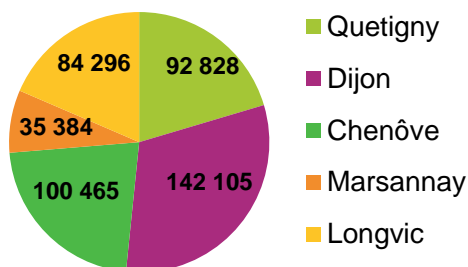
**5** déchetteries au service des particuliers



## Évolution des tonnages de déchets de déchetterie collectés (hors verre)

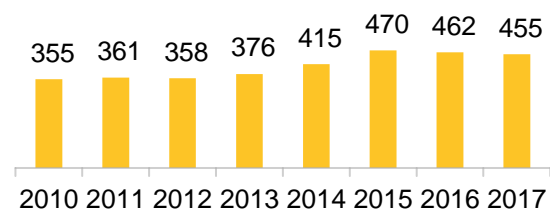


### Répartition des fréquentations en 2017



### Nombre d'entrées en déchetteries

(en milliers, toutes déchetteries confondues)



## Accéder aux déchetteries

L'accès aux déchetteries est **gratuit** et strictement réservé aux particuliers résidant sur le territoire de Dijon métropole. Les véhicules admis sont limités à 1,9 m de hauteur et à 3,5 t de PTAC. Les agents à l'accueil sont chargés de la sécurité et du bon fonctionnement des sites : merci de suivre leurs consignes !

Pour toute demande de dérogation, veuillez contacter le service collecte et tri :

- **par téléphone**, au 03 80 76 40 76
- **par mail**, à [collecteselective@metropole-dijon.fr](mailto:collecteselective@metropole-dijon.fr)

**Les dépôts extérieurs sont interdits  
sous peine de poursuites**

## Les déchets de déchetteries



9 226 t

### DECHETS VERTS

Valorisation organique



3 968 t

### BOIS/PLASTIQUES

Valorisation matière



1 330 t

### PAPIERS/CARTONS

Valorisation matière



55 t

### PNEUMATIQUES

Utilisation en revêtement ou incinération



3 405 t

### INCINERABLES

Valorisation énergétique



1 154 t

### FERRAILLES

Fabrication de nouveaux produits métalliques



269 t

### TEXTILES

Réutilisation ou valorisation en chiffons industriels ou isolants thermiques



1 133 t

### DEEE (y compris tubes fluorescents)

Réutilisation ou recyclage



1 094 t

### OBJETS REUTILISABLES

Réparation et réutilisation



15 t

### HUILES DE FRITURE

Fabrication de biocarburant



37 t

### HUILES DE VIDANGE

Fabrication de nouvelles huiles moteur ou valorisation énergétique



33 t

### BATTERIES

Neutralisation des acides et valorisation des métaux



55 t

### AMIANTE-CIMENT

Stockage en centre d'enfouissement



10 074 t

### DEBLAIS GRAVATS

Stockage en centre d'enfouissement



534 t

### PLAQUES DE PLÂTRE

Fabrication de plaques de plâtre



11 t

### PILES

Valorisation matière



241 t

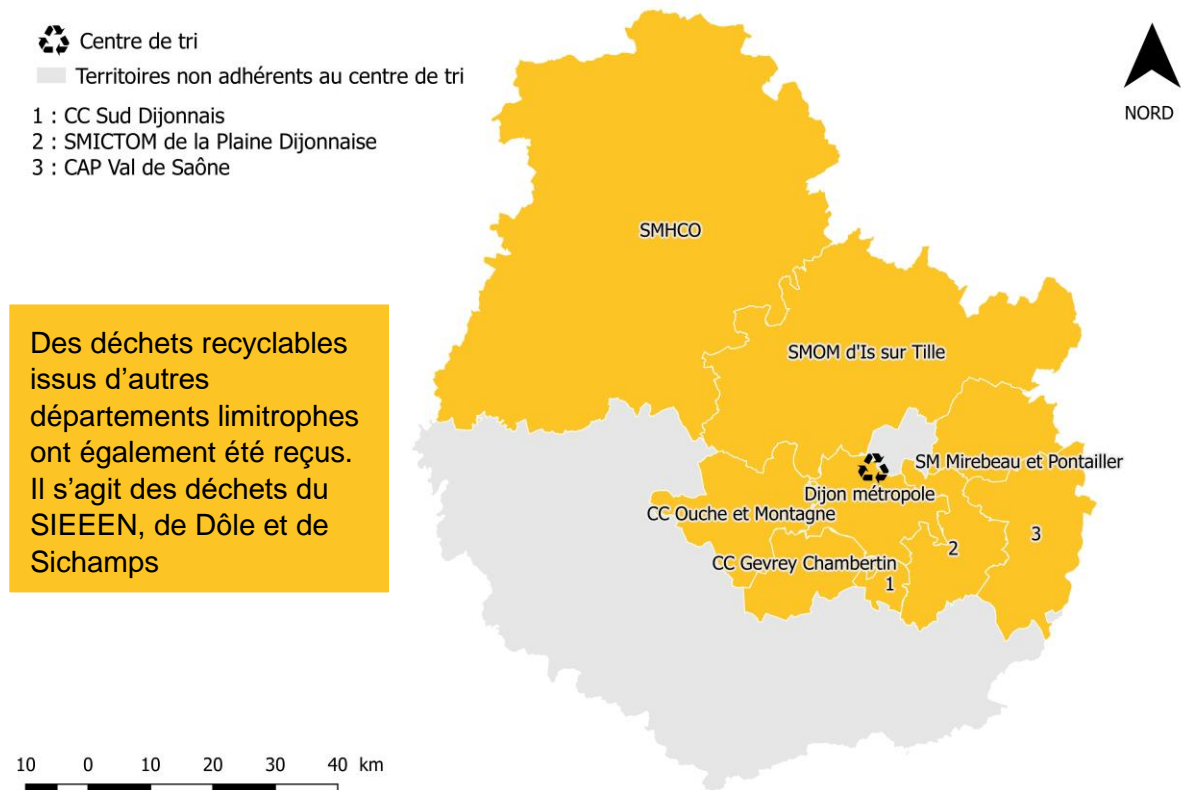
### AUTRES DDS/DDM

Valorisation matière et énergétique



# TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

## Centre de tri



Le centre de tri est destiné à trier, mais aussi à orienter vers les filières de recyclage, les emballages tels que les cartons, les cartonnettes, les emballages pour liquides alimentaires (tétra-pack), les bouteilles en plastique (PET, PEHD), l'aluminium, et l'acier ainsi que les papiers tels que les gros de magasins, les journaux, les revues et les magazines (JRM).

### Les caractéristiques techniques

Capacité de l'installation :	30 000 t/an
Taux d'utilisation du centre de tri :	95,09 %
Performance de tri :	8,2 t/h
Nombre d'heures d'insertion :	56 511 h





**25 418 t**

Total des déchets recyclables reçus sur le centre de tri

**23 499 tonnes triées**  
**1 919 tonnes uniquement conditionnées**

**ISO 14001** et **ISO 50001**  
Une installation certifiée



**15 113 tonnes**

Total des déchets recyclables de Dijon métropole reçus sur le centre de tri

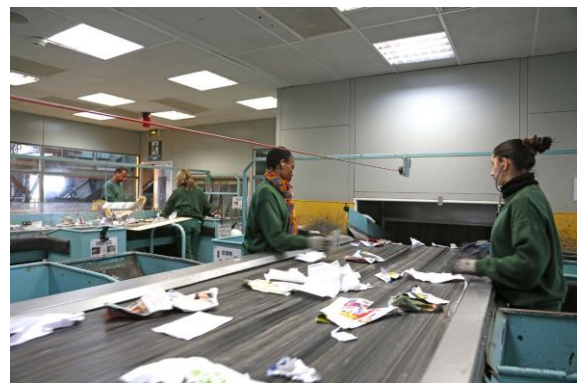
**13 771 tonnes triées**  
**1 342 tonnes uniquement conditionnées**

**17,6 %**

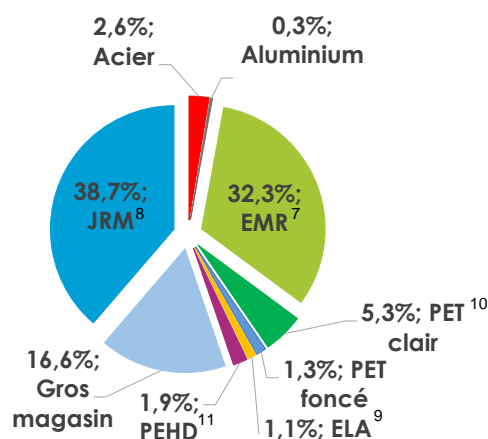
Part des refus de tri de Dijon métropole

**47,7 kg/hab.**

Quantité de déchets recyclables par habitant de Dijon métropole réceptionnés par les filières de recyclage



**Répartition des flux de Dijon métropole  
issus du centre de tri et évacués vers les  
filières de recyclage**



<sup>7</sup> EMR : Emballages Ménagers Recyclables

<sup>8</sup> JRM : Journaux Revues Magazines

<sup>9</sup> ELA : Emballages Liquides Alimentaires

<sup>10</sup> PET : Polytéréphtalate d'éthylène (Bouteilles plastiques)

<sup>11</sup> PEHD : Polyéthylène haute densité (Bidons)

## Unité de valorisation énergétique

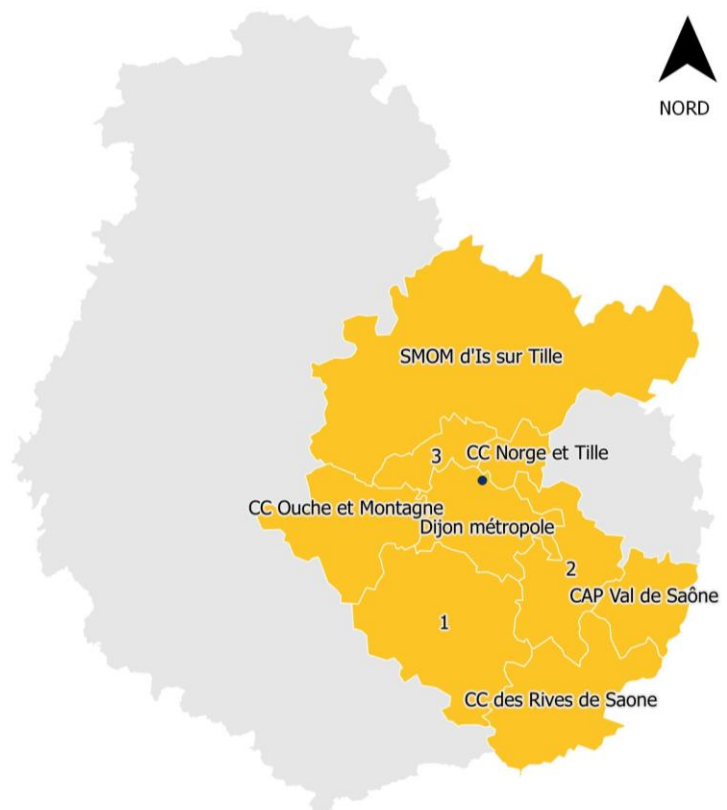
- Incinérateur

■ Territoires non adhérents à l'UVE

- 1 : CC Gevrey-Chambertin et Nuits-St-Georges  
 2 : SMICTOM de la Plaine Dijonnaise  
 3 : CC de Forêts, Seine et Suzon (via le SMOM d'Is s/ Tille)



Les déchets du SYTEVOM de Noidans le Ferroux, des SYDOM du Jura et de Strasbourg sont acheminés vers l'UVE



10 0 10 20 30 40 km

L'incinération des ordures ménagères vise à réduire le volume de déchets à traiter. Elle permet la maîtrise des polluants (tous les rejets sont aujourd'hui parfaitement contrôlés) et la création d'énergies.

### Les caractéristiques techniques

Capacité de l'installation :	140 000 t/an
Taux de fonctionnement des fours :	90 %
Productivité moyenne :	8 000 h
Surveillance des rejets :	teneur très faible en polluants



**134 975 t**

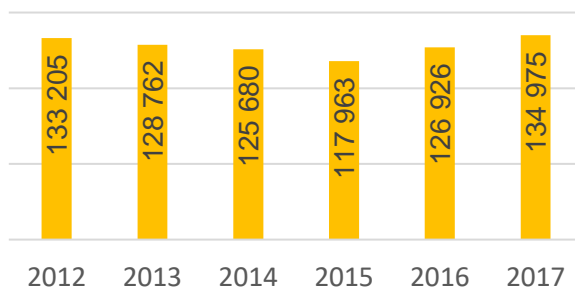
Total des déchets reçus sur l'usine  
 Dont **129 567 tonnes incinérées**  
**1 396 tonnes détournées en enfouissement**  
 Et **4 012 tonnes d'évaporation et de fond de fosse<sup>12</sup>**

**ISO 14001** et **ISO 50001**

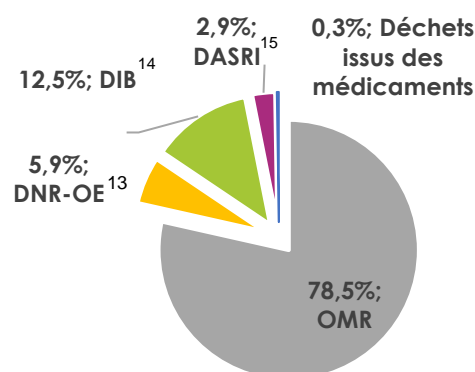
Une installation certifiée



**Evolution des tonnages réceptionnés à l'UVE**



**Répartition des tonnages réceptionnés en 2017**



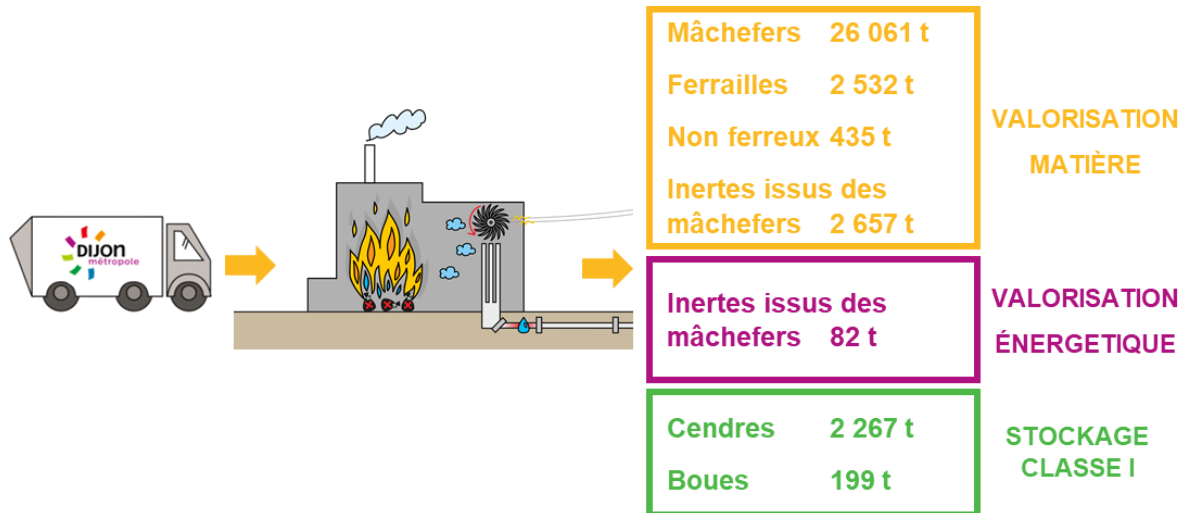
<sup>12</sup> **Déchets en fond de fosse** : déchets qui, à la fin de l'année, restent dans la fosse de l'incinérateur

<sup>13</sup> **DNR-OE** : Déchets non recyclables Objet Encombrants

<sup>14</sup> **DIB** : Déchets Industriel Banals

<sup>15</sup> **DASRI** : Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux

## Flux sortants

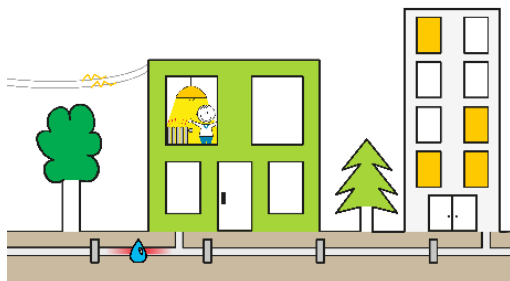
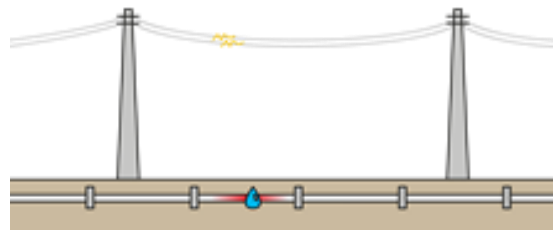


### Le groupe turbo alternateur

Depuis 2006, il transforme la vapeur produite par la combustion des déchets en électricité revendue à EDF.

**44,48 GWh**, électricité produite en 2017

**84 %**, taux de valorisation énergétique en 2017 (PE avec correction climatique).



### Le réseau de chaleur urbain

Depuis octobre 2013, Dijon métropole valorise l'énergie thermique produite par l'incinération des déchets dans le réseau de chaleur.

**62,2 GWh thermiques**,  
quantité d'énergies valorisées sur le réseau en 2017

## Le centre d'enfouissement technique des déchets inertes en réhabilitation

**147 880 t**

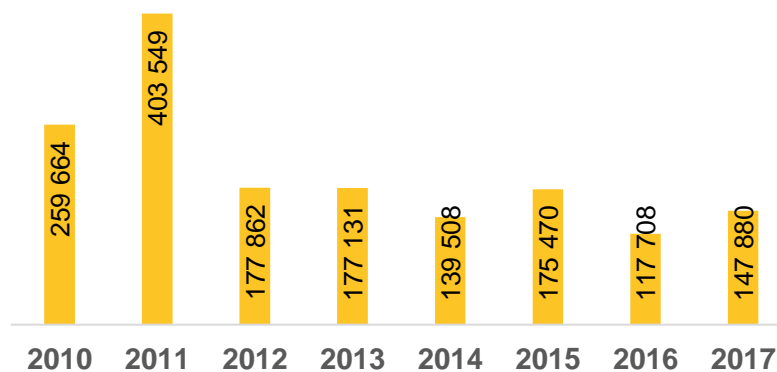
Total des déchets inertes reçus sur le centre  
d'enfouissement technique

**- 43%**

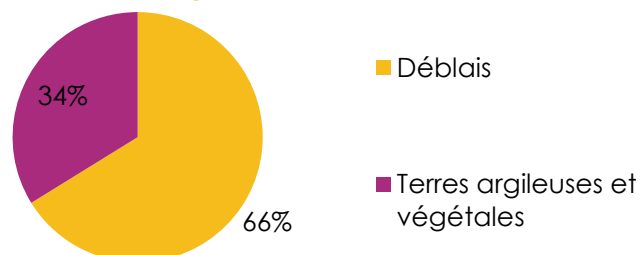
Baisse de la quantité de déchets stockés par  
rapport à 2010



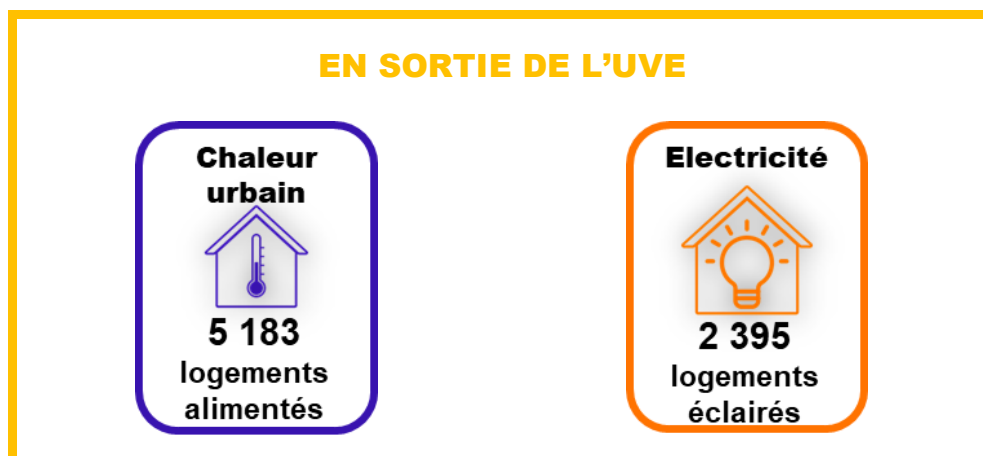
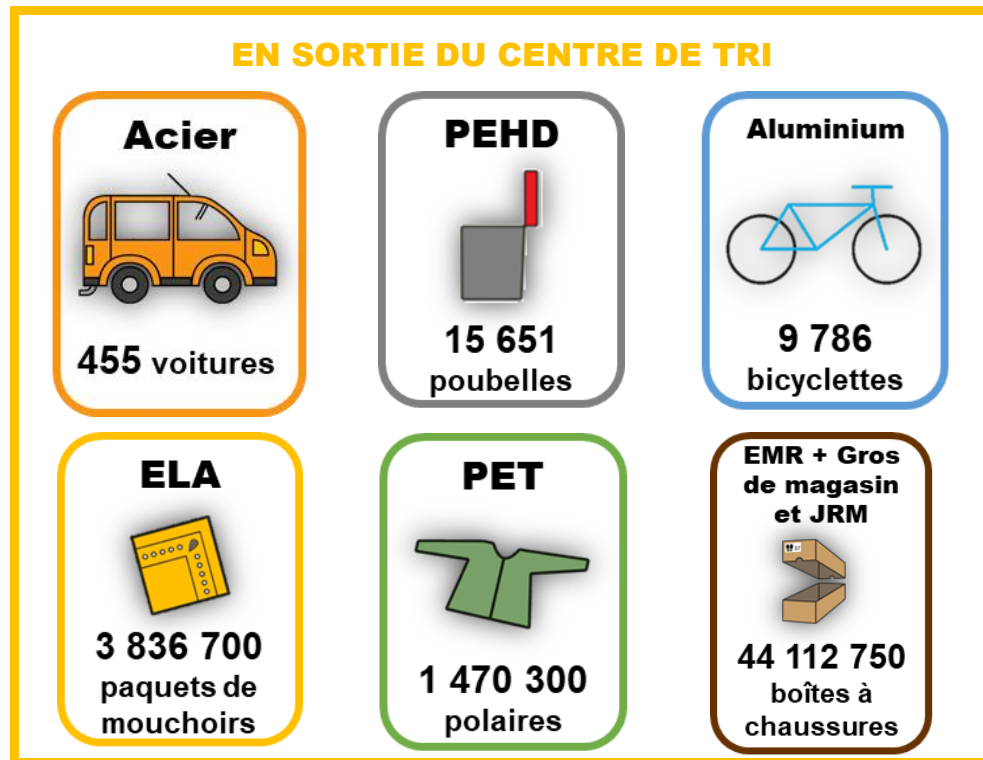
**Tonnages réceptionnés au CET**



**Répartition des entrants au CET**



## La valorisation des déchets traités dans les installations de Dijon métropole, c'est :

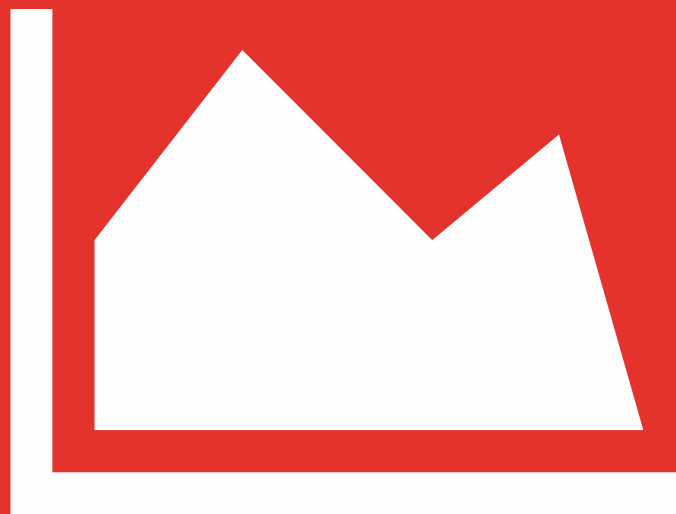




---

# Indicateurs financiers

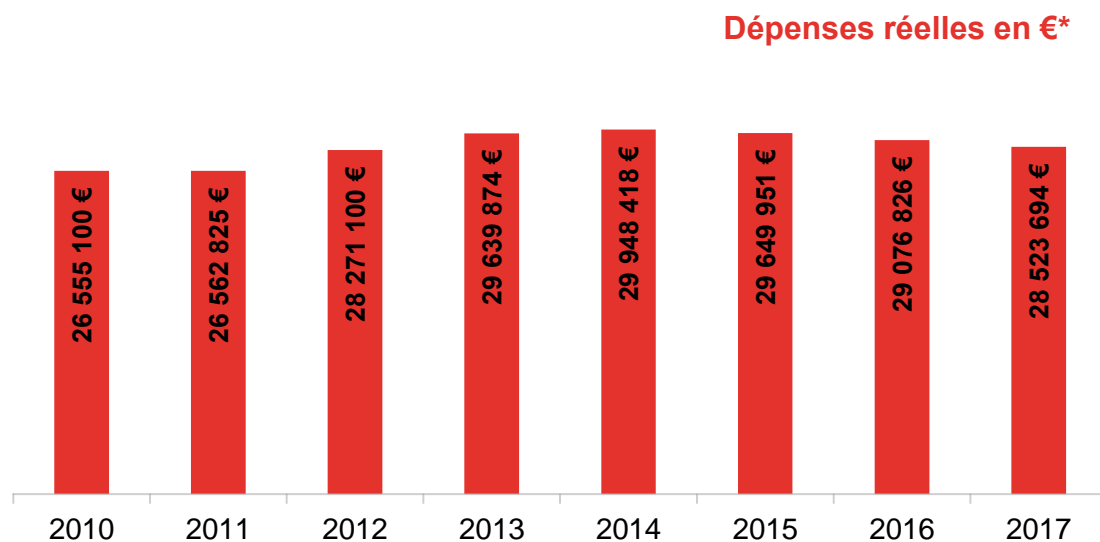
---



Dans le cadre du programme de prévention des déchets, Dijon métropole doit suivre les coûts de la gestion des déchets via un outil standard adapté à toutes les collectivités, la matrice des coûts. Les chiffres suivants sont issus de cette matrice.

## DÉPENSES ANNUELLES

### Evolution des dépenses réelles depuis 2010



**\* Tous budgets confondus (principal et annexes)**

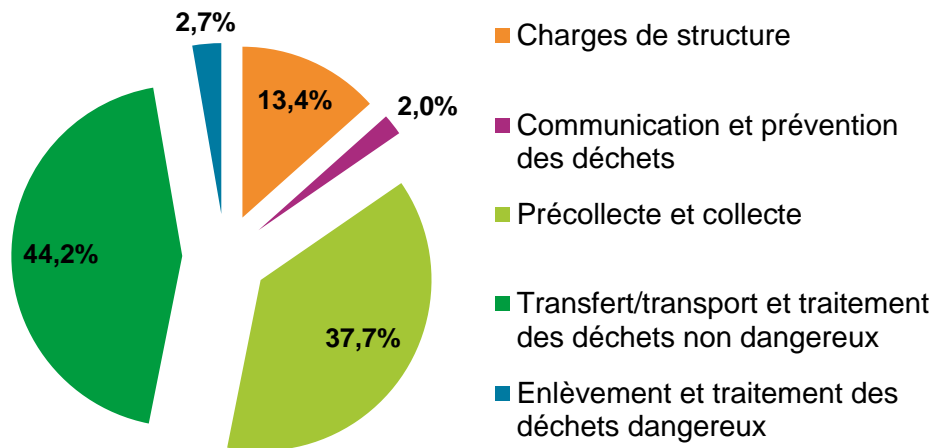


## Répartition des dépenses réelles

Les charges fonctionnelles et techniques de Dijon métropole pour l'année 2017 s'élèvent à 28 523 694 € HT. Ce montant comprend les amortissements en cours, ils représentent une somme de 5 135 476 € HT.

Cette présentation des dépenses se base sur la comptabilité analytique de la collectivité.

### Répartition des charges fonctionnelles et techniques



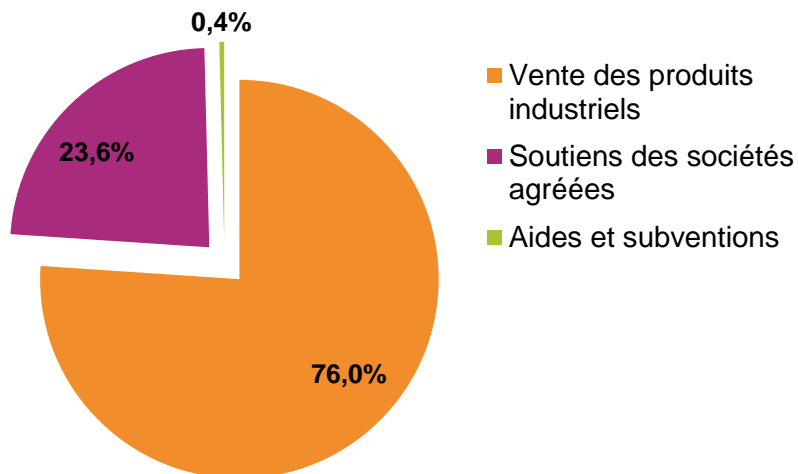
Charges de structure	3 823 104 €
Communication	252 617 €
Prévention	315 565 €
Précollecte	812 472 €
Collecte	9 953 720 €
Transfert/transport	458 394 €
Tri et conditionnement	2 194 311 €
Compostage	205 128 €
Incinération	8 886 074 €
Autre valorisation matière-énergie	84 782 €
Traitement des inertes	760 700 €
Enlèvement et traitement des déchets dangereux	776 827 €

# RECETTES ANNUELLES

## Répartition des produits

En 2017, Dijon métropole a perçu 13 987 375 €. Ce montant équivaut à 55 € par habitant.

### Répartition des recettes



Matériaux	1 677 695 €
Energie	2 475 008 €
Prestation à des tiers	5 905 340 €
Autres produits	579 503 €
Tous soutiens des sociétés agréées	3 294 035 €
Reprises et subventions d'investissement	49 169 €
Subventions de fonctionnement	6 625 €

## Autres recettes

La gestion des déchets est financée par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le calcul repose sur la valeur du foncier bâti. Le taux de TEOM est de 6,4%.

Au 31 décembre 2017, 508 conventions sont signées avec des professionnels. Le tarif au litre est de 2,79 € HT.

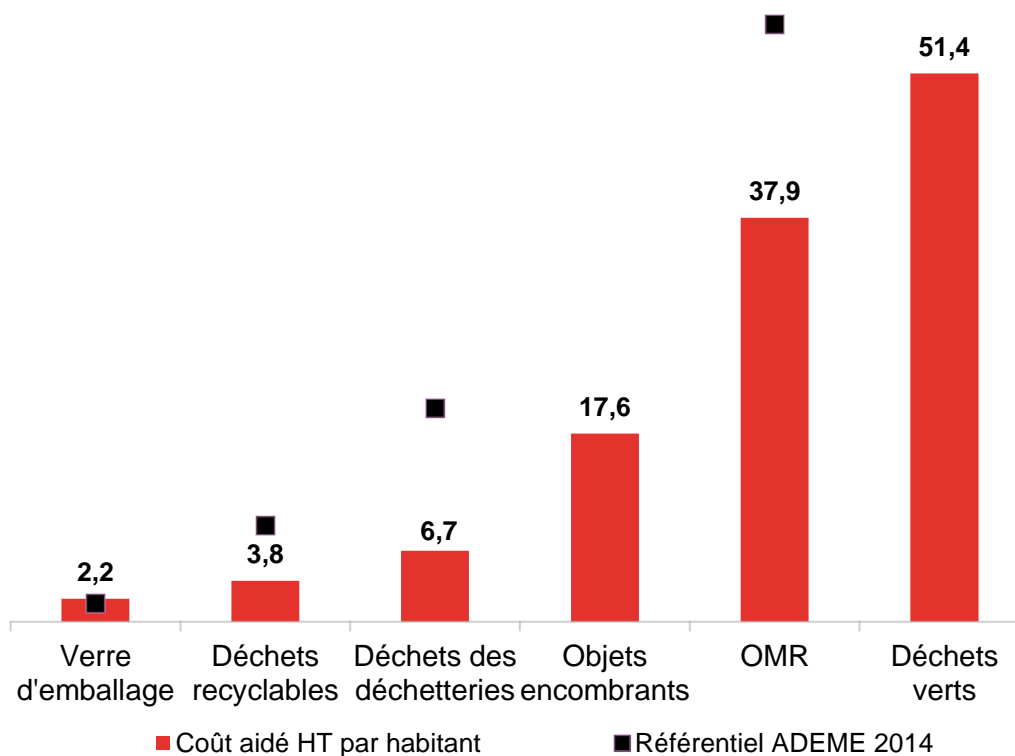
# COÛTS PAR FLUX DE DÉCHETS

## Coûts aidés par habitant

Les coûts présentés dans les graphiques ci-dessous correspondent aux coûts aidés hors taxe. Ces coûts prennent en compte les recettes industrielles, les soutiens des sociétés agréées, les subventions et les aides attribués à chaque flux de déchets.

Le coût aidé HT par habitant est un coût moyen qui diffère du coût réellement payé par l'utilisateur (correspondant au financement), étant calculé en fonction de la valeur de la surface locative de l'habitation.

**Coût aidé HT en € par habitant (donnée INSEE) pour les principaux flux collectés en PAP**

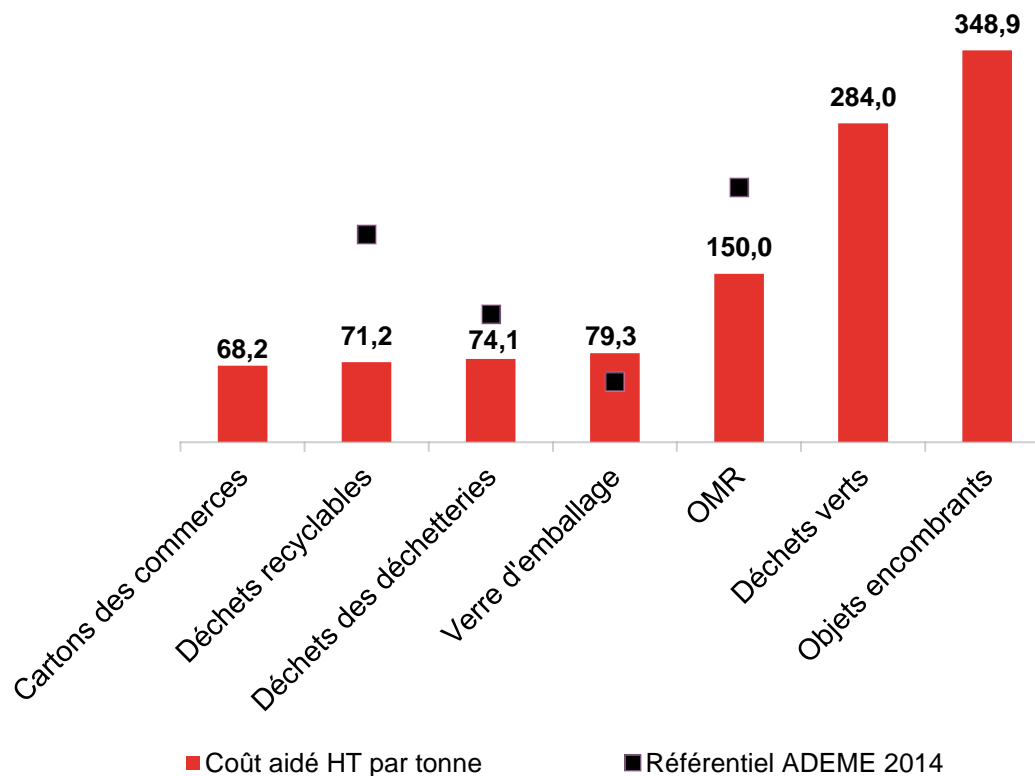


Les flux OMR, déchets verts et objets encombrants concentrent la majorité des coûts à l'habitant avec 107 €HT/habitant. Néanmoins, ils restent inférieurs au référentiel ADEME.

## Coûts aidés par tonne

Le coût aidé par tonne se définit par le coût aidé relatif au flux rapporté aux tonnes collectées par Dijon métropole.

### Coût aidé HT en € par tonne (donnée INSEE) pour les principaux flux collectés en PAP



Pour tous les flux à l'exception du verre d'emballage, les coûts aidés HT à la tonne financés par Dijon métropole sont inférieurs aux données nationales.

Le coût aidé HT à la tonne de verre est très élevé en raison de la collecte en porte-à-porte. Toutefois, il a diminué par rapport à 2016 avec la généralisation de la collecte en points d'apport sur Chenôve.

---

# Annexes

---

Annexe 1 : Tableau récapitulatif des tonnages collectés sur le territoire de Dijon métropole

Annexe 2 : Synoptique général des déchets traités par Dijon métropole

Annexe 3 : Tableau récapitulatif des marchés de prestation de Dijon métropole

# TABLEAU RÉCAPITULATIF DES TONNAGES COLLECTÉS SUR DIJON MÉTROPOLE

	TONNAGES TOTAUX							NB HAB. 2017	RATIO : KG / AN / HAB								
	OM	DR	VERRE	CARTONS	DV	OE	TOTAL 2017		TOTAL 2016	Evolution 2016/2017	OM	DR	VERRE	CARTONS	DV	OE	TOTAL
	280	86	67		12	3	448	440	2%	1 234	226,6	69,7	55,0	0,0	9,9	2,2	363,4
	198	64			3	1	292	257	14%	971	203,9	66,3	26,5	0,0	3,0	1,3	301,0
	176	69			18	3	288	290	-1%	885	198,9	77,6	24,7	0,0	20,9	3,3	325,4
	3 742	680			24	170	4 893	5 311	-8%	14 402	259,8	47,2	19,2	0,0	1,6	11,8	339,8
	2 323	604			70	29	3 321	3 357	-1%	11 327	205,1	53,3	26,2	0,0	6,2	2,6	293,2
	199	34			5	1	267	257	4%	668	297,5	50,9	43,3	0,0	6,9	0,8	399,6
	231	54			2	0	307	276	11%	787	293,5	68,5	24,0	0,0	3,1	0,6	389,7
	312	99			46	5	508	523	-3%	1 508	206,7	65,3	31,2	0,0	30,5	3,2	337,0
	37 681	7 761			660	1 033	52 030	52 109	0%	157 738	238,9	49,2	28,7	2,4	4,2	6,6	329,8
	284	96			20	2	451	461	-2%	1 587	179,0	60,7	30,4	0,0	12,6	1,3	284,0
	46	10			0	0	66	61	8%	170	269,5	56,5	59,6	0,0	0,0	0,0	385,6
	1 844	849			202	50	3 284	3 100	6%	9 150	201,5	92,8	37,1	0,0	22,0	5,5	358,9
	282	77			21	4	422	403	5%	1 255	224,6	61,7	29,7	0,0	16,7	3,3	336,0
	2 287	588			24	122	3 321	3 034	9%	9 168	249,5	64,1	32,7	0,0	2,6	13,3	362,3
	176	67			5	1	276	242	14%	871	202,1	77,0	30,5	0,0	6,0	1,3	316,8
	1 076	332			12	6	1 667	1 905	-12%	5 316	202,4	62,5	45,4	0,0	2,2	1,1	313,6
	331	116			14	4	516	500	3%	1 840	179,9	63,3	28,0	0,0	7,4	2,0	280,5
	214	82			15	3	346	360	-4%	1 341	159,8	61,1	23,4	0,0	11,1	2,2	257,7
	446	119			23	4	641	611	5%	1 755	254,0	67,7	28,6	0,0	13,1	2,1	365,5
	674	263			12	10	1 039	1 047	-1%	2 859	235,8	91,9	28,0	0,0	4,3	3,4	363,3
	1 951	499			18	92	2 867	2 896	-1%	10 053	194,1	49,7	30,5	0,0	1,7	9,1	285,2
	540	219			9	5	915	719	27%	2 165	249,4	101,0	65,4	0,0	4,4	2,2	422,4
	1 562	490			135	22	2 374	2 506	-5%	7 504	208,1	65,3	22,0	0,0	17,9	2,9	316,3
	2 448	510			138	169	3 526	3 588	-2%	11 559	211,8	44,1	22,6	0,0	11,9	14,6	305,1
	4 502			834			5 337	5 323	0%	0	0,0			0,0			
						61	61	56									
						9	9	9									
					51		51	48									
							114										
	63 804	13 768	7 398	1 206	1 538	1 808	89 635	89 689	0%	256 113	249,1	53,8	28,9	4,7	6,0	7,1	350,0



# TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MARCHÉS DE PRESTATION DE DIJON MÉTROPOLE

Budget	N°	Objet	Entreprise attributaire	Début du marché	Durée	Fin de marché
01 - déchetteries	2012-12189FM	Gestion des déchetteries (gardiennage, location, transport et traitement des déchets des 5 déchetteries)	<b>Entreprise Godard</b>	01/01/2013	3 ans, reconductible 2 x 1 an	31/12/2017
01 - déchetteries	2012-12190FM	Gestion des déchetteries (location, transport et traitement des déchets dangereux des ménages et de l'amiante des déchetteries)	<b>EDIB</b>	01/01/2013	3 ans, reconductible 2 x 1 an	31/12/2017
01 - collecte	2015-107AM00000000	Chargement et transport du verre d'emballages	<b>ETS Gachon SARL</b>	12/06/2015	1 an, renouvelable 2 fois dans la limite de 3 ans maximum	11/06/2018
01 - collecte	2015-260FM	Fourniture de conteneurs roulants, de puces RFId et de pièces détachées, ainsi que la reprise des bacs hors d'usage	<b>PLASTIC OMNIUM</b>	01/01/2016	5 ans à compter du 01/01/2016	31/12/2020
01 - collecte	2015-261FM	Fourniture de colonnes aériennes pour la collecte du verre d'emballage, ainsi que la reprise des colonnes hors d'usage	<b>PLASTIC OMNIUM</b>	28/10/2015	5 ans à compter du 01/01/2016	31/12/2020
01 - collecte	2015-262FM	Collecte des ordures ménagères et assimilées, lavage et maintenance des équipements de pré-collecte	<b>DIEZE (SUEZ)</b>	01/01/2016	5 ans à compter du 01/01/2016	31/12/2020
01 - collecte	2015-263FM	Exploitation du centre de tri communautaire	<b>VAL'AURA (SUEZ)</b>	01/01/2016	5 ans à compter du 01/01/2016	31/12/2020
01 - collecte	2017-100AD	Traitement par compostage des déchets verts collectés en porte à porte	<b>SAS DIEPE</b>	19/06/2017	1 an reconductible 2 x 1 an	18/06/2018
01 - collecte	2017-233FM	Fourniture de véhicules de collecte de déchets ménagers	<b>IVECO</b>	01/08/2017	5 mois à compter du 01/08/2017	01/01/2018



Budget	N°	Objet	Entreprise attributaire	Début du marché	Durée	Fin de marché
01 - collecte	2017-234FM	Fourniture de véhicules de collecte de déchets ménagers	FAUN		Livraison 25 sem. max à compter de la réception du châssis	
01 - collecte	2017-238AM	Fourniture, stockage et distribution de composteurs en kit et équipés	ENVIE 21	09/11/17	3 ans ferme à compter de la notification du marché	02/11/2020
01 - collecte	2016-006AM	Fourniture et pose de panneaux pour les sites de compostage partagé de Dijon métropole	ALFACY	10/02/17	3 ans à compter de la date de notification	09/02/2019
01 - UVE	2016-225FM	Vêtements de travail : pantalon, veste de travail et veste de travail sans manche et accessoires divers	ATR	04/01/2017	1 an renouvelable 3 x 1 an	03/01/2021
01 - UVE	2016-093FM	Décompactage et mise en andain des mâchefers	ROUGEOT	20/06/2016	1 an à compter de la date de notification, reconductible 2 x 1 an	19/06/2019
01 - UVE	2016-029FM	Fourniture de Chaux	ECL	10/03/2016	1 an renouvelable 2 x 1 an	09/03/2019
01 - UVE	2016-030FM	Fourniture d'Ammoniaque	QUARON	10/03/2016	1 an renouvelable 2 x 1 an	09/03/2019
01 - UVE	2016-031FM	Fourniture de Soude 30 % et HCL	BEAUSEIGN-EUR	11/03/2016	1 an renouvelable 2 x 1 an	10/03/2019
01 - UVE	2016-074FD	Fourniture de Soude 50 %	UNIVAR / BEAUSEIGN-EUR / QUARON	21/05/16	3 ans à compter de la date de notification	20/05/2019
01 - UVE	2016-142FD	Prestation de mise en balles et stockage des balles sur la plateforme des mâchefers durant les arrêts techniques de l'UIOM	PRESTABAL-LES	12/09/2016	1 an reconductible 2 x 1 an	11/09/2019
01 - UVE	2017-012FM	Achat de pièces de rechange pour les grappins OM et les bennes preneuses mâchefers de l'UIOM	EUROBEN	06/02/2017	4 ans à compter de la date de notification	05/02/2021
01 - UVE	2017-025 FS	Fourniture de gaz	SVD 17	16/02/2017	24 mois à partir du 1er avril 2017	31/03/2019
01 - UVE	2017-058FM	Transport et traitement des REFIOM	SETEO	04/05/2017	4 ans ferme à compter de la notification	03/05/2021
01 - UVE	2013-137FM	Transport et traitement des cendres	SETEO	18/09/2013	6 mois, renouvelable 6 x 6 mois	30/04/2017
01 - UVE	2013-138FM	Transport et traitement des gâteaux de filtration	SETEO	18/09/2013	6 mois, renouvelable 6 x 6 mois	30/04/2017

Budget	N°	Objet	Entreprise attributaire	Début du marché	Durée	Fin de marché
01 - UVE	2017-088FM	Pièces de rechange et maintenance des fours	<b>ESTI</b>	12/06/2017	1 an reconductible 3 x 1 an	11/06/2021
01 - UVE	2017-093FM	Mise à niveau des entrées/sorties automates UVE	<b>SPIE SUD EST</b>	08/06/2017	24 mois	07/06/2019
01 - UVE	2017-071	Analyses chimiques : vapeur, effluents liquides et paramètres environnementaux	<b>FILAB</b>	06/06/2017	1 an renouvelable 3 x 1 an	05/06/2021
01 - UVE	2017-072 (Lot 2)	Analyses chimiques : analyses des fumées, QAL2 et AST	<b>SOCOTEC</b>	06/06/2017	1 an renouvelable 3 x 1 an	05/06/2021
01 - UVE	2017-073 (Lot 3)	Analyses chimiques : gestion et analyses des cartouches de mesure en semi-continu des dioxines	<b>SOCOTEC</b>	06/06/2017	1 an renouvelable 3 x 1 an	05/06/2021
01 - UVE	2017-135AM	Etude, fourniture, montage et mise en service d'une machine de séparation des métaux non ferreux sur installation de tri des mâchefers	<b>ANDRIN SA</b>	26/07/2017	Suivant les contraintes d'exploitation	Suivant les contraintes d'exploitation
01 - UVE	2016-150AM	Travaux de fumisterie	<b>FERBECK</b>	01/09/2016	1 an, reconductible 3 x 1 an	01/09/2020
01 - UVE	2016-141FD	Transport et traitement des déchets ménagers vers un site autorisé durant les arrêts techniques de l'UVE	<b>SUEZ RV CENTRE EST</b>	06/09/2016	1 an, reconductible 2 fois 1 an	05/09/2019
01-02 UVE/CET	2014-124FM	Curage et nettoyage industriel	<b>SAVAC</b>	06/11/2014	1 an renouvelable 2 x 1 an	31/12/2017
02 - CET	2016-085FM	Mise en place de remblai sur le CET	<b>TRANSPORT MICHEL</b>	03/06/2016	1 an à compter de la date de notification, reconductible 2 x 1 an	02/06/2019
02 - CET	2017-136AM	Réalisation d'un nouveau piézomètre pour le suivi environnemental des anciens CET de Dijon	<b>SARL FORAGES ET POMPAGES DE CHAMPAGNE</b>	23/08/2017	20 semaines à compter de la notification	Mi-janvier 2018
08 - GTA <sup>1</sup>	2016-215 AM	Pièce de rechange et maintenance GTA*	<b>THERMODYN</b>	16/12/2016	1 an, reconductible 3 ans	15/12/2020

<sup>1</sup> GTA : Groupe Turbo Alternateur

# Notes

---

Envoyé en préfecture le 27/09/2018

Reçu en préfecture le 27/09/2018

Affiché le 27/09/2018



ID : 021-212101661-20180924-DEL\_2018\_091-DE

Envoyé en préfecture le 27/09/2018

Reçu en préfecture le 27/09/2018

Affiché le 27/09/2018



ID : 021-212101661-20180924-DEL\_2018\_091-DE

Envoyé en préfecture le 27/09/2018

Reçu en préfecture le 27/09/2018

Affiché le 27/09/2018

**SLO**

ID : 021-212101661-20180924-DEL\_2018\_091-DE



UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE  
DIJON MÉTROPOLE

TÉL : 03 80 76 40 76 • FAX : 03 80 76 40 80

DIJON MÉTROPOLE

40 AVENUE DU DRAPEAU • BP 17510 DIJON CEDEX

# SYNTHÈSE DU RAPPORT ANNUEL SUR LES DÉCHETS

Envoyé en préfecture le 27/09/2018

Reçu en préfecture le 27/09/2018

Affiché le 27/09/2018

ID : 021-212101661-20180924-DEL\_2018\_091-DE

## Collecte des déchets sur DIJON MÉTROPOLE en 2017

Tonnage des déchets collectés par Dijon Métropole : 86 300 tonnes

- Baisse de 5 354 t d'ordures ménagères et assimilées collectées par rapport à 2010.

- Baisse de 9,8 % de la quantité d'ordures ménagères et assimilées collectées par habitant par rapport à 2010

## Collecte des déchets à CHENÔVE en 2017

### Ordures ménagères

259.8Kg/habitant = 4<sup>ème</sup> plus gros producteur de Dijon Métropole

Moyenne de Dijon Métropole : 249.1 Kg/habitant

### Recyclables

47.2 Kg/habitant = 2<sup>ème</sup> plus petit producteur de Dijon Métropole

Moyenne de Dijon Métropole : 53.8 Kg/habitant

### Encombrants

11.8 Kg/habitant = 3<sup>ème</sup> plus gros producteur de Dijon Métropole

Moyenne de Dijon Métropole : 7.1 Kg/habitant

### Verre

19.2 Kg/habitant = en dessous de la moyenne de Dijon Métropole

Moyenne de Dijon Métropole : 28.9 Kg/habitant

Pour rappel : 17 bornes de collecte supplémentaires ont été installées sur le territoire de Dijon Métropole. Un nouveau Point d'Apport Volontaire (PAV) a été mis en place à Chenôve, avenue du 14 juillet, sur le parking du Super U.

## Déchetterie de CHENÔVE en 2017

Nombre d'entrées = 100 465

Fréquentation stable par rapport à 2016.

Baisse de la fréquentation de 1.6 % depuis 2016 sur l'ensemble des déchetteries de Dijon Métropole.

## Dépenses et recettes annuelles

Les charges fonctionnelles et techniques de Dijon métropole pour l'année 2017 s'élèvent à 28 523 694 € HT. Dijon métropole a perçu 13 987 375 €. Ce montant équivaut à 55 € par habitant.

### Répartition des recettes :

- 76 % : Vente des produits industriels
- 23,6 % : Soutiens des sociétés agréées
- 0,4 % : Aides et subventions

### **TEOM (Taxe enlèvement des ordures ménagères)**

Taux unique Dijon Métropole 2016 = 6.4 %



**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_092**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD  
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **VŒU DE SOUTIEN AU MONDE SPORTIF**

Face à la baisse significative des dotations de l'Etat et à l'incertitude quant au financement du sport en 2019, le CNOSF (Comité national olympique du sport français), plusieurs CROS (Comités régionaux Olympiques et Sportifs), l'ANDES (Association Nationale des Elus en charge du Sport), les ligues et les comités ont exprimé leur mécontentement en lançant une pétition en ligne et en organisant, pour certains d'entre eux, un week-end « No Sport ».

Tel n'a pas été le choix, respecté par la municipalité, du monde sportif chenevelier et la Fête du Sport (initiative de l'Etat financée à ce jour exclusivement par le budget de la Ville et celui des clubs) samedi 22 septembre a recueilli un vif succès populaire.

À Chenôve, la politique sportive n'est pas une simple proposition d'activités autour de la seule performance. Le sport est capital dans la construction du citoyen, véhiculant des valeurs incontournables pour l'épanouissement de chacun.

À Chenôve, dès le plus jeune âge, des activités ou dispositifs sportifs sont proposés à toute la population, tant par la Ville que par les clubs fédérés au sein de l'Office municipal des Sports (OMS), quel que soit le type de pratique choisi. Sport loisirs, sport santé, sport de compétition, cette richesse et cette pluralité a été reconnue au niveau national par l'attribution de trois lauriers à « Chenôve, ville sportive ».

Le sport à Chenôve concerne tous les publics, femmes, hommes, enfants, personnes porteuses de handicap ou encore seniors qui, grâce à une politique volontariste, peuvent pratiquer au quotidien !

Le sport à Chenôve, c'est la mise à disposition d'installations de qualité, maintenues par des personnels compétents et engagés. C'est aussi l'accompagnement de milliers de bénévoles,



acteurs principaux du fonctionnement et de la vitalité des associations sportives. C'est enfin un niveau de soutien financier, notamment par le biais des subventions de fonctionnement, maintenu et jamais démenti.

Mais ces efforts et cet engagement ne peuvent être assumés par les seules collectivités, fédérations, associations sportives locales. L'ambition sportive de la France ne peut se limiter à abonder le financement d'événements planétaires comme la Coupe du monde de rugby en 2023 ou les Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024. Elle doit passer également par le maintien du budget alloué au ministère des sports.

**Aux côtés du monde sportif, les élus du conseil municipal de Chenôve demandent, à l'instar des nombreux sportifs dirigeants de clubs, bénévoles, passionnés, citoyens (162 000 à cette heure), signataires de la pétition nationale # Le sport compte lancée par le CNOSF, que le sport bénéficie de moyens à hauteur de ses apports humains, économiques et sociétaux.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

#### **VOTES**

27 POUR

2 ABSTENTIONS :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALGONNET  
Date : 26/09/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales